PSU

PARTI SOCIALISTE UNIFIE

DES MILITANTS DU PSU PRESENTES PAR

michel rocard

epi

Coll. MichelRocard.org

PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Coll. MichelRocard.org

© Epi sa Editeurs, Paris 1971

Coll. MichelRocard.org

B 356
9 €

PRÉSENTÉS PAR

michel rocard

DES MILITANTS DU P.S.U.

Coll. MichelRocard.org

EDITEURS
epi SA 68 RUE DE BABYLONE PARIS 7e

Coll. MichelRocard.org

présentation

A gauche, la vie politique est ainsi faite : d'un côté, quelques prophètes continuent à affirmer leur aptitude au pouvoir, devant une clientèle à la fidélité parfois intéressée ; de l'autre, un appareil inamovible s'efforce de réduire les libertés, de contenir les imaginations, voire de contredire les faits.

La réalité politique est autre. Les citoyens, il est vrai, se contentent encore d'être pris, de temps en temps, pour des électeurs. Mais leurs illusions se dissipent. Eux aussi, ils constatent, à travers les conditions de leur vie quotidienne, de leur transport, de leur travail, qu'ils sont méprisés, exploités, oubliés... Sans cesse, leur volonté de vivre mieux se heurte à l'archaïsme des structures, à l'égoïsme des nantis, à l'irresponsabilité des pouvoirs en place.

Les hommes qui ont choisi le P.S.U. ont choisi de lutter au cœur de ces problèmes. Au regard des résultats électoraux, c'est, pour un temps encore, une faiblesse. Mais la qualité des hommes et la diversité de leurs expériences sont une richesse profonde.

C'est pourquoi, lorsque les éditions de l'Epi m'ont offert « carte blanche » pour publier un volume dans cette collection, j'ai choisi, plutôt que d'écrire à titre personnel un livre sur la politique, de donner la parole à des militants.

Ceux qui s'expriment dans ces interviews appartiennent à diverses catégories professionnelles, à différentes régions, ils se situent à divers niveaux de responsabilités dans le P.S.U. et appartiennent à tous ses courants (à l'exception d'un seul, qui a refusé

de s'exprimer ici). Ils racontent librement qui ils sont, comment ils sont venus à l'action politique, et ce que ça représente pour eux, dans leur activité concrète, être militants du P.S.U.

L'objet du livre n'est pas d'exposer les idées du P.S.U. : on peut se référer pour cela aux textes votés par ses assises nationales, notamment aux thèses du congrès de Dijon en 1968 [1] et au programme d'action adopté à Paris en janvier 1971 [2]. Il s'agit ici davantage d'un portrait, à travers l'activité des uns et des autres et la réflexion qu'ils portent sur cette activité.

Leur façon de poser les problèmes apparaîtra à certains comme peu politique. Notre conviction est que, pour l'essentiel, la réalité politique se situe justement au niveau où leur expérience la place : celui de la vie quotidienne.

Michel Rocard.

(1) Publiées dans le livre de Michel Rocard *Le P.S.U. et l'avenir socialiste de la France*, éditions du Seuil, collection « Politique ».

(2) En vente à la librairie « Tribune socialiste », 54 boulevard Garibaldi, Paris (15e), 1 F 50.

Les interviews qui composent ce livre ont été recueillies au magnétophone, en mars et avril 1971, par Noël Monier.

BERNARD RAVENEL (Amiens)

UN ENSEIGNANT DANS LE P.S.U.

Trente-quatre ans. Professeur d'histoire. A adhéré au P.S.U. en 1960. Membre de la commission nationale enseignement.

- Ma première éducation politique, je l'ai faite dans le giron stalinien. En 55-56, je participais régulièrement aux activités d'une cellule du P.C. J'avais vingt ans. Là-dessus est arrivé le vingtième congrès du parti soviétique, la dénonciation du stalinisme. Ensuite, la révolte de Hongrie. Enfin, la guerre d'Algérie, la position ambiguë qu'a prise le P.C., le vote des pouvoirs spéciaux à Guy Mollet. Je suis parti.

En 1960, le P.S.U. est né. Son activité contre la guerre d'Algérie m'a conduit à y adhérer.

Les premières années, nous étions fortement mobilisés contre la guerre coloniale. Nous étions quasiment seuls au début. Nous avons inventé, ou réinventé, le système des manifestations avec rendez-vous secondaires secrets. Le 1er novembre 1961, anniversaire de l'insurrection algérienne, nous étions rassemblés ainsi, place Clichy, par petits groupes.

J'étais responsable d'une dizaine de gars. Nous faisions semblant d'attendre devant un cinéma. Et d'un coup, nous nous sommes trouvés plusieurs milliers sur la chaussée, à partir en cortège.

Nous faisions un intense travail de propagande. En novembre, l'UNEF et les mouvements de jeunesse manifestaient. En décembre, les syndicats. La police cognait dur. Il y a eu de nombreux blessés. En février 62, ce furent les huits morts de Charonne et cinq cent mille personnes à leur enterrement.

Pour lutter contre l'O.A.S., nous avions constitué des Groupes d'Action et de Résistance, les G.A.R., mouvement parallèle, structuré par groupes de quatre, qui effectuait toutes sortes d'opérations pour dénoncer les complices de l'O.A.S. En cas de coup de force fasciste, ces groupes devaient se transformer en organisation paramilitaire.

J'avais été élu, au bout de deux ans, secrétaire de la section P.S.U. de la résidence universitaire d'Antony. J'assurais la liaison clandestine avec le responsable des étudiants algériens du F.L.N. Il y avait à la résidence un fort groupe de partisans de l'O.A.S. et nous savions qu'ils possédaient des armes. Nous, nous n'en avions pas. Nous avions mis en place un quadrillage pour les surveiller.

Lors du putsch d'Alger, je m'en souviens, nous avons monté la garde toute la nuit devant la mairie d'Antony. On craignait plus ou moins un débarquement de parachutistes. On nous avait promis des armes. Arrive un camion vers une heure du matin, rempli de pieux. Nous nous serions battus avec des pieux !

A cette époque, le siège du P.S.U. était protégé jour et nuit par des militants. C'était un drôle de climat. Il y avait peut-être un peu de folklore, mais tout de même, parfois nous avions la trouille. Presque tous les secrétaires de section P.S.U. de Paris avaient reçu des menaces de mort...

A la fin de la guerre d'Algérie, la démobilisation est intervenue très vite.

Il y a eu la grande grève des mineurs en mars 1963, qui a duré, je crois, plus d'un mois. Des mineurs C.G.T., membres du P.S.U., étaient venus à Paris nous expliquer leur lutte, qui était très dure. Mais nous sentions bien que la C.G.T. et le P.C. cherchaient à bloquer le mouvement. Ils organisaient des quêtes, que nous faisions avec eux. Mais ils se montraient hostiles à toute extension de la grève à d'autres secteurs. C'était pourtant l'époque où, si l'on en croit les sondages, la popularité de De Gaulle a été la plus basse.

Ensuite, le P.S.U. a connu un creux considérable, pendant trois ans. Nous restions ensemble autant par camaraderie que par motivation idéologique. Nous maintenions le P.S.U. contre vents et marées.

C'était l'époque des luttes de tendances. Moi-même, je m'étais rallié à la tendance Poperen, qui développait des positions très unitaires vis-à-vis du P.C. Nous croyions que la dynamique de l'unité pouvait déborder les appareils. En 1965, lors de l'élection présidentielle et de la candidature Mitterrand, puis lors de la création de la Fédération de la gauche, Poperen a pris une position totalement opportuniste. Il voulait l'intégration du P.S.U. dans l'« union de la gauche » sans conditions, sans programme. Une unité sans contenu, cela signifiait l'alignement sur la fraction la plus à droite de la coalition, je l'ai compris assez vite. J'ai décroché.

A la section d'Antony, nous nous sommes repliés sur nous-mêmes. Nous avons organisé un cercle d'études marxistes, que fréquentaient des membres du P.S.U. et d'autres camarades. Je cherche à me rappeler ce que nous pouvions faire d'autre. Rien...

La direction nationale avait inventé la politique dite du « contre-plan », élaborait toutes sortes de do-

cuments économiques. Mais ça restait une affaire de spécialistes, ça ne nous concernait pas.

Je militais à la fois à Antony et à Amiens, où j'avais été nommé professeur. La section d'Amiens comptait une trentaine d'adhérents, mais seulement trois ou quatre militants. Elle n'existait plus qu'en vertu de la bonne volonté quasi religieuse de quelques-uns.

L'enseignement n'était pour moi rien d'autre qu'un gagne-pain, non un secteur d'action politique. J'étais syndiqué, au S.N.E.S., mais je n'assistais pas aux réunions syndicales. A quoi bon ? Nous trouvions des membres du P.S.U. dans toutes les tendances du syndicat, sans exception. Nous ne voyions pas pourquoi renforcer l'une plutôt que l'autre. Donc je n'y allais pas.

Pourquoi je suis resté au P.S.U. ? J'ai vaguement songé à retourner au P.C., mais ça m'était impossible : je fréquentais des camarades communistes, et je voyais bien l'absence totale de démocratie dans ce parti. Au P.S.U., malgré tout, nous pouvions nous exprimer. Où voulais-tu que j'aille ? Il n'y avait rien d'autre. Et moi, j'ai toujours pensé qu'il fallait s'engager, que ceux qui ne militaient nulle part n'avaient pas droit à la critique. Ça me vient peut-être de l'époque de la guerre d'Algérie. Quand des types qui se contentaient de lire *l'Observateur*, sans agir, venaient à cette époque nous donner des leçons, je ne le supportais pas.

En 1967, on m'a demandé d'être candidat aux législatives à Antony. Je n'y étais pas du tout préparé. Tout de même, cette campagne nous a été profitable. Elle nous a permis de prendre contact, sur le terrain, avec certaines réalités. Nous avons vu par exemple à quel point le parti socialiste était électoraliste, opportuniste, prêt à suivre n'importe quel chemin vers la droite.

C'est peut-être une des raisons qui ont amené la

majorité des militants à refuser l'adhésion à la Fédération de la gauche au congrès de 1967. La faiblesse du P.S.U. à cette époque ne nous aurait pas permis de résister à l'absorption. Nous aurions été laminés. Sans pouvoir peser sur quoi que ce soit.

Toute la direction du parti a été vidée à ce congrès. Elle défendait des positions liquidatrices. Que les militants n'aient pas suivi, cela prouvait qu'il restait bien des espoirs.

Alors a commencé le redressement. Au conseil national de mars 1968, l'accent a été mis sur l'implantation ouvrière. La mobilisation sur le Vietnam nous a aussi permis de reprendre le dessus. Nous avions l'expérience de la guerre d'Algérie, et tout de suite, presque d'instinct, nous avons pris des positions beaucoup plus correctes que celles du P.C. Celui-ci se maintenait au début sur le registre humanitaire, bêlant : « Paix au Vietnam », sans poser le problème de l'impérialisme. Notre action, et celle d'un certain nombre de groupes qui commençaient à apparaître, ont rencontré un impact, parmi les jeunes notamment, et ont contraint le P.C. à modifier un peu sa ligne. Quant à la Fédération de la gauche, elle ne faisait rien.

Et voici mai 68. Dès le début, le P.S.U. a été dans le coup et a pris une attitude juste, contre le P.C. qui a constamment refusé la mobilisation, gardé un pied sur le frein.

Il n'y a pas là de hasard. D'abord, nous étions prêts. Et puis l'absence de bureaucratie au P.S.U. nous laissait de plain-pied dans le mouvement.

Pour ma part, j'ai participé au maintien d'un piquet de grève sur un chantier du bâtiment, pendant deux semaines. Je servais d'interprète entre les délégués syndicaux et les travailleurs espagnols et portugais.

Mai 68, c'était un militantisme fou, des nuits écourtées, des distributions de tracts partout, une

exaltation perpétuelle. Pourtant, je n'ai jamais cru que ça déboucherait sur la révolution. Des camarades, maoïstes notamment, croyaient que c'était arrivé, que c'était la fin du capitalisme. Mais je voyais bien que la C.G.T. et le P.C. avaient les moyens d'arrêter le mouvement, et que pour notre part nous n'étions ni assez forts ni assez organisés.

Ça n'empêche pas que nous étions heureux. Parce que nous étions libres dans Paris.

Je suis allé quelquefois à la Sorbonne, mais pas souvent. Ça me paraissait marginal par rapport au travail en profondeur, dans les boîtes, dans les quartiers. Je crois qu'au P.S.U. ce sentiment était assez général.

- Et maintenant, trois ans après mai 68, comment vois-tu le P.S.U. ?

- D'abord, nous avons senti que le P.S.U. n'était pas l'instrument politique qu'il fallait. Il était dans le mouvement, mais davantage pour le suivre que pour le diriger, ou le coordonner, en dégager les perspectives. Le problème des structures du parti s'est donc trouvé posé.

Une orientation est devenue fondamentale : la nécessité d'intervenir sur le milieu de travail. Pour ma part, je me suis mis à fréquenter les réunions syndicales d'enseignants. Lorsque le courant « Rénovation syndicale » s'est constitué dans le S.N.E.S., et a publié sa première plateforme, j'ai tout de suite adhéré à cette nouvelle façon de réfléchir sur l'enseignement.

- On a dit que le courant « Rénovation syndicale » a été créé par le P.S.U. Est-ce exact ?

- Rien ne part de rien, bien sûr. Cette tendance a été constituée à la fois par des militants P.S.U., par

de jeunes enseignants qui étaient plus ou moins passés par l'U.N.E.F. sans avoir d'engagement politique précis, et aussi par d'anciens militants communistes qui remettaient en question certaines de leurs positions.

A l'origine de « Rénovation syndicale », il y a certes des militants du P.S.U., mais il n'y a pas une consigne du parti. Pour une raison simple : le P.S.U. avait un programme *sur* l'enseignement, mais il n'avait pas de politique *dans* l'enseignement. Il a appris beaucoup de « Rénovation syndicale ».

C'est à mon avis la bonne façon de procéder : ne pas plaquer une politique toute faite, mais essayer de la dégager d'une analyse de la réalité concrète, des préoccupations qui se font jour dans le milieu.

J'ai cru beaucoup, dans le passé, à l'enseignement bourgeois - que j'appelle maintenant bourgeois. J'ai cru à la neutralité de l'enseignement, j'ai cru que le savoir justifiait un certain pouvoir. Peu à peu, il m'a fallu remettre tout cela en question, me remettre en question moi-même.

Ce qui nous a obligés à le faire, c'est le mouvement des élèves. Pour un certain nombre de nos camarades, ç'a été une épreuve difficile. Au début, dans les réunions que nous tenions au niveau du secteur enseignement du P.S.U., on sentait des clivages et des retards énormes, souvent une grande faiblesse politique. Mais deux ans après, lors de la dernière conférence nationale, le niveau s'était considérablement élevé. Il y a eu sans doute quelques départs d'enseignants du P.S.U. - c'était nécessaire. Mais il y a eu aussi un progrès collectif.

Notre stratégie, au niveau de l'enseignement, s'élabore peu à peu. Elle répondait, au début, à des nécessités immédiates : les luttes que menaient les élèves étaient imprévisibles. Alors nous analysions cas par cas. Si leurs revendications nous paraissaient justes, nous disions : pas de problème, il faut les

soutenir. Ce qui impliquait d'abord la reconnaissance du droit des élèves à s'organiser, à s'exprimer.

La première revendication des élèves, c'est la liberté d'expression. Le droit de se réunir, d'avoir une salle pour cela, de faire connaître leurs idées. Evidemment, nous ne sommes pas toujours d'accord avec la façon dont ils posent leurs revendications et les défendent. Alors il nous faut discuter avec eux ; s'ils sont sanctionnés, les défendre tout en gardant notre propre liberté de jugement.

Dans mon établissement, nous ne nous en sommes pas mal tirés. Au début, j'étais assez isolé, avec seulement quelques surveillants de mon côté. Maintenant, nous sommes un petit groupe d'enseignants, d'accord sur l'essentiel, à la fois sur le plan politique et sur le plan syndical. Nous avons des contacts avec les élèves - mais pas d'organisation commune, nous ne nous retrouvons avec eux qu'en dehors du lycée, au Secours Rouge par exemple.

Nous avons pu avoir une influence déterminante en plusieurs occasions, à l'intérieur de la section du S.N.E.S.

Nous avons également remis en question le mythe de la neutralité de l'enseignement. Car l'enseignement n'est pas neutre. Mais c'est une des choses que les professeurs admettent le plus difficilement. Ils ont l'impression qu'ils enseignent des faits - sans s'interroger sur le choix de ces faits, la liaison qu'ils établissent entre eux. Ou bien ils croient qu'il suffit, pour être objectif, d'exposer deux thèses parallèles, sans le moindre élément pour les critiquer. Ils pensent que celui qui penche d'un côté ou de l'autre, automatiquement, manque à l'objectivité.

Mais comment expliquer les étranges lacunes qu'on a trouvées et qu'on trouve encore dans l'enseignement ? En histoire, par exemple, le silence sur la Commune de Paris ? Comment veux-tu parler de la Commune, ou de 36, de façon neutre ? Comment

enseigner l'histoire, ou la géographie économique, ou la philosophie, de façon neutre ? La vérité n'est pas neutre.

Bien entendu, il faut parfaitement dominer son sujet. Etre capable de répondre à toutes les questions de tous les élèves. Et permettre la liberté d'expression - et d'abord pour ceux qui remettent en cause les structures et les vérités établies.

Cette action sur le lieu de travail n'est pas exclusive d'une action sur la ville. La section d'Amiens compte maintenant plus de soixante adhérents, dont une vingtaine très actifs. Aux meetings que nous organisons, il vient cinq cents personnes. Nous commençons à avoir des possibilités d'intervenir sur la ville, et dans les usines.

Cependant l'image du P.S.U. reste encore un peu celle d'un parti d'intellectuels. Il faut absolument la renverser. Et là aussi, comme dans mon travail, je me sens un peu remis en question. Ça ne me gêne pas du tout, d'ailleurs : je n'ai jamais pensé qu'un enseignant, parce qu'il a l'habitude de parler, devait bénéficier d'un rôle privilégié.

Coll. Michel Rocard

Coll. MichelRocard.org

ALAIN DESJARDINS (Roubaix)

UN MILITANT SYNDICALISTE

Trente-six ans. Ouvrier électricien. Permanent syndical à l'union locale C.F.D.T. de Roubaix. A adhéré au P.S.U. en 1965. Secrétaire-adjoint de la section de Roubaix.

- Ça a commencé pour moi en Algérie, pendant la guerre. Dix-neuf mois et demi de service, presque tout en opérations. Cinquante-cinq opérations en tout. C'est là que j'ai découvert la misère humaine.

Huit mois après mon retour du service, j'ai quitté mon père, qui était petit patron maraîcher dans la région parisienne. J'ai fait ma valise un soir et je suis parti en stop, vers Roubaix où je connaissais une copine avec qui j'avais correspondu pendant mon service. Elle m'a aidé à chercher du boulot. Mais rien. Je logeais dans un hôtel minable, un hôtel de passe. Finalement, je suis parti pour Arras où une de mes tantes m'a reçu.

J'avais mon permis poids lourd. Je suis entré dans une boîte d'électricité générale et terrassements. Nous installions des poteaux électriques. J'avais un G.M.C., dans lequel je charriais le béton. Les deux gars qui

étaient avec moi faisaient le porte-à-porte pour demander le café et la bistoule, comme on dit par ici. Je gagnais un franc soixante de l'heure. Je suis resté quinze jours dans ce boulot, et j'ai fait exactement cent quatre-vingt-cinq heures de travail sur quinze jours. Une fois, je me suis endormi sur un poteau et j'ai failli être électrocuté. J'avais travaillé, avec les copains, vingt-sept heures en une journée et demie. C'est comme ça que j'ai découvert la condition ouvrière.

J'ai suivi un stage de formation professionnelle accélérée. Avec les copains, anciens mineurs pour la plupart, nous avons essayé de nous organiser. Nous corrigions nous-mêmes nos cours. Une fois, on a fait grève. C'est à ce moment que je suis entré à la Jeunesse Ouvrière Chrétienne. Je me souviens d'avoir participé à un meeting où j'ai raconté ce que j'avais vu en Algérie, ce qui nous a valu une invitation du conseil municipal d'Arras. Là, nous avons dénoncé la guerre, la torture, la misère.

Entre-temps, je m'étais fiancé avec mon ancienne marraine d'Algérie. Je suis alors revenu à Roubaix, où j'ai trouvé du boulot dans le bâtiment. Au bout de quinze jours, le patron m'a confié la responsabilité d'une équipe. J'avais avec moi deux camarades algériens, très qualifiés, un pied-noir, un Marocain et un jeune qui sortait du collège avec son C.A.P., mais qui était payé très en dessous de sa qualification. On était tous sous-payés, en fait.

Dans les sous-sols du chantier, on se réunissait pour discuter. On réfléchissait sur la guerre, et aussi sur notre boulot. J'avais amené mes camarades à adhérer avec moi à la C.F.T.C. (ça ne s'appelait pas encore C.F.D.T.). On a préparé un tract à distribuer sur tous les chantiers de la boutique. Manque de pot, le patron l'a su. Il m'a enlevé la responsabilité de l'équipe. N'empêche qu'on a discuté et que les

gars ont obtenu jusqu'à cinquante pour cent d'augmentation.

Je suis parti dans la métallurgie, chez Callebout de Blicky, un trust dont le siège social est en Belgique. Quand j'y suis entré, il y avait en tout et pour tout cinq syndiqués, tous C.G.T., et peu actifs. Là aussi, j'ai recommencé l'action.

En même temps, m'étant marié, je militais dans la cité où j'habitais, avec l'Association Populaire Familiale. Nous avons décidé une campagne contre les hausses des loyers et des charges. Assez rapidement, je me suis trouvé secrétaire de l'Association des Locataires qui s'est créée à cette occasion, puis de la fédération des locataires de la région. On a lancé vingt-trois actions de locataires sur Roubaix-Tourcoing. Deux ans après, j'étais élu administrateur de la C.N.L., la Confédération Nationale des Locataires.

Là, je me suis trouvé militer avec une majorité de camarades du P.C. Je me suis battu pour que la C.N.L. engage une campagne sur le problème des courées à Roubaix. Les courées, c'est vingt-cinq mille personnes, plus du quart de la population, qui vivent dans des maisons déclarées insalubres depuis longtemps, sans eau, sans le minimum d'hygiène.

Je voulais que la C.N.L. au plan national prenne position, qu'elle nous aide par ses interventions politiques, par ses moyens financiers, comme au niveau de la formation de militants. Il s'agissait d'arriver à ce que cette masse de gens sous-prolétarisés se mette en mouvement, réagisse collectivement contre cette situation. Donc, pas seulement une revendication sur le logement, mais un travail d'éducation, de prise de conscience.

C'était un tout. Parce que ces habitants des courées, exploités au point de vue logement, le sont aussi dans leur travail. Ce sont les sous-prolétaires du textile, de la métallurgie, en majorité des immigrés. Ou bien alors, chez les Français, les plus

pauvres, les plus âgés. Je n'ai peut-être pas bien su exprimer ces préoccupations, ou bien il y avait une contradiction politique. Les années ont passé sans que ça aboutisse. En 1966, j'ai quitté la C.N.L.

Chez Callebout de Blicky, j'avais lancé une section C.F.D.T., qui en 68 groupait quarante-cinq gars sur les cinquante de l'atelier. Nous avons établi une liaison avec les travailleurs de la même société en Belgique. Ça s'est fait par l'intermédiaire de la secrétaire du président-directeur général : à chaque fois qu'elle venait avec lui, elle remportait des tracts cachés dans sa valise. Elle m'avait mis en contact avec le délégué de la F.G.T.B., le syndicat belge. Progressivement, nous avons préparé une grève internationale.

La grève a eu lieu le 13 avril 1968. La même nuit, on collait les mêmes affiches à Roubaix et à Bruxelles. Le 13 au matin, quand le P.D.G. arrive devant l'usine, dans sa Porsche rouge, en compagnie d'un groupe d'Américains à qui il voulait faire visiter les installations, il trouve les portes fermées et tous les travailleurs devant.

Ça a fait du bruit dans la boutique. Le P.D.G. était furieux. Et puis il a dû se rendre compte du sérieux des gars, qui sont restés très froids devant lui. Il a dû s'expliquer sur un certain nombre de choses.

C'était la première grève internationale dans la métallurgie du Nord, et pas mal de camarades du coin en ont tiré des leçons. Dans le textile notamment.

- Comment étais-tu venu au P.S.U. ?

- En 1963, un instituteur qui habitait dans une autre cité HLM et avec qui je travaillais au plan locataires, avait commencé à me passer régulièrement les journaux du P.S.U. et à m'inviter à des réunions. J'ai adhéré en 1965.

La section de Roubaix était alors davantage un cercle, une bonne équipe, qui répercutait les campagnes politiques engagées par le P.S.U. au plan national, mais qui n'avait guère d'implantation dans les quartiers ni dans les entreprises. Nous étions une quarantaine, beaucoup d'enseignants, de techniciens ou cadres, et très peu d'ouvriers.

Parmi mes camarades à l'usine, au syndicat, mon adhésion a suscité des questions. J'ai expliqué. Très rapidement, un, puis deux et trois copains de la métallurgie m'ont rejoint. Il n'y a jamais eu aucune restriction pour accueillir aux réunions des camarades qui n'étaient pas adhérents. Après mai 68, on y a vu beaucoup plus de sympathisants que d'adhérents. Peu à peu, ça a porté ses fruits : actuellement, plus de la moitié de la section est composée de militants ouvriers.

- Comment s'est passé mai 68 à Roubaix ?

- Les grandes grèves ont démarré à Roubaix le 20 mai. Dans mon entreprise, quand le directeur s'est pointé le matin, j'étais en train de clouer une banderole. Il m'a demandé : « M. Desjardins, qu'est-ce que je dois faire ? » J'ai répondu : « Comme vous voyez, Monsieur, nous occupons les locaux ».- « Est-ce que je peux quand même rentrer ? » - « Bien sûr, Monsieur, vous pouvez entrer, mais l'usine ne travaille plus. »

Nous avons mené des discussions serrées avec la direction. Nous avons obligé le P.D.G. à venir de Bruxelles.

La C.F.D.T. m'a demandé d'assurer la coordination des piquets de grève sur tout Roubaix, avec une équipe de camarades. Nous commencions à faire le tour des usines le matin à quatre heures, et ça durait jusqu'à onze heures du soir. Pendant toute cette période, j'ai passé en tout cinq nuits chez moi.

Au P.S.U. aussi, le temps fort de mai 68 nous a permis de faire des analyses plus sérieuses. C'est grâce au P.S.U. que j'ai été capable de critiquer la pratique des rapports paritaires, très ancrée dans la tradition syndicale du Nord.

Le paritarisme, c'est une conception imposée en fait par le patronat. Elle consiste, pour trouver solution à un conflit, à sortir de l'entreprise et aller discuter dans les chambres patronales, entre permanents syndicaux et représentants de l'organisation patronale. Mais, en sortant du rapport de forces que les travailleurs ont créé dans l'entreprise, on redonne automatiquement l'avantage aux patrons.

Beaucoup de camarades ont découvert à cette époque la nécessité de prolonger l'action syndicale à un niveau politique. Et le P.S.U. apportait ce prolongement. Il est maintenant implanté dans vingt-six entreprises à Roubaix, et y intervient souvent.

- Quelle est actuellement la proportion de militants C.F.D.T. et C.G.T. dans la section P.S.U. de Roubaix ?

- La majorité est C.F.D.T., dans la proportion de quatre C.F.D.T. pour un C.G.T. Et les camarades C.G.T. que nous avons sont presque tous des militants sans responsabilités syndicales.

Avant mai 68, un de nos camarades était secrétaire d'un syndicat C.G.T. Après mai, il est resté, je crois, plusieurs semaines sans pouvoir remettre les pieds dans les locaux.

Ça, c'est grave. Parce que la C.G.T. est la première centrale ouvrière, et joue un rôle considérable dans les luttes. C'est pourquoi aucun militant ouvrier ne devrait se satisfaire de certaines pratiques qu'on y constate. Le fait par exemple qu'un militant qui n'accepte pas la ligne du P.C., se heurte à un barrage.

- Tu es permanent syndical depuis juin 68. En même temps, tu as des responsabilités politiques. Est-ce que cela ne crée pas parfois des difficultés ?

- Il faut faire très attention. Je me souviens, un jour à Lille, au cours d'un meeting P.S.U. sur la répression, quelques fascistes qui étaient là ont affirmé qu'il n'y avait pas de répression dans les boîtes. Alors ça, ça m'a pris aux tripes, je suis monté au micro pour dire ce que j'en savais, en citant des entreprises, des militants... Ça a fait un certain raffut dans la C.F.D.T. du Nord, ce genre de choses n'étant pas encore accepté dans l'organisation.

Le fait que j'aie pris des responsabilités dans la section P.S.U. a provoqué quelques réunions houleuses au bureau de l'union locale C.F.D.T.. J'ai expliqué : j'ai l'impression que les responsables C.F.D.T. se posent là-dessus davantage de problèmes que les travailleurs. Mon appartenance au P.S.U. est connue, mais jamais un seul syndiqué n'a dit : « Je démissionne de la C.F.D.T. à cause des activités politiques d'Alain Desjardins. »

Je dirai : au contraire. Les analyses politiques menées dans le P.S.U. m'ont permis d'approfondir certaines questions : la hiérarchie, les contrats de progrès, la mensualisation, le droit des travailleurs à l'information, l'autogestion. Et ça enrichit mon action syndicale.

De l'autre côté, au sein du P.S.U., ceux qui ne veulent pas être sectaires doivent avoir une analyse sérieuse du comportement des organisations syndicales : il y a des rapports de forces qui ne sont pas toujours favorables aux travailleurs, d'où la nécessité de compromis, de signatures d'accords ; mais cela ne représente qu'un repos permettant de repartir sur d'autres bases.

Nous reprochons parfois aux textes nationaux du P.S.U. d'analyser le syndicalisme de façon trop globale. Nous ne demandons pas qu'on les bourre de nuances, les nuances ne nous intéressent pas. Mais ils ne font pas assez ressortir qu'il y a des situations différentes, par régions, par branches, qui conditionnent le niveau de conscience des travailleurs, qu'on ne peut pas brûler les étapes. Et qu'il existe une montée d'un nouveau type de militants qui contestent certaines structures syndicales un peu bureaucratiques.

Alors, dans la C.F.D.T. cette fois, quelques camarades nous ont dit qu'ils craignaient que nous fassions du noyautage. J'ai répondu : quand les gars viennent me voir, me téléphonent, m'écrivent en me disant : « Alain, dans notre entreprise, on a tel problème, qu'est-ce que tu en penses ? », j'ai toujours, dans un premier temps, invité les gars à une réflexion collective, me refusant à avoir cette réflexion à leur place.

C'est là que notre pratique est différente de celle du P.C. Nous ne plaquons pas des mots d'ordre. Nous essayons de favoriser la formation et la prise de conscience des travailleurs, et à partir de là d'élaborer à la base les revendications et les actions.

THERESE CARRETTE (Roubaix)

LES FEMMES ET LA POLITIQUE

Quarante-trois ans. A adhéré au P.S.U. en 1968. Habite Croix, près de Roubaix (Nord).

- Avant d'adhérer au P.S.U., mon mari et moi, nous militions dans les Associations Populaires Familiales. En 1965, un peu avant les élections municipales, à Croix où nous habitons, un camarade de mon mari nous a demandé si l'un de nous accepterait d'être candidat sur la liste S.F.I.O.-M.R.P. Nous avons accepté, sans trop bien savoir comment ça se passerait. Mon mari a donc été élu avec l'étiquette M.R.P.

Nous avons tout de suite été déçus. A travers l'action familiale, nous avions découvert qu'il se posait quand même un problème de lutte des classes, et que la société capitaliste ça n'allait pas. Au M.R.P., on ne retrouvait rien de ça. Sitôt la période électorale terminée, il n'y a plus eu d'action politique. Il y avait le maire et ses adjoints, et les autres conseillers municipaux n'avaient qu'à la boucler. Mon mari s'est trouvé très vite en opposition.

Nous avons voulu poser à la mairie les problèmes que nous connaissions à travers l'action familiale, et

créer des commissions extra-municipales pour que les gens puissent s'exprimer. On nous a répondu : « C'est très bien de vouloir rendre les gens responsables, mais ensuite ils vous taperont dessus. »

En mai 68, nous avons un peu participé à tout ce qui se passait. Nous avons discuté avec des camarades du P.S.U. et nous avons décidé d'adhérer. Et là, nous avons découvert ce que c'est que l'action politique.

Nous sommes entrés à la section de Roubaix. Presque tout de suite, nous avons pensé à développer un groupe P.S.U. à Croix, avec quelques camarades. La section de Roubaix nous a fait confiance, on nous a dit : « D'accord, allez-y. » Pour nous, c'était très exigeant : nous n'avions guère de formation politique. Cette décision nous a forcés à l'acquérir.

On nous a invités aux réunions de la commission exécutive de section. Ça nous a permis de voir comment on posait les problèmes, comment on essayait d'y réfléchir, de trouver le prolongement politique. Nous avons compris que faire de la politique, ce n'était pas seulement avoir la carte d'un parti, mais apprendre à poser les problèmes autrement, plus à fond.

Je me suis aperçue qu'à la section de Roubaix nous étions quelques femmes, mais qu'inconsciemment les hommes ne nous laissaient pas beaucoup nous exprimer. La plupart étaient des femmes d'adhérents.

A quelques-unes, nous nous sommes rassemblées et nous nous sommes demandé pourquoi les femmes n'avaient pas tellement la parole. Nous avons trouvé deux réponses : d'abord, nous ne possédions pas le jargon politique des hommes et quand ils sortaient leurs théories, nous n'osions pas toujours, avec nos mots de tous les jours, dire ce que nous pensions. Et puis nous n'étions pas assez nombreuses.

Nous avons essayé de voir pourquoi, non seule-

ment dans le parti, mais dans la société, les femmes sont considérées comme des mineures. Et nous nous sommes dit : on ne peut pas en rester là, il faut s'adresser aux femmes non politisées.

Très vite, nous avons créé un groupe de cinquante à soixante femmes. C'était bien la preuve qu'il y avait un besoin. Toutes ces femmes voulaient s'intéresser à la vie politique. Mais elles refusaient d'aller dans des organisations comme par exemple l'Union féminine civique et sociale ; elles sentaient que c'étaient des associations bourgeoises, dont les adhérentes cherchaient à acquérir une formation politique pour le plaisir, pour pouvoir parler en société. Les femmes que nous connaissions, elles, voulaient se former, oui, mais pour agir.

Elles posaient un tas de questions. Et cela nous a obligées à voir, à partir de tous les événements dont nous discutions, quelles étaient les positions du P.S.U., quelle différence il y avait avec celles du parti communiste, etc. Au départ, la section de Roubaix comptait une dizaine de femmes. Maintenant, nous sommes cinquante-huit, presque toutes militantes.

Nous avons eu un désaccord avec certaines camarades de Lille à ce sujet. Elles disaient : « Vous avez mal posé le problème ; les femmes, pour se libérer, pour acquérir l'égalité avec les hommes, doivent absolument éviter de se retrouver entre elles, à part. »

C'est peut-être vrai pour des femmes qui ont déjà résolu le problème, - qui possèdent, par leur profession, par les études qu'elles ont faites, ou par leur genre de vie, la possibilité de s'imposer et de partager avec les hommes. Nous, c'est le but que nous recherchons.

Mais il ne s'agissait pas de faire un club féminin. Les militantes ont toujours été intégrées à la vie normale de la section et des groupes, sans distinction entre hommes et femmes.

- Est-ce qu'il existe une différence, sur le plan des possibilités de s'exprimer par exemple, entre les femmes qui travaillent et celles qui restent chez elles ?

- Bien sûr, les problèmes ne sont pas les mêmes, la prise de conscience ne se fait pas de la même façon. Nous avons organisé nos réunions de femmes le soir, pour que toutes viennent. Parce que, sur certains problèmes, il fallait l'avis de toutes.

Par exemple, comment poser la question du travail féminin ? Pour certains hommes de gauche, la seule femme valable, c'est celle qui travaille. Moi, je dis : d'accord si les femmes ont un travail qui permet leur épanouissement. Mais nos camarades qui travaillent à la chaîne ne le font pas pour s'épanouir. Elles le font, ou bien parce que ce sont des femmes seules, ou bien parce qu'elles doivent absolument apporter un salaire d'appoint. Dans notre groupe, je n'ai jamais vu une femme qui travaillait pour s'épanouir. En plus, quand elles rentrent, elles doivent s'occuper de leur maison, de leur famille. Elles ont double travail.

Malgré cela, on trouve parmi elles des femmes qui prennent le temps de militer. Je pense notamment à deux de nos camarades, qui sont seules avec des enfants à élever, et sur qui nous pouvons compter pour quantité d'actions. L'une est une syndicaliste de choc et, en plus, elle est au P.S.U. L'autre milite au P.S.U. et dans une association familiale.

Ça me fait dire que les femmes qui restent chez elles, qui n'ont aucune activité militante, et qui se plaignent d'être débordées, c'est qu'elles sont prises par un tas de futilités. Quand on milite, on apprend à s'organiser.

La femme qui reste chez elle se trouve isolée, cantonnée dans son foyer. Il faut qu'elle prenne

conscience qu'elle peut être socialement utile. Il y a des structures à mettre en place pour établir une vie collective. Par exemple : pourquoi faut-il que chacune ait sa machine à laver ? On pourrait à bien meilleur compte créer dans les immeubles des laveries collectives, et en plus ça permettrait des contacts. Pourquoi les femmes qui vivent toute la journée dans un grand ensemble ne peuvent pas être responsables, collectivement, de l'organisation et de la vie de ce grand ensemble ? Les hommes aussi, bien sûr.

Elles ressentent très fort leur isolement, prisonnières entre la lessive et les gosses. Mais qu'est-ce qu'il faut mettre à la place ? Elles ne savent pas. C'est un mur. Il y a des siècles que l'on pense la femme comme l'esclave du foyer.

Il y a un tas de petits problèmes. Dans mon quartier, nous réclamions depuis deux ans un stop, ou un panneau de signalisation, à un carrefour où se sont produits de nombreux accidents. A la fin, nous avons décidé de le poser nous-mêmes. Il est là depuis trois semaines. Et avant-hier, ils sont venus enfin mettre les poteaux. Ça n'a l'air de rien, mais ça permet de tirer quelques leçons.

Sur le problème de la consommation, les femmes peuvent beaucoup. Dans les entreprises, les travailleurs se battent pour leurs salaires ; mais ce qu'ils gagnent, les sociétés capitalistes le récupèrent sur le terrain de la consommation.

Sur ce terrain, nous n'en sommes qu'au début. Nous avons mené une action sur les supermarchés Auchan. Depuis un certain temps, dans cette entreprise, les travailleurs et travailleuses de la C.F.D.T. se battaient durement. Nous avons décidé de mettre les consommateurs dans le coup. Nous avons distribué des tracts le même jour dans les quatre supermarchés Auchan. Nous expliquions comment le capitalisme profite à la fois des travailleurs, en leur imposant des conditions de travail scandaleuses, et des consommateurs.

Et nous avons montré que ces supermarchés avaient été créés avec les capitaux qui ne rapportaient plus assez dans le textile. Les patrons avaient fermé les usines, vendu les bâtiments et les machines (qui étaient d'ailleurs amortis depuis longtemps), et licencié les ouvriers. Au total, les travailleurs ont fait les frais ; mais les capitaux, eux, ont trouvé facilement à se réinvestir.

C'est surtout le problème du logement qui nous a occupées. Parce qu'à Roubaix, c'est vraiment crucial. Les associations familiales travaillaient sur ce terrain depuis dix ans. Il y a dix ans, nous disions : il faut améliorer les courées, y faire installer l'eau, l'électricité... Puis, celles et ceux d'entre nous qui ont pris un engagement politique, se sont rendu compte que ça ne suffisait pas. Ce qu'il faut, pour commencer, c'est que les gens aient des logements décents. Mais du coup, ça pose le problème du taux des loyers, et celui des salaires et ainsi de suite : ça ne peut pas être séparé d'une lutte politique d'ensemble.

Il y a deux ans, lorsque le ministre Vivien a pris sa fameuse loi sur les bidonvilles et les taudis, le P.S.U. a participé, à côté des A.P.F., à une grande mobilisation des habitants des courées. Après une manifestation qui a groupé plus de mille personnes dans le quartier de la Guinguette, une délégation a été envoyée à Vivien. C'est moi qui y suis allée, avec une camarade habitant en courée.

A cette occasion, les militants familiaux se sont posé un problème : est-ce qu'on peut admettre un parti avec nous ? Ils disaient : ça va créer une confusion, on ne verra plus la différence entre l'association familiale et le parti politique, et patati et patata. Mais les gens des courées, eux, ça ne leur a posé aucun problème. Qu'un parti politique descende dans la rue avec eux, ils trouvaient ça normal.

En fait, il n'y avait pas de confusion possible.

L'A.P.F. a rédigé son tract à sa manière. Nous, nous en avons fait un autre différent, centré clairement sur la lutte de classes, posant le problème dans sa dimension totale, c'est-à-dire sur le terrain politique - ce que l'A.P.F. ne pouvait pas faire.

- L'évolution actuelle du P.S.U. est-elle ici sensible ?

- Oh oui, à Roubaix, très fort. Quand nous sommes entrés en 68 au P.S.U., il y avait encore une forte proportion d'intellectuels, qui ne discutaient pas toujours tellement dans le concret. Mais les adhésions qui ont eu lieu depuis sont des adhésions d'ouvriers ou de militants populaires.

Maintenant, le P.S.U. est présent dans toutes les luttes. Ça provoque des remous dans les syndicats ou les associations familiales. Mais il faut être sérieux. A l'A.P.F., auparavant, certains camarades disaient toujours : les partis politiques ne s'occupent pas du concret, le P.S.U. est un parti d'intellectuels, etc. Mais maintenant que le P.S.U. est présent dans le concret, ils disent : il vient sur nos plates-bandes, c'est dangereux, etc. Je crois qu'au fond de tout ça, il y a un esprit de boutique...

Cela dit, nous découvrons maintenant au P.S.U. un autre risque : c'est que notre section devienne un rassemblement de syndicalistes et de militants familiaux, et qu'elle ne prenne pas assez sa dimension politique. Parce que la formation politique, chez les travailleurs ou chez les femmes, est encore insuffisante. Et ça pose une grosse question si nous voulons que des ouvriers et des paysans prennent la direction du parti.

Je ne dis pas que, pour être à la hauteur, il faut faire de grandes phrases, employer un jargon que

personne ne comprend. Mais il y a le besoin d'élaborer une ligne politique. Il faut, pour cela, être capable de définir correctement certaines choses. Et je me demande si l'apprentissage que nous avons fait dans l'action syndicale ou familiale est suffisant pour cela.

Coll. MichelRocard.org

MICHEL FONTÈS (Lille)

DES PROBLÈMES D'ORGANISATION

Trente-cinq ans. Fonctionnaire du Trésor. Membre du P.S.U. depuis sa fondation. Secrétaire fédéral du Nord-Pas-de-Calais. Ancien membre du bureau national.

- A Toulouse, où je vivais alors, les gens qui ont fondé le P.S.U. avaient presque tous en commun la même référence : celle de la social-démocratie, mais d'une social-démocratie qui aurait retrouvé sa vigueur originelle et la tradition du mouvement ouvrier.

Moi-même, je me souviens d'avoir recherché dans de vieux textes de Jaurès ce qu'il écrivait contre l'occupation des confins marocains par Lyautey. Ce qui m'a conduit au P.S.U., c'est l'opposition à la politique colonialiste que menait la S.F.I.O. au pouvoir, et, d'une façon plus générale, à toute une pratique politique qui a fait le lit du gaullisme, à une certaine espèce de personnel politique. Je cherchais un renouvellement de la tradition socialiste.

- J'imagine que ça a évolué depuis...

- Ah oui ! ça a fortement évolué. A l'automne 60, je me suis installé à Caen. J'ai rencontré là au P.S.U. des camarades ouvriers d'une combativité et d'un sérieux exemplaires, mais qui avaient une tout autre tradition : ils étaient en majorité d'origine chrétienne. Pour moi, jusqu'à ce moment, la dimension laïque, anticléricale, voire antireligieuse, était fondamentale dans l'engagement politique. Mais à Caen, j'ai découvert la dimension de classe comme essentielle.

J'ai compris là deux choses : d'abord qu'aucune stratégie socialiste et révolutionnaire en France ne peut réussir en s'opposant de manière frontale à la tradition chrétienne de ce pays. Mais aussi qu'une de nos tâches prioritaires est d'amener les travailleurs de tradition chrétienne à passer d'une prise de conscience primaire de leur condition de classe, à une conscience politique fondée sur une analyse scientifique...

Je suis arrivé à Lille en janvier 69. J'ai trouvé là un P.S.U. composé pour moitié de militants de style mai 68 - aussi bien syndicalistes qu'étudiants -, et pour moitié de militants plus anciens, enseignants, fonctionnaires, dont l'expérience politique consistait surtout en joutes électorales et discussions de clubs.

La section de Roubaix était beaucoup plus ouvrière. Mais avec un problème difficile : pour la plupart des militants ouvriers de Roubaix, l'engagement politique était une sorte de prolongement de leur action de masse, mais sans conséquence pratique. Ils considéraient le parti comme le lieu où ils pouvaient se retrouver avec d'autres militants engagés dans d'autres actions de masse, mais sans éprouver le besoin de lui donner une cohérence interne lui permettant de jouer son rôle autonome dans toutes les luttes.

Je me souviens de la première assemblée générale

que j'ai tenue avec la section de Roubaix, et où j'ai proposé aux camarades la création de groupes d'entreprises. Il m'est rarement arrivé de me faire éreinter comme ce soir-là. Je me suis heurté à une incompréhension totale : ils étaient déjà organisés dans les entreprises sur le plan syndical et ils estimaient y accomplir ainsi tout leur devoir. Ils cherchaient dans le parti un moyen de sortir de l'entreprise. Et voilà qu'on leur parlait d'y retourner comme militants politiques...

J'ai engagé le fer de la discussion sans concession sur ce problème.

Il fallait d'abord définir les rôles respectifs du groupe politique et du syndicat. Nous avons eu là-dessus des échanges très vifs, qui ont été utiles. Mais ces problèmes ne peuvent pas se régler uniquement par la discussion. Nous les avons réglés à chaque fois par l'expérience vécue en commun.

L'exemple de Peugeot à Fives-Lille est caractéristique. Nous avions au départ trois camarades sur cette entreprise de deux mille huit cents travailleurs, tous trois syndicalistes actifs. Nous avons d'abord, avec eux, au cours de multiples discussions, défini ce que le parti en tant que tel devait dire sur cette entreprise. Au début, ils ne voulaient pas se découvrir comme militants politiques : ils ne voyaient pas bien la possibilité d'être perçus de deux manières différentes par leurs camarades de travail. Ils ont rédigé avec nous des tracts, que des copains extérieurs à l'entreprise ont diffusés aux portes, et qui traitaient soit de problèmes généraux - politique internationale par exemple -, soit d'événements de l'entreprise, desquels nous essayions de tirer des leçons politiques.

Nos camarades ont constaté, dans la boîte, les réactions que suscitaient ces tracts. Ils ont été amenés à prendre position sur leur contenu, à les défendre. Quand ils se sont rendu compte que ces discussions étaient très intéressantes, que leurs prises de position

étaient fort bien comprises et acceptées, alors ils ont franchi le pas. Il y a maintenant chez Peugeot un groupe d'entreprise qui est encore petit, mais qui se développe et qui se présente comme une entité politique autonome.

- Le P.S.U. intervient-il également à un niveau plus général, par exemple sur les problèmes régionaux ?

- Le P.S.U. du Nord avait publié, antérieurement à mon arrivée, un Livre blanc qui analysait la situation économique et sociale de la région, la crise du bassin houiller, du textile, et qui posait le problème de la reconversion. Ce Livre blanc avait eu un impact. Il avait contraint les pouvoirs publics à réagir sur quelques points. C'est sur cette base que certains militants ouvriers avaient adhéré au P.S.U.

Ce travail reste valable. Mais actuellement, nous nous préoccupons plutôt de l'implantation du parti à travers des actions concrètes.

Nous avons réuni les deux anciennes fédérations du Nord et du Pas-de-Calais en une seule, ce qui nous permet de concentrer des forces suffisantes sur les axes de développement que nous avons choisis.

Nous n'avons pas porté notre effort prioritaire sur le bassin minier. D'abord parce que le P.C. et le parti socialiste y sont nettement plus hégémoniques que dans le reste de la région, et surtout parce que, nous semblait-il, la classe ouvrière du bassin minier se considère un peu comme battue depuis l'échec de 63. Il y a des révoltes, mais sur des positions défensives. Encore que la dernière grève de Bruay-Auchel ait montré un nouveau ressort très combatif : nos camarades mineurs pensent à de nouvelles possibilités de développement d'un mouvement de masse - et du parti.

En revanche, nous avons tenu compte d'analyses du P.S.U., qui se sont révélées justes, quant aux possibilités de développement du mouvement révolutionnaire dans un milieu ouvrier relativement récent, lié à de nouvelles formes d'urbanisme - cités, villes nouvelles, etc. C'est pourquoi nous faisons un gros travail sur la région dunkerquoise. Les résultats sont positifs, tant sur les entreprises que sur le cadre de vie. Les résultats électoraux le confirment : c'est, de toute la région, l'endroit où nous avons progressé le plus.

Nous avons fait également un gros effort pour la formation de cadres politiques, autant que possible ouvriers. Les groupes, sections et organismes fédéraux en avaient un besoin urgent pour donner sa pleine efficacité au courant permanent d'adhésions, principalement ouvrières, que nous connaissons.

- Comment se présentent, dans la région, les rapports avec le parti communiste et le parti socialiste ?

- A la différence d'autres régions, le parti socialiste a gardé ici une base ouvrière et populaire incontestable. Il a dégénéré. Mais il continue à couvrir le terrain sur le plan électoral et, jusqu'à ces dernières années, ce qu'il perdait quant à l'implantation ouvrière était récupéré par le P.C.

Cela a fait dire jadis à plusieurs dirigeants du P.S.U. que nous ne réussirions pas à nous implanter dans le Nord. Certains même théorisaient la chose à partir d'une analyse de ce qu'ils appelaient les « couches nouvelles », expression qui a eu son heure de vogue au P.S.U.

L'expérience a tranché, cette analyse était fausse. Car le P.C. et le P.S. assument de moins en moins bien la condition ouvrière de la région. Le P.C., par désir d'occuper le terrain progressivement abandonné

par le P.S., ne remplit plus que le rôle d'un parti « trade-unioniste » : il ne mène plus que des batailles économiques et défensives, et est en train de laisser sans représentation, sans débouché, toute velléité révolutionnaire.

Le P.S.U. répond donc à un besoin réellement ressenti par une partie croissante de la classe ouvrière du Nord-Pas-de-Calais. Le P.C. est d'ailleurs contraint de le reconnaître. Nous avons maintenant avec lui un affrontement quotidien, tant dans les entreprises qu'au niveau des rapports d'organisation à organisation. Il s'agit de l'affrontement de deux stratégies : les travailleurs ont à juger de celle qui leur permettra de se battre de la façon la plus efficace.

Avec le parti socialiste, nous n'avons pas d'affrontement, sauf au niveau des communiqués de presse en période électorale. Il est difficile de s'affronter avec une organisation qui n'a plus guère d'apparition militante.

Les luttes incessantes contre le capitalisme qui ont eu lieu ces deux dernières années dans la région montrent que la classe ouvrière n'est pas prête à passer avec armes et bagages dans le camp du pouvoir, à céder aux mirages de l'intégration. C'est lié à ces luttes que le P.S.U. progresse.

Les groupes d'extrême-gauche sont peu implantés dans la région. Cela vient, à mon avis, de la très ancienne tradition organisationnelle de la classe ouvrière du Nord. Nous réussissons à nous implanter davantage en démontrant nos capacités d'organisation qu'en ayant raison sur le fond. Car les travailleurs ne sont pas prêts à suivre une organisation qui ne constituerait pas une arme efficace dans leur lutte.

PIERRE REGNIER (Hauts-de-Seine)

LES GROUPES D'ENTREPRISES

Cinquante-trois ans. Tourneur. Membre de la commission nationale entreprises. Secrétaire de la fédération des Hauts-de-Seine.

- J'ai milité très jeune : j'ai vécu 36, je travaillais déjà en usine à l'époque. J'ai fait partie des Jeunesses Communistes. Mais quand le P.C. a pris son tournant, avec le Front Populaire, reniant le drapeau rouge et l'Internationale, je m'en suis détaché. J'ai milité dans des groupes trotzkistes jusqu'à la scission de 1947. A ce moment-là, je me suis contenté d'une action syndicale et culturelle sur le lieu de travail.

Chez Hispano, où je travaillais, était né après la Libération un « groupe jeunes ». Les copains qui l'animaient venaient des Auberges de Jeunesse, où ils avaient pris l'habitude de discuter sans carcan, de développer leurs idées sans être obligés d'en référer à une Eglise. Ça leur avait permis d'acquérir un niveau politique et culturel remarquable.

La plupart des animateurs de ce « groupe jeunes » sont devenus militants syndicalistes, un certain nombre ont adhéré aux Jeunesses Communistes ou au

P.C. ; mais ils avaient du mal à absorber des idées toutes faites, et même ceux d'entre eux qui aujourd'hui, au P.C., sont tout à fait dans la ligne, ont une capacité de réflexion supérieure à la moyenne.

Si bien que, lorsque des problèmes se sont posés, particulièrement pendant la guerre d'Algérie, ils se sont sentis plus concernés que les autres, ont mené la bagarre à l'intérieur du syndicat pour lui faire adopter une position plus dure. C'est ainsi qu'est né un groupe d'opposition à l'intérieur de la section C.G.T. d'Hispano. Pour ma part, je me suis très tôt intégré à ce groupe.

Il a compté d'abord une dizaine de copains, puis finalement une cinquantaine. Nous avions formé une sorte de cercle d'études clandestin. Il ne s'agissait pas d'un groupe fermé, homogène, d'une fraction. Il arrivait très souvent que nous nous opposions publiquement les uns aux autres. Mais nous sentions, dans les structures officielles du syndicat, un carcan qui nous était imposé par les appareils du P.C. et de la C.G.T., nous éprouvions le besoin de nous réunir pour discuter de problèmes que nous ne pouvions pas aborder dans l'organisation.

Sur un point nous étions tous d'accord : c'est qu'il fallait généraliser les luttes, les relier entre elles, au lieu de les parcelliser, de les limiter à l'atelier et au bureau comme tendaient à le faire les appareils.

Nous avons beaucoup travaillé sur les questions culturelles. A la commission culturelle de la boîte, sur douze membres, dix étaient en complet accord avec nous. Nous avons aussi milité à « Tourisme et Travail ». Cette organisation, qui est très liée à la C.G.T., avait créé vers 1960 deux centres de vacances pour les travailleurs de la région parisienne, à l'île de Ré et dans les Vosges. Je suis devenu directeur du centre de l'île de Ré, qui en pleine période de fonctionnement pouvait recevoir environ mille deux cents à mille cinq cents personnes. La plupart

des animateurs étaient des copains d'Hispano. Nous avons réussi à créer dans ce centre une orientation culturelle correcte : nous n'apportions pas aux gens du tout fait, nous les aidions à s'organiser eux-mêmes, à s'exprimer.

Mais l'Union départementale C.G.T. ne voyait pas d'un bon œil cette orientation. Le conflit entre les camarades de la région parisienne de « Tourisme et Travail » et l'appareil de la C.G.T. a duré deux ans, et finalement nous avons été battus.

En mai 68, évidemment, le groupe s'est trouvé en opposition totale avec la direction de la C.G.T. et du P.C. Je n'étais plus dans la boîte à ce moment-là. Après juin, cinq copains du groupe, qui étaient membres du P.C., en ont été exclus. D'autres copains ont été exclus de la C.G.T. Finalement, ils en ont presque tous démissionné. Beaucoup sont restés un certain temps sans militer nulle part. Maintenant, la plupart sont à la C.F.D.T., mais ce syndicat est minoritaire et les copains n'ont plus le même impact qu'autrefois.

Un certain nombre d'entre eux se sont retrouvés à la section P.S.U. de l'entreprise. Ils font maintenant un travail assez différent, orienté vers l'apparition d'une force politique autonome, face à celle du P.C.

- Tu as adhéré au P.S.U. à quel moment ?

- Dès sa fondation. Mais je me suis longtemps cantonné dans une activité au plan local et chez Hispano, où j'avais créé une petite section P.S.U. : le municipalisme, l'électoralisme étaient prédominants dans le P.S.U. des premières années, et moi, je pensais que l'implantation d'un parti socialiste révolutionnaire devait se faire en priorité dans les entreprises. C'est seulement après le congrès de 1967, qui a marqué un changement d'orientation, que j'ai accepté de collaborer à la commission nationale entreprises.

Après mai 68, le parti a pris son essor dans les entreprises. Il ne faut pas dire que nous occupons d'ores et déjà une position déterminante dans la classe ouvrière. Mais nous avons un nombre important de groupes d'entreprises, et c'est un apport capital.

En octobre 1968, lorsque nous avons réuni la première conférence nationale entreprises, la majorité des camarades présents étaient surtout attachés à l'action syndicale. Ils ne voyaient pas de débouché proprement politique dans les boîtes. Beaucoup pensaient : la ville au parti et l'usine au syndicat. Cet état d'esprit a beaucoup reculé.

On trouve encore des groupes qui tiennent des réunions, mais ne croient pas encore à la nécessité d'une action proprement politique dans la boîte, qui ne s'affirment pas publiquement. Les camarades qui en font partie ont accompli un pas important, puisqu'ils acceptent de se réunir et de discuter ensemble sur les problèmes de leur boîte. Ça leur est peut-être utile pour déterminer leur orientation personnelle dans les syndicats. Mais le parti n'apparaît pas.

Mais à côté de cela, un grand nombre de nos groupes s'affirment. La plupart, c'est vrai, restent très minoritaires quant à leur influence. Quelques-uns stagnent. Mais d'autres ont d'ores et déjà une position importante, parfois déterminante, là où ils sont.

Les groupes d'entreprises ne rassemblent pas seulement des gars qui ont leur carte du parti. Ce n'est pas rare, les groupes qui comptent trois ou cinq adhérents du P.S.U., mais qui se retrouvent trois fois plus nombreux quand ils se réunissent.

- Comment se présente le problème des rapports entre le P.S.U. et les syndicats ?

- Ah ! c'est un problème. D'ailleurs, c'est là-dessus qu'a eu lieu, au dernier conseil national, le principal

conflit entre la majorité du parti et le courant minoritaire. Celui-ci nie le syndicat, déclare que c'est une forme d'organisation dépassée, qu'il faut des comités de lutte, etc.

Nous, nous pensons que les comités de lutte ou les comités d'action ont leur place quand il y a des luttes ou une action. Dans une entreprise en grève, il est juste que tous les travailleurs, syndiqués et non syndiqués, participent et s'expriment. Alors la forme des comités de lutte se justifie.

Mais en dehors de ces périodes, quels comités de lutte vas-tu former ? Tu rassembleras cinq militants du P.S.U., deux ou trois de Lutte Ouvrière, un de Vive la Révolution quand il y en a, et qu'est-ce que ça signifiera ? Ce que proposent les camarades de la minorité, en fin de compte, c'est la création de syndicats rouges, bien qu'ils s'en défendent. Et de syndicats rouges qui seront ultra-minoritaires. S'ils réussissent à survivre.

Alors ces camarades se gargarisent de la combativité révolutionnaire des ouvriers. C'est vrai que, lorsqu'une grève est engagée, les ouvriers ont toujours tendance à vouloir aller plus loin. Mais le lendemain, quand ils rentrent au travail, ils pensent à leur femme, à leur famille. Ils essaient d'avoir de meilleures conditions de vie. Et ils se tournent vers leurs syndicats, qu'on le veuille ou non.

En période de crise, de montée du mouvement, les organisations ont souvent tendance à jouer un rôle de frein. Mais en période de reflux, même les organisations syndicales réformistes tendent à mobiliser les gars, à entretenir l'action.

- Est-ce que le problème ne risque pas de se poser un jour pour les groupes P.S.U. eux-mêmes ?

- D'abord, je crois que les militants révolution-

naires doivent être des militants responsables. Il y a des cas où, à la base, ce serait facile de dire aux gars : battez-vous jusqu'aux dernières cartouches. Mais il faut savoir juger quand une lutte est perdue, ou bien quand on a obtenu le maximum de ce qu'on peut obtenir. C'est difficile de prendre l'initiative de dire aux gars de reculer. Mais il faut parfois le faire.

Imagine que tu pousses les gars à se battre et qu'ils subissent une défaite. Ils rentreront dans leur coquille, ils ne voudront plus se battre pendant un bon bout de temps.

Bien entendu, ce que je te dis là est vrai pour les conflits locaux, partiels. Quand éclate un conflit national généralisé, le rôle d'une organisation révolutionnaire est d'essayer de faire la révolution. C'est ce qu'a refusé le P.C. en mai 68. Mais ça n'arrive pas tous les matins.

Je crois qu'un objectif essentiel dans tous les cas, c'est la généralisation des luttes. Lors de la grève des Batignolles à Nantes, qui a duré six semaines, c'est ce que nous avons essayé de faire. Nous avons des groupes P.S.U. dans la plupart des usines du trust. Nous avons essayé de les mobiliser. Mais les copains de la Loire nous ont répondu : « Il y a trois mois, nous avons fait grève, et nous avons sollicité les syndicats des Batignolles qui ne nous ont même pas répondu ; alors l'ambiance chez nous, maintenant, c'est : que les gars des Batignolles se démerdent... » C'est évidemment un raisonnement faux. Mais c'est à cela qu'aboutit la pratique de certains appareils syndicaux.

A l'Air liquide à Lyon, un jour les ouvriers se sont mis en grève. Nos camarades du P.S.U. ont lancé l'idée de demander la solidarité des syndicats allemands des entreprises fournisseurs d'Air liquide. Les contacts ont été pris. Les syndicalistes allemands, qui sont pourtant très réformistes et très coopérateurs, ont fait pression sur leurs patrons : des livrai-

sons ont été stoppées. Et ça a grandement aidé les copains.

En période de reflux, les ouvriers ont tendance à ne lancer que des luttes parcellaires, aussi peu politiques que possible, à se cantonner sur leur boîte, leur atelier. Mais, même dans ces périodes, il reste le sentiment confus que cela ne suffit pas. J'ai milité trente ans dans la métallurgie ; eh bien ! j'ai toujours entendu la base dire : « Quand est-ce qu'on fait la grève générale ? »

- Tu es aussi responsable fédéral des Hauts-de-Seine. Comment est-ce que ça se passe à ce niveau ?

- Il y a des faits positifs : par exemple, la fédération des Hauts-de-Seine est celle qui compte le plus de groupes d'entreprises ouvriers.

En revanche, il y a des problèmes au niveau de la direction fédérale et dans plusieurs sections locales. Le courant dont je te parlais, celui des « maoïstes du P.S.U. » comme on dit, qui est extrêmement minoritaire sur l'ensemble du parti, représente environ le tiers des mandats dans notre fédération. Et beaucoup d'énergie est gaspillée dans des querelles complètement abstraites, où les militants ouvriers ne se retrouvent pas du tout.

A un de nos conseils fédéraux, nous avons vu arriver une quantité de camarades étudiants. Quand un ouvrier disait une connerie, ou quand ils pensaient que c'était une connerie, deux ou trois d'entre eux prenaient la parole l'un après l'autre pour lui laver le cerveau. Après ça, lorsque nous avons demandé à un secrétaire d'une section d'entreprise d'aller au conseil national, il a répondu : « Vous rigolez, je ne suis pas capable de discuter comme ça. » Et ça, c'est très grave. Les étudiants d'ailleurs l'ont compris et ont fait ensuite leur autocritique.

Les réunions des groupes d'entreprise sont toujours brèves. Elles se tiennent le soir à la sortie du boulot, parfois le matin, ou à l'heure du déjeuner. Les gars sont obligés de condenser leurs interventions, de dire l'essentiel en peu de mots, pour que tout le monde puisse s'exprimer. Alors, quand ils entendent les interventions interminables de certains camarades intellectuels, ils se sentent gênés.

Nous ne résoudrons le problème qu'en poursuivant la transformation du parti, en donnant de plus en plus de poids aux travailleurs en son sein. Il ne s'agit pas de faire de la démagogie ouvriériste : ce n'est pas parce qu'un ouvrier sera à la direction du parti que tout marchera mieux d'un seul coup. Mais, puisque nous avons réussi une avancée en milieu ouvrier, puisque nous voyons apparaître dans les sections d'entreprise des responsables ouvriers, les plus solides d'entre eux doivent monter à la direction nationale.

Coll. Michel Pigenet.org

FRANÇOIS BORELLA (Nancy)

L'UNIVERSITÉ ET LE CAPITALISME

Trente-neuf ans. Professeur de droit à l'Université. Membre du P.S.U. depuis sa fondation. Secrétaire fédéral de Meurthe-et-Moselle.

- L'explosion de mai 68 en milieu étudiant ne m'a pas surpris. J'étais à cette époque assesseur du doyen de la Faculté de Droit, et nous voyions bien que, d'une façon ou d'une autre, ça finirait par péter dans l'Université.

En mai et juin, bien sûr, j'étais à fond dans le mouvement. Et dans la période qui va environ jusqu'en décembre 1968, en dehors de l'extension considérable du P.S.U. parmi les étudiants, nous avons pu réaliser un certain nombre de choses positives, principalement en ce qui concerne la liberté d'expression politique et syndicale dans l'Université. En province, à Nancy en tout cas, cette liberté n'existait pas du tout auparavant. Ce que nous avons gagné dans ce domaine est important.

Mais pour le reste, tout le monde le sait, il est peu demeuré des acquis de mai. Nous avons assisté à un reflux extraordinaire : les conservateurs, à tous les

niveaux, ont repris en mains les responsabilités, pièce par pièce, institution par institution. Ce fut une sorte de retour des émigrés.

Actuellement, bien sûr, je n'ai aucun rôle dans les organismes de gestion. Non pas que je sois un partisan inconditionnel du boycott en toute circonstance ; mais dans la situation qui s'est développée dans l'Université depuis juin 68, il est évident que la politique de boycott était juste.

Il y a un point sur lequel je pense que nous avons eu tort d'abandonner le combat : la possibilité pour les enseignants et les étudiants de discuter ensemble, de manière critique, du contenu de l'enseignement.

En dehors de ces points, je le dis franchement, j'ai souvent été en désaccord avec les attitudes que le P.S.U. a affichées dans l'Université, notamment à travers l'U.N.E.F.

- Ces problèmes de la liberté d'expression politique et de la critique du contenu de l'enseignement, sont-ils ressentis parmi les enseignants davantage qu'avant mai 68 ?

- Il existait, avant mai 68, deux grandes tendances : l'une conservatrice et l'autre moderniste, réformiste comme on dirait maintenant. Celle-ci tenait des colloques, cherchait une meilleure adaptation de l'Université à la société capitaliste moderne.

Mais ceux qui posaient les problèmes de la même façon que nous les posons maintenant étaient très peu nombreux. Ils le sont encore, d'ailleurs. La différence, c'est que maintenant on publie davantage de livres où l'on retrouve ces idées. On en parle davantage.

Je prendrai un exemple personnel. J'enseigne le droit public, et notamment le droit des entreprises

publiques. Dans mon enseignement même, je suis amené à poser un problème simple : le droit commercial français, tel qu'il est appliqué aux entreprises publiques, est-il établi en fonction des règles de la libre concurrence et du profit, ou en fonction des nécessités d'organisation d'une activité économique dans l'intérêt des travailleurs, des usagers et de l'ensemble de la collectivité ?

Si c'est le droit du profit qui est appliqué aux entreprises publiques, celles-ci sont à l'évidence des entreprises capitalistes, quel que soit leur propriétaire. Cet exemple permet de poser le problème des nationalisations, de leur sens politique. Depuis des années, j'enseigne comme ça, en posant les questions en termes problématiques. Je ne suis pas le seul à le faire, mais c'est encore très rare.

- Comment ressens-tu le problème des rapports entre enseignants et enseignés, qui a été également beaucoup débattu ?

- Je n'ai jamais connu de vraies difficultés avec mes étudiants. Sauf peut-être en première année, où j'ai enseigné devant un auditoire nombreux et composé en majorité de partisans de l'U.J.P., à l'époque où j'étais candidat P.S.U. à une élection, - ce qui a parfois provoqué dans mon cours, disons, des mouvements divers. Mais ça n'a pas posé de problèmes sérieux. Cela tient, je crois, au fait que je suis franc du collier : je ne cache pas quelles sont mes options.

Le problème essentiel est de respecter la liberté d'expression. Je suis très hostile au terrorisme verbal, dans un sens comme dans l'autre. On m'a traité parfois de rétrograde ; mais je crois que l'université critique, ou l'enseignement critique, cesse de l'être lorsque celui qui a la plus forte capacité d'expression,

le plus fort armement dialectique ou simplement la plus forte voix, impose ses arguments.

Dans mes cours, une large part est consacrée à la discussion. Nous avons eu parfois des débats homériques. J'ai toujours essayé de maintenir la liberté d'expression pour tous.

- Comment envisages-tu l'Université dans une société socialiste, et quels axes peut-on dégager dès maintenant dans cette perspective ?

- Le premier point, c'est qu'il faut cesser de dire des bêtises : il n'y a pas une science bourgeoise et une science prolétarienne. Nous devons éviter de retomber dans les positions stupides que nous avons si longtemps reprochées au P.C.

Cela dit, il est évident que l'Université véhicule un contenu idéologique de classe. Cela se traduit dans ce qu'il y a de non-scientifique ou d'extra-scientifique dans l'enseignement, et surtout au niveau de l'organisation et de la finalité de l'Université. La raison d'être actuelle de l'Université, c'est son rôle social et secondairement son rôle idéologique. Le rôle social est fondamental : l'Université fabrique les cadres.

Je ne crois pas qu'il suffirait, dans une société socialiste, de favoriser systématiquement l'accès aux études supérieures des fils d'ouvriers - ce que certains nomment la « démocratisation de l'Université ».

Le rôle de l'Université, dans une société orientée vers le socialisme, devrait être d'une part de donner une formation supérieure de base, dans des conditions à déterminer, à l'ensemble de la population d'une certaine classe d'âge, par exemple dix-sept à vingt ans, - et d'autre part, de permettre le perfectionnement des gens déjà engagés dans la vie profes-

sionnelle. Cela faciliterait grandement la suppression de la division capitaliste du travail.

Le problème des capacités individuelles se poserait, bien sûr, mais dans des conditions très différentes des conditions actuelles : car cette transformation de l'Université n'est pas séparable d'une transformation complète des modalités de l'enseignement, depuis le plus bas niveau.

Surtout, la motivation des étudiants serait très différente. Les gens qui ont déjà été engagés dans la vie professionnelle viennent demander quelque chose à l'Université, et non pas seulement recevoir.

J'en ai fait l'expérience concrète à l'Institut du travail de Nancy, dans les sections du « centre d'éducation ouvrière ». Ce sont des militants ouvriers, des syndicalistes qui suivent cette formation. Ils savent très bien ce qu'ils veulent.

J'ai vécu la même expérience entre 1962 et 1966 en Algérie. Dans le mouvement étudiant, j'avais milité en liaison étroite avec les révolutionnaires algériens ; j'étais même passé pour cela devant la Cour de Sûreté de l'Etat. Après l'indépendance, je suis parti comme coopérant en Algérie. J'étais professeur de droit à Alger, je travaillais avec les Algériens sur toutes sortes de problèmes : l'autogestion, les structures de l'Etat, le statut de la fonction publique, le régime des entreprises publiques...

J'enseignais devant des hommes qui avaient été militants, qui pour beaucoup avaient déjà travaillé. Certains avaient séjourné en prison, plusieurs avaient été condamnés à mort puis grâciés. Ce qu'ils exigeaient de l'Université était tout à fait différent de ce que demande - ou ne demande pas - un garçon de dix-huit ans en France actuellement. Ils avaient une qualité d'attention très supérieure. Ce que j'ai connu de plus pénible en rentrant en France, c'est le sentiment de parler devant des gens qui s'en foutent.

Une telle transformation des finalités de l'enseigne-

ment permettrait de faire sauter toutes sortes de carcans. Actuellement, si on laissait les étudiants maîtres de leur demande vis-à-vis de l'Université, on recevrait les demandes les plus farfelues : car ils n'ont aucune expérience concrète autre que celle du système scolaire, qui est terriblement éloigné de la vie. On est alors obligé de créer des canaux, des filières.

Mais dès l'instant que celui qui vient a des idées précises, on peut établir avec lui son programme pédagogique. La discussion du programme pédagogique devrait être une des tâches des universitaires avec les étudiants. J'ai tenté de le faire, mais c'est actuellement très difficile : les motivations des étudiants ne sont pas assez fortes, ils ne savent pas quoi demander.

- Quittons l'enseignement. Nancy détient une sorte de record de France du nombre d'élections, et tu as été plusieurs fois candidat. Le P.S.U. n'a-t-il pas été conduit, dans cette ville, à avoir de ce fait une apparition très « électoraliste » ?

- Non. En juin 68, il est exact que notre campagne a eu un caractère électoral très classique. Mais lors des trois élections municipales et de la législative partielle, nous sommes intervenus exclusivement sur la base d'une implantation de nos sections locales, d'actions concrètes sur des problèmes de cadre de vie, de spéculation foncière, etc.

Je me souviens de la campagne que nous avons menée, lors des deux premières municipales, contre un scandale très précis de spéculation foncière, à propos de la rénovation du centre de Nancy. Plusieurs personnes qui figuraient sur notre liste, mais qui n'étaient pas membres du P.S.U., ont été un peu effarées des réactions que cela a suscité de la part

des possédants : menaces de procès, menaces de mort même...

Je me souviens aussi d'une action sur les transports en commun. Les tarifs avaient été relevés de dix pour cent huit jours après les élections municipales, malgré les promesses faites pendant la campagne. Nous avons décidé un boycott de protestation dans la cité populaire du Haut-du-Lièvre, où nous avons une bonne section et un travail militant continu. Nous avons réuni le plus grand nombre possible de voitures individuelles, qui devaient passer à tous les arrêts de bus du quartier et transporter les gens gratuitement.

Jusqu'à sept heures du matin, ça s'est bien passé. Puis la police est intervenue et a emmené au commissariat tous ceux qu'elle a pu ramasser. Nous avions quand même transporté un millier de personnes environ. L'affaire a fait du bruit. Cela se passait juste après les élections, et c'est notre participation à la campagne qui avait permis la réussite de cette action.

Nous nous sommes constamment refusés à bâtir nos campagnes autour de meetings classiques et d'affirmations de principes généraux. Nous avons pratiqué beaucoup de porte-à-porte, avec des explications à partir de problèmes très concrets. Nous avions formé nos militants pour qu'ils apprennent à laisser d'abord s'exprimer les gens, à les faire réfléchir politiquement non à partir de formulations doctrinales, mais du réel.

- Comment se présente la fédération de Meurthe-et-Moselle ?

- C'est une fédération qui n'a jamais connu de crise majeure. Elle est attachée à l'idée qu'un parti politique doit être « extraverti » et non « introverti » : si les gens adhèrent à un parti, ce n'est pas pour

discuter entre eux à perte de vue, mais pour agir sur l'extérieur.

Dès le début, les adhérents du P.S.U. ici étaient presque tous engagés dans des organisations de masse, syndicales, populaires, culturelles, familiales. Il y avait entre nous, à l'époque, unanimité sur une position de « front socialiste », pour rechercher l'union de l'ensemble de ces organisations, qui à elles toutes auraient constitué l'expression de la classe ouvrière.

L'absence presque complète de traditions de gauche dans la région - si l'on excepte quelques implantations très locales du P.C. - nous a d'une certaine façon favorisés : nous remplissions un vide. Mais elle marquait en même temps nos limites : l'intérêt que nous suscitions ne reposait pas sur une prise de conscience profonde. Il y a une vieille habitude dans cette région, qui consiste à distinguer soigneusement l'action dans l'entreprise - ou l'action sociale et revendicative - du vote politique : c'est ce qui explique les succès gaullistes. La droite emploie les arguments traditionnels de « défense de la patrie », d'« unité nationale », etc., qui sont ici très payants.

Lorsque Jean-Jacques Servan-Schreiber est arrivé, il n'a pas, lui, parlé de la patrie. Il a utilisé un langage tout à fait inhabituel ici, celui du capitalisme moderne, disant : il faut un syndicalisme fort et un patronat fort.

Des militants syndicalistes qui soutenaient activement la campagne du P.S.U. sont intervenus un jour dans une réunion de J.J.S.S. Ils ont parlé du taux des salaires, des conditions de travail, du développement du chômage en Lorraine. J.J.S.S. leur a répondu : « C'est de votre faute, parce que vous n'avez pas été capables de construire une organisation syndicale assez puissante pour contraindre le patronat à se moderniser et à vous accorder des conditions de travail et de salaires satisfaisantes. »

Il a cité l'exemple des syndicats allemands, ou

américains. Et les gars se sont trouvés désarçonnés, car nous avons l'habitude ici d'un patronat très archaïque, qui a toujours lutté férocement contre le syndicalisme.

Le langage du néo-capitalisme, s'affirmant favorable à des syndicats forts, à l'élévation des salaires par le progrès de la productivité, est capable de leurrer les travailleurs. Ç'a été tout le sens de la campagne que j'ai menée contre J.J.S.S. : montrer qu'un certain type d'action syndicale - je dis bien : un certain type - trouve en lui-même ses limites, qu'il peut être accepté, intégré par un nouveau type de patronat, qui maintiendra ainsi aisément l'exploitation. Il faut donc reposer les problèmes non pas à court terme, mais en s'attaquant aux racines mêmes du système.

C'est notamment à cette nécessité que répond l'implantation des groupes d'entreprises du P.S.U.

Coll. Michel Rocard

Coll. MichelRocard.org

MARCEL GREGOIRE (Thionville)

LA QUESTION DE L'UNION DE LA GAUCHE

Quarante-huit ans. Employé chez Usinor. Membre du P.S.U. depuis sa fondation. Secrétaire fédéral de la Moselle.

- J'ai quitté l'enseignement à la Libération. Après l'Ecole Normale, véritable séminaire laïque, très clos, j'étais devenu instituteur, mais j'avais l'impression de me trouver dans une ornière, à l'écart de la vie.

Le hasard a voulu que je rencontre à ce moment-là un ingénieur de De Wendel qui cherchait des gens à recruter. C'était l'époque où les patrons menaient une politique de reconstitution rapide de leurs cadres à la production. J'ai donc été embauché, avec la perspective d'une formation rapide. Le système de formation exigeait que je passe d'abord par les différents emplois ouvriers. J'ai commencé au haut fourneau.

Je n'étais pas militant alors. Je le suis devenu. J'avais un caractère assez entier, je supportais mal tout ce qui avait un aspect répressif, et j'ai rué dans les brancards. Je me souviens d'un cadre qui m'a dit : « Mais si tout le monde faisait comme vous,

que deviendrait l'entreprise ? » C'était lorsque j'ai refusé une mutation à l'aciérie Thomas.

Le syndicat C.F.T.C. m'a proposé de devenir délégué. J'ai été bombardé directement au comité central d'entreprise. Ça s'est mal passé. Les réunions du comité central se terminaient à l'époque par un grand banquet avec la direction générale. Le premier repas que j'ai fait comme ça m'a tellement écœuré que je n'y ai plus jamais remis les pieds. Mon mandat n'a pas été renouvelé aux élections suivantes. J'étais en froid avec la C.F.T.C., qui à l'époque et dans cette boîte se comportait presque comme un syndicat-maison.

En 1950, j'ai participé à ma première grève, et de façon très active. La grève a loupé. Quarante-trois gars ont été licenciés. J'étais du nombre. J'ai demandé le motif. On m'a répondu : « Monsieur, vous êtes licencié pour avoir manqué le travail plus de trois jours sans autorisation. »

Je dois dire que la C.F.T.C.-métallurgie m'a bien défendu, sous l'impulsion d'Eugène Descamps, qui venait d'être largué sur le secteur. Le procès a été gagné. Mais je suis resté dehors.

J'ai travaillé dans le bâtiment pendant un an, comme manœuvre, pour me faire oublier, parce que toute la sidérurgie me fermait ses portes. C'était un travail très dur : on montait les moellons à la brouette, sur des plans inclinés, ou à la main sur des échelles. L'hiver suivant, j'ai fait du terrassement. J'ai craqué physiquement. Et les aciéries de Longwy - qui sont devenues par la suite Lorraine-Escaut, puis Usinor - m'ont récupéré.

Ils m'ont dit : « Nous connaissons votre passé. Mais compte tenu de votre formation générale et de votre expérience pratique, c'est dommage qu'un garçon comme vous pousse une brouette. » Ils ne m'ont pas clairement expliqué d'abord ce qu'ils attendaient de moi. Ils voulaient m'embarquer dans

l'analyse du travail, autrement dit le chronométrage. J'ai accepté, parce que c'était ça ou rester sur le carreau.

Au terme de ma formation d'agent d'étude, j'étais édifié. Quand je leur ai annoncé que, ce travail-là, on ne pouvait le faire que si l'on y croyait, quand je leur ai demandé de ne pas confier ça à un type à qui ça posait des problèmes de conscience, évidemment ça n'a pas plu. Ils ne m'ont pas mis dehors. Ils m'ont laissé un an sans travail. Je devais être là, mais quand je réclamais du travail, ils me répondaient : « On vous cherche un travail à votre convenance. » Et c'est terrible de ne rien faire. Ça m'a valu une dépression nerveuse.

Au bout d'un an, voyant que je m'accrochais, ils m'ont mis sur une voie de garage. Un emploi de bureau, avec des horaires réguliers, finalement assez pratique pour un militant.

J'ai adhéré à la C.G.T. en 1953, en réaction au licenciement d'un délégué de ce syndicat.

- Comment es-tu venu à l'action politique ?

- Très progressivement. Chez De Wendel, j'avais adhéré au M.L.P. (Mouvement de Libération du Peuple), petite organisation composée surtout de travailleurs d'origine catholique. C'était l'époque de la guerre froide. Par réflexe de classe plus que par analyse politique, nous étions amenés à nous solidariser avec le P.C., ce qui nous faisait cataloguer comme des communistes camouflés, des « crypto ».

Le M.L.P. a fusionné avec d'autres groupes pour former l'U.G.S., qui a été elle-même une des composantes du P.S.U. Tout au long de cette histoire, nous avons progressé en tâtonnant. Nous étions quelques-uns à croire dur comme fer que ça déboucherait

inévitablement. En attendant, nous nous accrochions au terrain.

La fédération P.S.U. de Moselle a fonctionné longtemps comme un groupe de copains. L'amitié tenait lieu de structures. Nous vivions à l'écart des batailles de tendances qui déchiraient alors le parti. Jusqu'à une période toute récente, nous n'avons pas connu de conflits politiques entre nous.

C'est une fédération nettement ouvrière, du moins si l'on s'en tient au fichier. Mais les militants ouvriers n'y jouent pas encore le rôle qui leur revient, bien que plus de la moitié de la direction fédérale soit composée de travailleurs de la sidérurgie et des mines.

- Aux élections, il semble bien qu'une bonne partie des ouvriers mosellans votent à droite. Comment l'expliques-tu ?

- Ce n'est pas propre à la Moselle. On trouve, paraît-il, le même phénomène autour de Saint-Etienne, ou dans la Loire-Atlantique. Je crois que la combativité dans les luttes ouvrières n'est pas toujours génératrice de conscience de classe.

Dans les agglomérations très ouvrières de la sidérurgie, les gars sont capables de mener des luttes dures. En avril 67, une grève commencée par les mineurs a gagné la sidérurgie. C'était la plus accrocheuse que j'aie vécue. Les gendarmes mobiles et les C.R.S. ont réoccupé certaines boîtes de force. En mai 68, nous avons également fait grève et occupé les usines et les mines - bien qu'à la vérité l'ambiance ait été bien moins passionnée que l'année précédente.

Mais en juin 68, tous les députés élus dans le département étaient de droite. Pour l'expliquer vraiment, il faudrait peut-être remonter loin dans l'histoire du département. Pendant l'annexion par l'Allemagne entre 1870 et 1918, la plupart des ouvriers profession-

nels étaient venus d'Allemagne et d'Alsace. Aussi le mouvement ouvrier était-il encadré par le syndicalisme allemand, la social-démocratie allemande. Après le retour à la France, un grand nombre de dirigeants ouvriers sont retournés en Allemagne.

Le P.C. a recueilli l'héritage de la social-démocratie allemande, notamment des mairies - car le patronat germanique abandonnait volontiers la gestion des villes à la social-démocratie, sans grand danger pour la gestion capitaliste de l'entreprise. Ça a continué, mais le P.C., du moins dans les vingt dernières années, ne s'est pas montré capable de faire fructifier l'héritage.

- Tu me disais que les militants ouvriers jouent un rôle encore insuffisant dans le P.S.U. A quoi cela tient-il ?

- C'est en 1967-68 que s'est effectuée la montée chez nous. Nous avons triplé les effectifs. La plupart des nouveaux adhérents étaient des militants syndicalistes, C.F.D.T. en majorité. Cela s'est fait, je crois, dans la foulée de notre participation aux élections législatives. Ça peut paraître bizarre, mais c'est au fond logique : les syndicalistes sont très mobilisables pour les élections, parce qu'ils ont tendance à voir dans le parti un instrument électoral, prolongeant sur un autre terrain leur action syndicale.

Aussi, lorsque nous avons posé le problème de l'intervention du P.S.U. en tant que tel dans les entreprises, nous avons rencontré des résistances. Il y a eu depuis sur cette question une évolution, mais lente. Il nous faudra encore bien des efforts pour déboulonner cette conception d'une exclusivité syndicale sur les entreprises.

Nous y parviendrons peut-être plus facilement avec l'arrivée de militants qui adhèrent directement au

P.S.U., sans passer par des responsabilités syndicales. Il semble qu'actuellement nous recrutions plutôt des militants de ce genre, qui sont syndiqués mais qui n'accordent pas au syndicat cette espèce de monopole. Ou même, dans quelques rares cas, qui hésitent à adhérer au syndicat. Qui en tout cas ne considèrent pas le parti comme un instrument annexe, extérieur à l'entreprise.

- Certains dirigeants de la C.F.D.T. accusent le P.S.U. de vouloir faire du noyautage...

- Ils réagissent davantage par réflexes qu'en fonction de la réalité. Engager nos militants à noyauter les syndicats pour en occuper les leviers de commande, ce serait pour nous stupide, et en outre contradictoire avec notre orientation : ce que nous cherchons, c'est faire apparaître un champ d'action différent du champ syndical. Le noyautage ne nous intéresse pas.

Cette phobie du noyautage, d'ailleurs, remonte loin. Elle vient des pratiques du P.C. à la C.G.T. après la Libération. Il faut dire que nos militants qui appartiennent à la C.G.T. ont de plus en plus de mal à tenir le coup au P.S.U. C'est très difficile de résister au conditionnement qu'on trouve à la C.G.T., du moins dans la sidérurgie, d'après mon expérience personnelle.

On trouve à la C.G.T. à la fois de solides traditions de classe et un grand conformisme. La bataille des idées, ce n'est pas la discussion à la base, c'est la vente de la « Vie ouvrière ». L'orientation se discute dans les congrès, pas sur le terrain.

Personnellement, j'y tiens le coup parce qu'il faut se faire une raison. Le syndicat est un niveau d'organisation nécessaire. Il faut faire ça pour faire le reste. Mais le plus important pour moi, c'est le reste.

- Concrètement, comment se manifeste le P.S.U. dans une entreprise comme Usinor ?

- Je vais prendre un exemple précis. En novembre 1969, plusieurs ateliers se sont sérieusement agités, posant des revendications de salaires, de primes... Dans ce climat, les gars ont dit à la direction : « Si vous ne mettez pas les chronos hors de l'atelier, nous débrayons. »

La direction a préféré faire sortir les chronos plutôt que déclencher un conflit dont elle ne savait pas quand il s'arrêterait. C'était excellent, cela. Je pensais que mon syndicat prendrait position pour approuver ces travailleurs, et j'ai posé le problème, mais sans succès. On a dit que la C.G.T. était contre le chronométrage, que cela allait sans dire, que ce n'était donc pas la peine de le dire. J'avoue que je n'ai pas encore bien compris les raisons de cette réserve.

Les autres syndicats n'ont pas davantage réagi. Nous avons alors, les copains du P.S.U. et moi, publié un tract. Ce n'était pas le premier que nous diffusions dans l'entreprise, mais c'était le premier qui portait sur un événement de la boîte. Nous approuvions les travailleurs d'avoir expulsé les chronos, et nous apportions une analyse politique. Ça a été très bien reçu.

C'est à partir d'exemples comme celui-là que nous pourrons faire avancer l'idée que le groupe politique est capable de répondre aux carences, aux limites de l'action syndicale.

Certains de nos camarades syndicalistes estiment encore qu'un militant syndical ne doit pas distribuer de tracts politiques. Ça ne tient pas. Moi, il m'arrive de distribuer un tract de la C.G.T. un jour, du P.S.U. le lendemain ; ça ne crée aucun conflit, aucune gêne. Les travailleurs admettent fort bien qu'un militant ait

des points de vue extra-syndicaux à défendre. L'important est de viser juste, d'apporter des explications, d'exprimer ce qui est ressenti, à plus forte raison si personne d'autre ne le dit.

Je te disais tout à l'heure que nous avons connu récemment nos premiers conflits à l'intérieur de la fédération. Le problème de l'intervention du P.S.U. dans l'entreprise est un de ceux qui ont provoqué des tensions.

Une autre discussion très sérieuse, notamment au moment des municipales, concernait le mythe de l'union de la gauche. Dans les villes importantes, à Metz et Thionville, l'union de la gauche, c'est un peu du théâtre. Lorsque approche une élection, on réunit les partis de gauche. Le P.C., bien sûr, on le connaît. Le P.S.U., on le connaît. Mais la Convention a des adhérents si discrets qu'on ne les voit jamais. Quant au parti socialiste, il n'existe plus depuis longtemps ; mais sous prétexte qu'il conserve une influence électorale, on veut à tout prix parler de lui.

On se réunit. Les camarades du P.C. disent : « Voilà, la Convention n'est pas là ce soir, mais elle est de cœur avec nous. Le parti socialiste, on le cherche. Et on va faire l'union de la gauche, d'accord, camarades ? »

Je caricature à peine. Alors, l'idée d'une rupture avec cette pratique a grandi chez beaucoup de militants, qui ont conclu : « Si c'est ça l'union de la gauche, nous n'en voulons plus. » Il faudrait qu'il n'y ait pas trop de décalage entre la coalition électorale et les coalitions dans les luttes. Il ne s'agit pas de jouer les puristes ; mais quand il existe une distorsion aussi totale que maintenant, quand on ne retrouve pas dans les luttes ce qu'on trouve dans les coalitions électorales, ça ne colle plus.

Le P.C., c'est une force. Dans les luttes, quand nous rencontrons des militants, ici, ce sont ceux du

P.C. Lors des grèves récentes chez les mineurs, deux partis se sont manifestés : le P.C. et le P.S.U.

On peut contester l'orientation des communistes, leur réformisme croissant. Mais ils existent. Le problème d'éventuels accords avec eux est un problème politique réel. Mais l'union de la gauche, c'est un badigeon qu'on pose sur une façade lézardée, et qui craquera sitôt la kermesse finie.

Bien entendu, lorsque nous avons posé ces problèmes, ça a un peu tiraillé la fédération. Mais la discussion qui a eu lieu représentait un progrès. Pendant des années, nous nous trouvions à l'aise dans une fédération qui tournait rond, sans voir ce qu'il y avait d'ambigü dans cette unanimité. Nous en crevions.

On ne peut pas progresser sans confrontations, même si elles prennent parfois l'allure d'affrontements. L'essentiel est d'avoir une formation politique suffisante pour maîtriser l'affrontement...

Coll. Michel Cadiou

Coll. MichelRocard.org

BAPTISTE THIERREE

UN CLOWN ET LA CULTURE

Trente ans. Profession : clown-magicien. Membre du P.S.U. depuis 1970.

- J'annonce que je vais dire un poème de Nixon. Evidemment, ça fait rire les gens. Je tire un coup de feu. Et c'est tout. C'est le poème de Nixon.

Il y a, dans mon numéro, quantité de raccourcis brutaux de ce genre, au gré de l'actualité, mêlés à des gags musicaux, à de la magie... Par exemple, à l'époque où le journal « la Cause du peuple » était interdit, je le sortais de mon chapeau pendant un numéro de manipulation. Et j'avais l'air très étonné de cette méprise.

Je suis clown. J'ai commencé à travailler dans le cirque à l'âge de quinze ans. Ensuite, j'ai fait du théâtre, chez Planchon à Lyon. C'était du théâtre dit « populaire ». En fait, nous touchions surtout la grande bourgeoisie lyonnaise.

Bien sûr, on a essayé d'en sortir. On a joué dans des entreprises. Mais c'était l'exception. De toute façon, le répertoire que nous diffusions correspondait à un certain type de culture. Même si tu rem-

plis une salle d'ouvriers, qu'est-ce que ça change si tu leur joues « Bérénice » ?

Il y a eu, en ce qui concerne le répertoire, des tentatives. Bien sûr, on a joué Brecht. Le Théâtre du Soleil, d'Ariane Mnouchkine, a créé « 1789 ». Mais qui va voir ce spectacle ? Je ne pense pas que ce soient en majorité des travailleurs.

Au théâtre, on est vraiment coincé. Il y a une image du théâtre qui est une image de classe. C'est si vrai que les gens, lorsqu'ils vont au théâtre, savent qu'ils doivent « s'habiller ». Se déguiser en bourgeois.

J'ai fait aussi du cinéma, avec Resnais (« Muriel »), avec des gens intéressants. J'ai monté des spectacles : burlesques-opéras, etc. J'aurais pu continuer toute ma vie comme ça. Ç'aurait été très confortable. Mai 68 a tout remis en cause. Je me suis demandé si j'allais continuer longtemps de jouer devant un public qui ne m'intéressait pas. Il m'est revenu à l'esprit que le cirque atteignait précisément le public populaire que je cherchais, sans qu'on ait besoin de le prendre par la main.

Il suffit de voir les grands cirques remplir des salles de cinq mille, de sept mille places chaque jour. Même le music-hall ne peut pas faire ça. Et sans vedettes, simplement sur l'idée d'un spectacle, d'une fête...

- Tu avais déjà eu une activité politique à ce moment ?

- J'avais été inscrit au parti communiste. Je l'avais quitté en 1967, à la suite notamment de la révolution culturelle chinoise. Cet événement a cristallisé bien des questions que je me posais. J'ai demandé des explications au parti. On ne m'a pas répondu du tout. Alors je l'ai quitté.

J'ai lu il y a peu de temps des déclarations du P.C.F. à propos de la culture : ils n'ont pas bougé

du tout. Pour eux, en fait, il n'y a pas de contenu de classe dans la culture.

Moi aussi, j'ai cru cela autrefois. Je m'en tenais à des thèses telles que : la culture, c'est le bien de l'humanité tout entière. Sans comprendre que ce qu'on appelle l'héritage culturel doit être soumis aussi à la critique sociale.

Après mai 68, je suis donc revenu au cirque. J'ai mis au point un numéro de clown, un peu surréaliste, qui ne devait rien à la tradition. Je l'ai rodé en cabaret, ensuite je suis parti en tournée dans un grand cirque. Et puis j'ai essayé de monter mon propre cirque, ce qui n'a pas été sans difficultés. Parce que ce milieu est extrêmement fermé, et parce que les problèmes financiers sont énormes.

Les principaux cirques modernes sont de très grandes entreprises commerciales, destinées à faire du profit : je pense à Pinder, à Amar, au cirque de Jean Richard qui a une grosse banque d'affaires derrière lui. Là aussi joue la concentration capitaliste.

Monter un cirque, si c'était pour créer une entreprise commerciale de plus, ça ne m'intéressait pas beaucoup. Je pensais qu'il fallait rénover le cirque. Par exemple, il y a eu jadis des clowns politiques : je voulais renouer avec cette tradition.

Je voulais monter un cirque qui fonctionnerait hors des circuits commerciaux habituels, qui travaillerait avec les comités d'entreprise, les groupements de spectateurs. Et c'est ce que nous avons fait. Nous avons constitué une troupe, avec des acrobates, des jongleurs, des dresseurs. L'hiver, nous donnons des représentations en salle. L'été, nous plantons notre chapiteau.

- Entre temps, tu avais adhéré au P.S.U. ?

- Oui. Il faut bien militer quelque part et le P.S.U.

me semble correspondre, bien qu'imparfaitement, à ce que j'attends d'un parti politique. Je connaissais des militants du P.S.U., très souvent leurs positions me semblaient justes. Mais pour moi c'est resté longtemps un parti d'intellectuels, ce qui me chagrinait un peu. Je crois que c'est en train d'évoluer. En mai 68, l'attitude du P.S.U. m'a paru intéressante, et c'est la raison pour laquelle j'ai finalement adhéré.

Ce qui me séduit dans ce parti, c'est qu'il est ouvert, pas trop bureaucratique. C'est un parti qui ne se prend pas trop au sérieux.

Dans le domaine culturel, par exemple, je crois qu'il est possible au P.S.U. d'éviter que ce secteur soit complètement investi par les intellectuels comme cela s'est produit au P.C. La culture n'est pas un domaine à part, une affaire de spécialistes. On n'a pas besoin de mandarins de la culture. Tout le monde doit pouvoir en parler, ça revient à tout le monde.

Il y a une chose qui m'importe beaucoup, c'est la parade en ville pour annoncer le spectacle. C'est le meilleur contact qu'on puisse avoir avec les gens. Et puis j'ai réfléchi, je me suis dit : les gens qui voient la parade en ville sont beaucoup plus nombreux que les spectateurs le soir ; il faut donc leur donner quelque chose de très bien. On a mis au point, pour la parade, un spectacle presque aussi important que celui du chapiteau. Sans demander d'argent, bien sûr - ce qui impressionne beaucoup les gens.

Ils voient quelque chose de travaillé, des jongleurs, des clowns, des acrobates. Ils discutent entre eux. Ils nous demandent : « Pourquoi est-ce que vous vous donnez tant de mal gratuitement ? » Ils sont tellement habitués à ce que tout se paie, ça les inquiète un peu.

Parfois, nous répondons : « Pour que vous vous rendiez compte qu'il ne se passe rien du tout dans votre ville, que tout est mort, que ce n'est pas nor-

mal. » Ils comprennent très bien, les gens. Par exemple, à la Source, qui est une ville nouvelle près d'Orléans, il n'y a rien, ni théâtre, ni cinéma, un seul café pour douze mille habitants. C'est affreux. Des camarades du P.S.U. nous y ont invités. Nous avons débarqué là avec des paillettes, de la musique. Ça a dû faire parler : à notre deuxième visite le préfet a interdit la parade en ville.

Des instituteurs du coin m'ont dit : « Passe dans les maternelles ». C'est ce que nous avons fait, toute une matinée. Les enfants nous voyaient arriver, ils couraient, ça les excitait beaucoup. Ils me demandaient comment je m'appelais, je répondais : Pompidou, alors ils étaient très contents, les enfants. Mais il y avait un type qui me suivait partout et qui prenait des notes. Je crois que c'était un inspecteur de police.

Et quand nous sommes revenus à Orléans une troisième fois, le préfet a interdit mon numéro. Nous devions jouer dans un lycée. Le préfet a téléphoné aux organisateurs, et même au recteur. Il y a eu tout un marchandage. Le recteur a dit : « Mais il pourrait peut-être simplement couper quelques petits gags qui sont grossiers, par exemple l'histoire de la Cause du peuple... » Finalement, le spectacle n'a pas eu lieu du tout.

C'est rigolo, non, un préfet qui interdit un numéro de clown ? Peut-être un peu effrayant aussi... Il s'est produit la même chose à Manosque, où le directeur d'une Maison des Jeunes, qui nous avait invités, a été mis en garde par les autorités. Là non plus, nous n'avons pas pu jouer.

Parallèlement à ça, j'ai fait toutes sortes d'expériences. Par exemple, à la prison de Fresnes, une éducatrice nous avait invités, ma femme et moi, à présenter notre numéro au quartier des mineures. Dans la discussion qui a suivi, j'ai dit aux filles : « Est-ce que vous ne voudriez pas monter des numé-

ros vous aussi ? Tout le monde a eu envie à un moment d'être clown, ou d'exprimer quelque chose... » Elles ont dit oui. J'ai proposé : « Je pourrais venir chaque semaine pour vous aider à monter un spectacle. » Ah oui, ont-elles répondu.

A la deuxième répétition, elles ont dit : « Bon, on monte un spectacle, mais on est en taule, on va le présenter devant qui, ce spectacle ? Devant nous-mêmes ? Devant les éducatrices ? Ça ne nous intéresse pas. Si on prépare un spectacle, c'est pour se montrer à quelqu'un. Alors sortez-nous. »

Evidemment, ce n'était pas possible. Elles ont demandé à jouer devant les magistrats, les policiers, enfin ce qui représente l'autorité. Tous ces gens sont donc venus. Et ils sont repartis indignés, sauf les éducateurs, qui riaient beaucoup. Car c'était un spectacle extrêmement violent.

Il y avait un tas de petites pièces, toutes comiques, qu'elles avaient conçues entièrement seules. Je n'étais intervenu qu'au niveau technique. Il y avait par exemple une parodie du tribunal, devant lequel deux filles comparaissaient parce qu'elles étaient innocentes. Le président du tribunal expliquait : « Nous vivons dans une société où il faut avoir commis un délit ; vous n'en avez pas commis, donc vous devez être condamnées. Tous les membres du tribunal, ici présents, sont des délinquants. » Les deux filles se fâchaient, gueulaient, insultaient le tribunal, et elles étaient aussitôt acquittées pour outrages à magistrats.

Dans un autre sketch, des jeunes filles de très bonne famille arrivaient par mégarde dans un bal de délinquants. Elles dansaient. Des couples passaient tour à tour devant la scène et parlaient : - « Qu'est-ce qu'il fait votre papa ? » - « Il est inspecteur de la mondaine. » - « Ah ! tiens, c'est intéressant, je voudrais bien le connaître. » Un autre couple arrivait : « Qu'est-ce qu'il fait, votre papa ? »

- « Il est directeur de la prison de Fresnes. » - « Ah ! bon, alors c'est un sale con. » - « Pourquoi dites-vous ça ? Mon papa, c'est quelqu'un de très bien, c'est un haut fonctionnaire. » - « On peut être un haut fonctionnaire et un sale con. » - « Comment savez-vous ça ? » - « Mais tout le monde le sait... »

C'étaient des filles qui avaient entre quatorze et dix-huit ans. Certaines avaient été envoyées là simplement pour avoir volé une bricole dans un magasin.

Les filles qui semblaient les moins douées, celles qui possédaient le moins de « culture », se sont montrées les plus imaginatives. Elles n'étaient pas empêtrées dans une idée figée de l'art et de la culture. Pour toutes, une fois qu'elles se furent débarrassées de cette gangue, ce fut un éclatement.

Il y avait un sketch qui se passait dans un cinéma : une fille était le film. Elle était une superproduction à elle seule. Elle gesticulait de façon grotesque, elle mimait des baisers, un tas de mouvements conventionnels comme on en voit dans les films. Et puis à l'entracte, elle se rembobinait. Elle tournait sur elle-même pour se rembobiner. C'était fantastique.

Inutile de dire qu'on m'a prié de ne plus revenir à Fresnes. On m'a envoyé une lettre extrêmement aimable, disant : « Nos filles gardent un souvenir ému de ce que vous avez fait pour elles. Nous allons reprendre cette expérience, mais ce seront des médecins qui s'en chargeront. » Moi, je trouve cette idée très révélatrice. Car ces filles ne sont pas des malades. C'est parce que la société est malade qu'elles sont là.

- Tout de même, cette expérience à la prison de Fresnes est un peu marginale...

- Oui, mais le problème de la libération de l'expression est le même partout. Il y a dans les questions de la culture une sorte de contradiction qu'on n'arrive pas à résoudre. Il existe un art qui se veut populaire, ou révolutionnaire, on mène des recherches passionnantes. Mais tout cela est comme coupé de la réalité sociale.

Au cinéma, une chose m'a surpris. J'avais assisté en mai 68 aux Etats-Généraux du cinéma, où l'on avait discuté, discuté... Or il n'en est pas sorti grand chose. Les cinéastes qui étaient les plus virulents à cette époque continuent de réaliser des films petits bourgeois comme avant. Ça s'est limité en fin de compte à une défense des intérêts corporatifs.

Le vrai problème, je crois, c'est d'offrir à tout le monde la possibilité de s'exprimer. Si je menais avec des jeunes ouvriers la même expérience qu'avec mes délinquantes - et j'espère bien le faire un jour -, il se produirait la même explosion libératrice.

Les gens sont à tel point matraqués intellectuellement qu'ils s'imaginent que la culture, c'est une affaire de spécialistes, d'artistes vivant en marge de la société, que ce n'est pas leur affaire.

Quand on leur demande leur avis sur la culture, ou bien ils récitent quelque chose de très noble qu'ils ont appris, ou bien ils se réfèrent à la télévision, aux pièces de boulevard qu'ils y ont vues, en trouvant ça très rigolo, toutes ces histoires de cocuage - alors que c'est tragique. Seule la bourgeoisie peut avoir ce genre de jugement sur ce genre d'histoires. Le drame, c'est qu'elle a imposé sa vision à tout le monde.

HENRI LECLERC (Paris)

UN AVOCAT ET LA RÉPRESSION

Trente-six ans. Avocat. Membre du P.S.U. depuis sa fondation. Membre du bureau national. Membre du comité d'initiative du Secours Rouge.

- Exercer la profession d'avocat, c'est inévitablement participer d'une façon ou d'une autre au système judiciaire. L'avocat justifie la justice : du moment qu'il est présent, la forme est respectée.

Mais la justice est un système croulant, inadapté. Et le métier d'avocat n'échappe pas à la crise. Au début du siècle, le « grand avocat » était un civiliste, un monsieur qui s'occupait essentiellement de problèmes de propriété et de successions. Les choses ont changé. Le « grand avocat » aujourd'hui, c'est l'avocat d'affaires. Il se moque éperdument de la vieille structure pourrie qu'est la justice. C'est un homme qui aide les grandes sociétés à se débrouiller avec la loi, qui aide les mécanismes du capitalisme à fonctionner, c'est le technicien juridique des conflits dans les milieux capitalistes. Mais les structures de la profession se prêtent mal à cette évolution, c'est pourquoi le pouvoir essaie de la réformer.

Les jeux de la procédure sont totalement incompréhensibles. Lorsque l'avocat plaide une affaire civile, un divorce, une question de loyer, une affaire commerciale, il participe à une sorte de jeu complètement coupé de la réalité.

Devant la justice comme devant la loi, les gens sont perdus. Ils ont peur. Et c'est un facteur d'oppression. L'avocat est leur intermédiaire : il parle le langage de la justice, il en pratique les rites, il est capable de lire une assignation que personne ne comprend, il est vêtu d'une robe. Il bénéficie de cette auréole qui entoure la justice. Mais du même coup, il fait partie de ce mécanisme d'oppression. Et c'est cela aussi qu'il fait payer.

Car, pour gagner sa vie, il doit prendre de l'argent à ses clients. L'avocat traditionnel, même s'il a une clientèle pauvre, peut parfois fort bien s'en tirer financièrement, en exploitant cette peur des gens, et l'obligation qu'ils ont de recourir à lui, en faisant payer ses services à un prix qui ne correspond nullement à la force de travail et au capital intellectuel qu'il déploie.

- Pour ta part, tu es considéré maintenant comme un des principaux avocats des militants révolutionnaires...

- C'est surtout en mai 68 que ça s'est développé. J'étais l'avocat de l'U.N.E.F. et j'ai vu le mécanisme de la répression judiciaire se mettre en branle d'un coup.

Par la suite, j'ai été amené à défendre des gens qui venaient de tous les courants du mouvement révolutionnaire.

Au début, on n'a pas le temps de réfléchir. Des gars me téléphonent : « Est-ce que tu veux nous défendre ? » D'accord. On y va. On se bat. Puis se

posent les problèmes : les rapports de l'avocat politique avec l'appareil judiciaire, avec les militants qu'il défend, avec sa propre organisation.

Dans une affaire de droit commun, l'avocat prend des distances par rapport à son client. Il porte un premier jugement sur son action et tâche d'expliquer les raisons. Dans une affaire politique, il n'en est pas question : bien sûr, l'avocat doit être utile à son client et donc parler aux magistrats un langage qu'ils comprennent ; mais il ne peut en aucune façon se mettre dans le camp de l'adversaire pour porter jugement sur l'action de son client.

Il y a une conception bourgeoise de la défense politique, qui consiste justement à se placer dans le camp du pouvoir judiciaire, et à dire : « Messieurs les magistrats, je suis du même côté que vous. Comme avocat, portant la robe, je partage votre point de vue. Mais je pense que vous devriez être indulgents. »

Et puis il y a une autre façon qui consiste à se mettre dans le camp de l'accusé en disant : « Messieurs les juges, je parle votre langage. Et dans votre langage, je vous dis que votre droit, vous l'appliquez mal. Je vous présente, dans un langage que vous êtes susceptibles de comprendre, les contradictions de votre propre système. En dehors de cela, c'est à mon client de se défendre, donc d'attaquer. »

Je suis en robe, je parle courtoisement aux magistrats. Mais ce respect des formes extérieures ne m'empêche pas d'être du côté de celui qui est jugé, pour critiquer la justice, et la société dont elle est le signe.

Il faut d'abord mettre au point la stratégie judiciaire. Il y a plusieurs façons d'envisager un procès politique. Cela dépend des moments, des cas, des juridictions et des juges.

Il y a d'abord la stratégie de rupture totale. C'est celle qu'ont choisie les militants qui étaient jugés

pour reconstitution de ligue dissoute devant la Cour de Sûreté de l'Etat, parce qu'ils avaient distribué des tracts ou vendu un journal. Le délit d'opinion éclatait aux yeux de tous. La juridiction était une juridiction d'exception, composée pour moitié de militaires et pour moitié de juges spécialement choisis.

Les accusés se sont présentés en disant : « Nous récusons votre juridiction. Nous récusons le principe même de votre justice. Nous refusons de vous répondre, nous partons. Et si vous voulez nous en empêcher, nous ferons un scandale pour que vous nous expulsiez. » A ce niveau, le rôle de l'avocat est uniquement, avant que les accusés n'aient la parole, de présenter les contradictions juridiques de l'appareil. Il démontre que la bourgeoisie viole les principes fondamentaux sur lesquels elle prétend s'appuyer, et sa propre légalité. Mais, puisque les accusés refusent le débat politique, l'avocat n'a pas à le prendre à son compte. Si les règles judiciaires l'obligent à rester présent, il doit rester muet.

Une deuxième conception, plus classique, consiste à utiliser le procès comme une tribune. C'est ce qui s'est passé lors du procès Geismar, ou lors de l'affaire des gars qui avaient mené une action contre le trafic de l'embauche des travailleurs immigrés à Meulan. Les rôles sont alors renversés. Le procès n'est plus celui de l'accusé, mais celui du système contre lequel il a voulu agir. Le rôle de l'avocat est alors, non seulement de faire éclater les contradictions juridiques, mais de permettre à l'accusé de parler, et d'amplifier sa voix.

Lorsque l'accusation est portée sans preuve, fondée uniquement sur les opinions des accusés, l'avocat doit, de la façon la plus traditionnelle, démontrer les failles du dossier, sans bien entendu l'isoler du contexte politique.

Dans tous les cas, il faut faire apparaître devant les juges que l'idée de la justice à laquelle ils se ré-

fèrent ne leur permet pas de porter condamnation. Les grands principes des Droits de l'Homme ne sont, nous le savons, que des affirmations de principe, que le système économique et social, oppressif par sa nature, ne permet pas de respecter.

Les juges, théoriquement gardiens des libertés individuelles, élevés dans le respect du droit libéral, ne se rendent pas compte clairement qu'ils sont en réalité le bras du pouvoir économique, qui a besoin de réprimer pour maintenir son oppression. Parlant leur langage, ayant eu la même formation qu'eux, l'avocat doit les acculer à découvrir le véritable rôle qu'on leur fait jouer.

Beaucoup de gens pensent qu'il faut avoir une attitude réservée vis-à-vis des juges. Que si on attaque, si on les provoque, ils « cogneront ». C'est faux.

Ou bien le tribunal est composé de juges répressifs, convaincus de la nécessité de la répression politique : dans ce cas, de toute façon, ils frapperont. Mais, en menant politiquement le procès politique, on aura pu au moins montrer le caractère exact de cette répression. Ou bien les juges sont des hommes qui se posent des questions, qui se trouvent plus ou moins empêtrés dans leurs contradictions : c'est alors le fait de reculer qui les amènerait à frapper plus fort ; car, en entrant dans le système, on le justifie et on les libère.

Mais le problème n'est pas simple. Car je défends des militants dont je ne partage pas forcément toutes les conceptions politiques, dont je n'approuve pas toujours les méthodes d'action. Cela m'oblige, pour préparer la défense, à avoir une discussion approfondie avec celui que je défends : car il est libre de donner les justifications et les explications qu'il veut et de porter les attaques qu'il doit porter. Et je dois lui permettre de le faire. Mais il ne peut pas exiger que ma défense soit une approbation de son action.

C'est en fait sur la communauté d'adversaire que nous trouvons un accord.

Mais le mécanisme de l'oppression apparaît aussi à travers une foule de petites affaires : affaires d'expulsions, de loyers, affaires touchant des immigrés, répression dans les entreprises ou en milieu paysan. Il y a là, sur le terrain judiciaire, une bataille quotidienne à mener contre l'exploitation.

Les patrons, les propriétaires, n'hésitent pas à violer leur propre loi lorsqu'ils en ont besoin ; et ils le font avec l'aide d'avocats. Les gens des classes populaires devraient trouver, eux aussi, une aide, ne serait-ce que pour utiliser les possibilités que leur laisse la loi bourgeoise. Mais lorsque les victimes de l'oppression vont trouver un autre avocat pour se défendre, celui-ci, qui doit bien vivre, en tirera un profit, c'est-à-dire, d'une certaine façon, les exploitera à son tour.

A ce niveau, il y a un travail important à mener.

- Tu parlais des problèmes qui se posent à l'avocat politique vis-à-vis de sa propre organisation. Qu'en est-il ?

- Le P.S.U. est engagé résolument dans la lutte contre la répression. Cependant, il n'est pas toujours d'accord avec les actions qui ont provoqué cette répression, même si elles visaient un adversaire commun. Il a ses propres conceptions stratégiques, éloignées par exemple de celles de la Gauche prolétarienne.

Mais il est évident que, lorsque je défends un militant de la Gauche prolétarienne, ce n'est pas en tant que dirigeant P.S.U. que j'ai un débat avec lui.

Pour certains militants P.S.U., je suis un peu une justification. Je n'accepte pas de l'être. Je ne suis pas l'envoyé du P.S.U. pour défendre des militants, et ce

n'est pas ma qualité de membre du bureau national du P.S.U. qui les a amenés à me choisir comme avocat. Ils connaissent cette qualité. Je crois que c'est un gage de la confiance qu'ils ont dans les militants du P.S.U. Mais il appartient à ceux-ci de lutter là où ils sont contre la répression, et non de croire que je lutte pour eux.

- A quoi, selon toi, correspond la politique de répression que pratique actuellement le pouvoir ?

- Depuis mai 68, deux conceptions s'affrontent à l'intérieur du gouvernement et de sa majorité. L'une veut la participation, la concertation, afin de faciliter la modernisation sans heurts du capitalisme. C'est celle que défendent des hommes comme Chaban-Delmas et Edgar Faure. Face à elle, des gens comme Marcellin et Tomasini représentent une conception figée du capitalisme, celle d'une partie importante de la base sociale du régime. Pour ces derniers, la répression est le seul moyen de maintenir le système oppressif.

Nous avons assisté à une rivalité permanente entre les deux conceptions. Mais en fin de compte, elles ont toujours fini par faire bon ménage, et le camp de la répression n'a cessé de marquer des points, même lorsqu'il avait été obligé de faire quelques concessions.

Petit à petit, s'est développée dans le pays une pratique policière en marge de la légalité. On a vu entrer dans les mœurs la procédure dite de vérification d'identité, qui permet en fait à la police, au mépris des bases du droit libéral, de garder les gens dans les commissariats sans aucun mandat, sans aucun contrôle, sans qu'aucune poursuite judiciaire ait lieu, simplement parce qu'elle l'a décidé.

On a saisi ou interdit des hebdomadaires. On a permis à la police de traquer les distributeurs de tracts et les vendeurs de journaux, au mépris des principes de la liberté d'expression. Les militants du P.S.U., comme bien d'autres, en ont été couramment les victimes. On a effectué, lorsque des manifestations étaient annoncées, des arrestations préventives massives. Le pouvoir a organisé des services de renseignement parallèles. Il a toléré les tabassages dans les commissariats de police, créé des corps de police spécialement chargés de la répression brutale. Comment alors s'étonner de l'œil crevé de Richard Deshayes, ou de la fraternisation des brigades spéciales avec les nazis d'Ordre Nouveau ?

Mais la répression s'est également déplacée. Elle frappe là où se mènent les luttes contre le système capitaliste. Répression dans les entreprises, répression contre les petits paysans, contre les lycéens.

Un seul petit exemple parmi des milliers : à Amiens, un camarade du P.S.U., membre de la C.G.T., est embauché dans une boîte. Le patron, qui a fait faire une enquête par une agence de police privée, le convoque un matin et lui dit : « Vous êtes licencié. » Sans une explication. Bien sûr, nous avons attaqué en justice. Mais il faudra des mois et nous ne sommes pas sûrs de gagner. La loi est ainsi faite qu'elle laisse au patron tous les droits. La seule riposte possible est une riposte politique.

La stratégie du pouvoir cherche à frapper de façon sélective des adversaires en ordre dispersé. C'est pourquoi le P.S.U. a choisi l'action dans un mouvement de masse. C'est le rôle du Secours Rouge, auquel nos militants participent.

Le Secours Rouge n'est pas un mouvement de discussion entre les groupes. C'est un mouvement dont l'axe est la lutte contre la répression. Les militants y adhèrent en tant que tels, non les organisations. Ce qui fait que de nombreux militants, qui ne

font partie d'aucune organisation, sont au Secours Rouge.

Le P.S.U. a renoncé à tous les cartels d'organisations entre partis de gauche pour discuter de la répression. Le parti communiste, après avoir appelé à la répression et dénoncé de façon scandaleuse les gauchistes, a aujourd'hui une position plus nuancée : il prétend lutter contre la répression, mais tout en continuant à attaquer les gauchistes, et en excluant de cette lutte ceux qui précisément sont victimes de la répression ! Nous considérons que c'est une attitude de complicité avec le pouvoir et de mépris pour les emprisonnés.

A cela, nous opposons la conception d'un mouvement de masse unitaire. Nous croyons que la lutte contre la répression a un caractère mobilisateur et unificateur, qu'elle peut faciliter la prise de conscience et amener des militants à l'action politique. Le caractère massif que nous lui donnons permet des contacts entre militants et entre groupes ayant des conceptions différentes, et c'est un facteur de clarification politique.

Coll. Michèle Audin

Coll. MichelRocard.org

JACQUES KERGOAT (Paris)

L'ACTION DES USAGERS DES TRANSPORTS

Trente et un ans. Travaille à l'E.D.F. Membre du P.S.U. depuis novembre 1960. Membre du bureau de la Fédération des comités d'usagers des transports en commun de la région parisienne.

- En 1969, nous avons proposé à plusieurs groupes révolutionnaires des actions communes contre la main-mise capitaliste sur le cadre de vie. Les camarades de « Lutte Ouvrière » nous ont répondu : « Pourquoi pas ? » Et ils sont venus avec un projet de campagne sur les transports.

Nous avons décidé un meeting. Et puis nous nous sommes dit : au lieu de nous contenter de tracts et d'affiches, pourquoi ne le préparerions-nous pas par des actions plus directes, des prises de parole dans les stations de métro par exemple ? Et les copains sont revenus en disant : « Ça marche du tonnerre. » Cette campagne était très populaire.

Elle a connu un grand essor lors de la hausse de tarifs du 1er février 70. Des actions ont eu lieu partout. Notre slogan a fait fortune : « L'Etat ne nous

transporte pas, il nous roule ». Comment continuer ? C'est là que sont nés les comités d'usagers, qui se sont si bien développés qu'en juillet 70 ils se sont coordonnés dans une Fédération.

Le P.S.U. et Lutte Ouvrière ont alors accepté de disparaître en tant qu'organisations menant une campagne sur les transports. Nous avons simplement investi nos militants dans les comités d'usagers, en prenant toutes les mesures nécessaires pour que ceux-ci soient pleinement indépendants.

Il existe maintenant, sur la région parisienne, un peu plus d'une centaine de comités, et il s'en crée toujours. Presque tous regroupent, en plus des militants du P.S.U. et de Lutte Ouvrière, des « inorganisés », qui sont assez souvent majoritaires. Quelques-uns même ont été créés complètement en dehors de nos militants. Nous recevons de temps en temps, à la Fédération, des lettres provenant de telle ou telle commune de lointaine banlieue : « Nous sommes trois, nous avons lu votre Livre noir des transports, nous voulons créer un comité... »

- Quelles formes d'action emploient les comités d'usagers ?

- Multiples. Des tracts, des panneaux d'exposition, des prises de parole dans les gares et les stations de métro, la provocation d'attroupements spontanés, des mini-meetings sur les marchés, dans les quartiers.

Il y a eu des occupations de gares pour soutenir telle ou telle revendication, par exemple pour demander des navettes plus fréquentes. Certaines manifestations avaient un caractère humoristique : pour démontrer la lenteur des bus parisiens, nous avons organisé, sur une partie du trajet du bus 21, une sorte de course entre les manifestants marchant à pied et le bus.

Nous ne négligeons pas des actions traditionnelles :

pétitions, porte-à-porte. Les pétitions ont mauvaise presse au P.S.U. Et c'est vrai qu'il y a une pratique des pétitions qui aboutit à démobiliser les gens : à leur faire croire que, lorsqu'ils ont mis leur signature au bas d'un papier, ils n'ont plus qu'à attendre que les problèmes se règlent. Ce qu'il faut, c'est que les militants fassent bien comprendre aux gens que la pétition ne suffit pas, n'est qu'une étape.

Pour toutes ces actions, nous avons un bon support, le « Livre noir des transports parisiens », dont nous avons vendu plus de trois cent mille exemplaires, uniquement en vente militante.

Les syndicats et les organisations de la gauche traditionnelle ont vite compris qu'ils avaient eu tort de délaisser ce terrain : ils ont constitué un cartel sur les transports, cartel dont un des premiers gestes a été, sous la pression du parti communiste, de refuser la participation de la Fédération des comités d'usagers ! C'est cependant avec eux que nous avons manifesté le 18 novembre 70 : des dizaines de milliers d'usagers dans la rue ! Cela faisait une sacrée différence avec ce qu'était la mobilisation sur les transports avant que nous nous en occupions.

Les comités ont mené campagne sur les problèmes généraux des transports dans la région parisienne, mais aussi sur des questions locales : horaires, fréquences, abris, etc. Certaines revendications ont été satisfaites. On nous a reproché de mener ainsi des actions de type réformiste.

Je répondrai d'abord que je ne crois pas à la pédagogie de la défaite. Quand on lance une action de masse, il faut pouvoir prouver son efficacité, il faut des réussites intermédiaires. Le fait que nous ayons fait repousser la hausse en juillet 70, puis à nouveau en janvier et en avril 71, a beaucoup joué pour que les travailleurs croient en l'efficacité de cette action. Dire que l'on sombre dans le réformisme à chaque fois qu'on obtient quelque chose, c'est stupide. Tout

dépend de notre capacité d'assurer un prolongement politique à l'action.

Deuxième réponse : le terrain des transports permet, mieux que beaucoup d'autres, de faire la jonction entre les revendications locales et la lutte anticapitaliste. Ce n'est pas très difficile de faire comprendre aux gens que la politique des transports pratiquée dans la région parisienne est déterminée en fonction des intérêts capitalistes.

Volontairement, nous avons laissé au second plan les rapports des transports avec l'urbanisme. Nous avons tout centré sur les problèmes des travailleurs. La lutte pour les transports peut remplir en effet un rôle important dans le va-et-vient entre luttes internes à l'entreprise et luttes externes. Nous avons créé des comités d'usagers dans un certain nombre d'entreprises. Et nous avons mis en avant, prioritairement, le mot d'ordre : carte unique, au même tarif pour toute la région parisienne, et payée par les patrons.

L'idée principale, c'est que les transports en commun profitent au patronat en lui permettant de disposer de l'immense réservoir de main-d'œuvre de la région parisienne. Il est donc normal que les entreprises paient. Il n'y a aucune raison que les travailleurs soient doublement pénalisés, en perdant des heures chaque jour dans les transports, et en payant.

- Le slogan « Transports gratuits » a été également lancé. Qu'en penses-tu ?

- Le mot d'ordre « Transports gratuits », les comités d'usagers ne l'ont pas mis en avant. Dans la conjoncture présente, c'est un mot d'ordre juste mais qu'on ne peut expliquer qu'en référence au type de société que nous voulons construire. Dans la société que nous bâtirons, les transports seront gratuits,

comme beaucoup d'autres choses, et les militants révolutionnaires doivent l'expliquer. Mais lorsqu'il s'agit de mobiliser des gens dès maintenant pour des actions de masse, le slogan « Transports gratuits » n'est pas compris.

Dans la société actuelle, rendre les transports gratuits, ce serait faire supporter à la collectivité une charge qui profite principalement au patronat. Ce n'est donc pas séparable d'une transformation du mode de propriété des entreprises, de la façon dont la collectivité se procure ses ressources, etc. Par contre, nous estimons important de démythifier dès à présent la notion de « rentabilité » des transports en commun.

- Des actions plus dures, consistant par exemple à forcer les contrôles pour prendre le métro gratuitement, ont été menées par certains groupes. Quelle est ta position là-dessus ?

- S'il s'agit d'organiser, à l'occasion d'une hausse par exemple, une action de masse, nous sommes d'accord. Nous y songeons depuis longtemps. Mais je dis : organiser une action de masse. S'il s'agit seulement de faire passer de temps en temps quinze bonshommes gratuitement, c'est facile. Tout le monde peut le faire. Mais ça n'a pas de portée.

Il y a autre chose : organiser des passages gratuits, ça peut avoir une valeur de démonstration, mais à une condition, sur laquelle nous sommes très fermes : que ça ne risque pas d'entraîner des heurts avec les employés de la RATP ou de la SNCF.

A chaque fois que les travailleurs des transports font grève, le gouvernement s'emploie à dresser les usagers contre eux. Et nous avons bien vu qu'à l'approche de mouvements des usagers, il cherche à faire la même opération dans l'autre sens. Une de

nos principales préoccupations est donc d'informer les agents de la RATP et les cheminots des revendications des usagers, et de trouver un accord avec eux. Parce qu'ils ont des craintes, notamment sur le niveau de l'emploi. Nous devons leur montrer que nos revendications ne sont pas contradictoires avec les leurs, au contraire.

Nous avons cherché à prendre des contacts avec leurs organisations syndicales. Et des actions de solidarité ont été organisées. Lors de la grève sur la ligne Lilas-Levallois, les comités d'usagers ont distribué plus de quarante-cinq mille tracts de soutien. En banlieue, des réunions communes ont eu lieu entre comités d'usagers et agents de la RATP.

- Quelles leçons politiques tires-tu de ces actions ?

- L'expérience des comités d'usagers nous a permis de montrer combien l'opposition entre contacts au sommet entre groupes et actions communes à la base est peu sérieuse. Si les comités d'usagers existent, s'ils ont permis des confrontations entre militants non pas en cercle fermé, mais au contact de couches beaucoup plus larges, en dépassant la simple juxtaposition de groupes révolutionnaires, c'est bien parce que nous avons eu, au départ, des discussions claires avec les camarades qui dirigent « Lutte Ouvrière ».

De même, en ce qui concerne la fausse opposition entre « luttes de masse » et « débats théoriques ». On nous accorde volontiers que nous menons des luttes de masse. Mais, chaque fois que nous rencontrons concrètement un problème, nous avons besoin de l'éclairer par des débats plus généraux, plus politiques.

Et nous sentons bien la nécessité de tirer un bilan de l'action de nos militants sur les transports, à la

lumière de principes théoriques. Par exemple : Comment s'établit le rapport entre parti et organisations de masse ? Entre luttes internes de l'entreprise et luttes externes ? Comment voyons-nous l'organisation d'une société de transition vers le socialisme ? Ce sont les problèmes qui conditionnent la construction du parti révolutionnaire.

Et si nous ne sommes pas capables d'y répondre, notre action sur le terrain, à un certain moment, s'arrêtera, ou bien se transformera en un ronron inoffensif.

Autre débat : nos camarades de « Vive la révolution » nous disent : « Les comités d'usagers c'est pas mal, mais c'est une action réformiste, c'est récupéré soit par le pouvoir, soit par le P.C., soit par les syndicats. »

D'abord, le fait d'imposer notre stratégie, dans tel ou tel domaine, au P.C. ou aux syndicats, constitue-t-il un échec ? De toute façon, il faut être conscient que tout ce que nous ferons sera plus ou moins « récupéré » tant que n'existera pas un pôle politique crédible, le parti révolutionnaire.

Depuis mai 68, dans une série de secteurs, on constate des flambées d'une combativité beaucoup plus grande que naguère. Ça ne veut pas dire que nous sommes dans une période de montée ininterrompue des luttes. Mais on voit se dégager dans de nombreuses entreprises des noyaux d'ouvriers combatifs, qui prennent des positions nettement à gauche du P.C.

Mais au bout d'un certain temps, ces noyaux sont récupérés sur la base de la stratégie de démocratie avancée, par C.G.T. interposée. Parce qu'il n'existe pas une force politique révolutionnaire qui puisse leur ouvrir des perspectives.

Ce problème concerne toute l'extrême-gauche : le P.S.U. bien sûr, qui jouera un rôle capital s'il est capable de clarifier ses positions. Mais aussi les sec-

teurs en voie de radicalisation dans les organisations de masse - le « cours à gauche » d'une partie importante de la C.F.D.T. ou de la minorité du C.N.J.A...

Il concerne l'opposition communiste qui, malgré ses ambiguïtés, occupe une place déterminante, et qui a raison de se structurer en tant que telle ; car le parti révolutionnaire ne se construira pas sans que des pans entiers du P.C. basculent de notre côté.

Il concerne enfin les groupes révolutionnaires, avec lesquels il nous faut engager le dialogue sur les problèmes fondamentaux de l'extrême-gauche. En se gardant d'une pratique oscillante qui consiste à les parer de toutes les vertus les jours pairs, et à les traiter les jours impairs comme s'ils n'existaient plus...

Coll. MichelRocard.org

PHILIPPE SIMON

LES PROBLÈMES DE PARIS

Trente-sept ans. A fait des études supérieures, puis est devenu charpentier en fer. Secrétaire de la fédération de Paris depuis 1969, permanent du P.S.U.

- La fédération de Paris est à la fois une fédération-clé et une fédération-impasse. C'est une des plus grosses du parti. Du fait de la centralisation de la vie politique française, du fait de sa proximité du bureau national du P.S.U., elle a une importance particulière. Mais en même temps, son recrutement n'est pas celui que nous souhaitons pour le parti.

La proportion, plus forte qu'ailleurs, de membres des professions libérales, enseignants et étudiants, cadres et techniciens, jointe à l'extrême politisation de la capitale, fait que les sections parisiennes ont toujours tendance à se transformer en clubs de discussions. Elles sont très sensibles aux courants et aux modes qui traversent les milieux intellectuels. Tous les clivages que l'on trouve au sein du P.S.U., y compris les plus artificiels, se répercutent dans cette fédération.

L'évolution de Paris, qui se vide peu à peu de sa population ouvrière, laisse peu d'espoir de remédier radicalement à cette situation.

Je me suis efforcé d'éviter que la fédération de Paris joue un rôle excessif dans le parti, et surtout que ce rôle se manifeste par la cristallisation de tendances ou de fractions. Mais on ne peut nier qu'elle a permis de développer dans le parti un courant de réflexion bien nécessaire à certaines périodes.

Cependant, c'est en banlieue qu'on trouve les plus fortes concentrations ouvrières et les plus grosses entreprises. Si nous voulons donner la priorité à l'implantation du P.S.U. dans la classe ouvrière, il est souhaitable de coordonner les efforts et les moyens des sections parisiennes et de celles de banlieue. Cela exige une organisation régionale. D'autant plus qu'un certain nombre de grandes campagnes, de grandes manifestations, se mènent à l'échelle de l'agglomération parisienne tout entière. Par ailleurs, les gens déménagent souvent d'un coin de la région parisienne à l'autre si bien qu'assurer un travail de formation politique, dégager des cadres formés et stables, constitue un problème.

- Qu'en est-il en ce qui concerne la formation ?

- Nous avons fait d'abord un effort pour l'accueil des nouveaux militants, tâche souvent négligée dans le parti. Le « dossier d'accueil » que nous leur donnons, et qui présente le parti, ses orientations, ses textes essentiels, va être adopté, avec quelques modifications, par tout le parti.

Dans un deuxième temps, il y a la formation élémentaire au niveau des sections : celles-ci organisent des séances où sont expliquées les grandes lignes de l'analyse marxiste et de la stratégie du P.S.U.

Troisième niveau : des stages de formation spécia-

lisée, à l'échelon de plusieurs sections ou même de la région, pour des animateurs de secteurs particuliers : transports, logement, entreprises...

Il y a enfin la formation des cadres, soit au niveau de la fédération, soit au niveau du secteur entreprises ou d'une branche industrielle. Nous avons organisé, avec les huit fédérations de la région parisienne, une école de cadres qui comporte deux stages de quatre jours avec travail par petits groupes, plus un certain nombre de soirées et, à la fin, la participation à un stage national.

Vingt-cinq camarades, pratiquement tous d'origine ouvrière ou équivalente (ouvriers, employés, vendeurs de grands magasins) y participent cette année. Ils savent que cela les engage à prendre par la suite des responsabilités.

- Cette politique de formation, on a l'impression qu'elle est relativement nouvelle dans le P.S.U. ?

- Dans ce parti, en effet, c'est le problème des animateurs et des cadres qui est posé. Jusqu'à présent, les moyens financiers nous ont toujours obligés à jouer sur le bénévolat. La sélection des cadres s'est faite en fonction des libertés professionnelles et des moyens matériels des camarades. On trouve donc parmi les dirigeants un nombre excessif de membres des professions libérales et d'enseignants. Même si tous ont fait une option socialiste résolue, il ne leur reste pas moins, inévitablement, un certain type de comportement qui pèse sur la vie du parti.

Nous pensons qu'il faut permettre aux camarades qui animent les luttes, particulièrement dans les entreprises, de prendre une part importante des responsabilités dans notre organisation. Y compris par un système de permanents, puisque les militants

ouvriers n'ont pas la possibilité autrement de trouver le temps nécessaire.

Cela pose évidemment un problème. Le parti communiste, par exemple, tire la majorité de ses dirigeants du milieu ouvrier. Mais dans la mesure où il en fait des permanents à plein temps, qui poursuivent toute leur carrière dans le parti, il crée inévitablement une bureaucratie. Ce n'est pas parce que Duclos a été pâtissier dans sa jeunesse, ou Roland Leroy cheminot, qu'ils le sont restés. Je m'en rends compte par ma propre expérience, il n'est pas bon que l'on se maintienne permanent trop longtemps. Il faut donc former des cadres dans un nombre qui dépasse largement les besoins, pour arriver à instituer une sorte de roulement des responsables. C'est une tâche de longue haleine.

- Comment vois-tu l'avenir du P.S.U. ?

- Ce parti ne peut en aucun cas prétendre être à lui seul le parti révolutionnaire qu'exige la situation historique. Il ne peut même pas prétendre en être le noyau essentiel. Par conséquent, il doit affirmer publiquement sa volonté de disparaître à un moment donné pour permettre un saut qualitatif vers la construction de ce pôle révolutionnaire.

Il l'a dit, notamment à son conseil national de Rouen. Et cela prouve l'extraordinaire nature de ce parti, capable de traverser les moments les plus difficiles, de supporter des tiraillements internes qui ont fait éclater pratiquement toutes les organisations de même nature en Europe, et en même temps de rester ouvert à des mutations profondes.

La mutation de ce parti est un élément nécessaire à la construction de ce pôle révolutionnaire. Mais il y a un deuxième élément, sur lequel nous avons insisté, c'est l'ouverture vers l'ensemble des forces

du courant révolutionnaire, qu'il s'agisse de groupes constitués, trotskistes (Lutte ouvrière, Ligue communiste) ou se disant maoïstes, aussi bien que des opposants communistes et des éléments syndicalistes qui actuellement cherchent un débouché politique à leur action.

Ces deux objectifs doivent être poursuivis de front. Sur ce plan, le parti, malgré un certain nombre de votes, semble encore hésiter. Il connaît parfois la tentation de mettre toutes ses cartes dans une ouverture systématique en direction des groupes, et cela conduit à une problématique de fusion au niveau des appareils, qui nous paraît très artificielle. Ou bien alors, il se replie sur soi et privilégie, mais par trop, l'évolution interne du parti.

Les assemblées régionales ouvrières et paysannes que nous organisons peuvent être un des moyens de mener ces deux recherches de façon satisfaisante. Ouvertes à l'ensemble des militants qui animent les luttes sur le tas, elles permettent des débats sur des problèmes directement liés à la lutte politique dans les entreprises.

Mais la logique de cette ouverture, c'est de permettre aussi des discussions entre responsables des différentes organisations, prolongeant celles qui sont menées à la base, par exemple par l'organisation de colloques sur certains grands problèmes comme le contrôle ouvrier, la liaison des luttes ouvrières et paysannes, etc.

Cela dit, les modifications de structures envisagées par le parti pour modifier l'outil P.S.U., pour favoriser la promotion de travailleurs, nous paraissent souhaitables.

Il nous faut aussi réfléchir de façon plus serrée sur la notion de parti révolutionnaire.

Certains éléments du P.S.U. développent une analyse fondée sur la notion d'autonomie ouvrière, qui les conduit à remettre en cause les structures tradi-

tionnelles que la classe ouvrière s'est données - c'est par exemple le débat sur les syndicats - mais qui les amène aussi, très certainement, à reconsidérer la notion de parti en privilégiant la spontanéité des masses. Dans cette perspective, le rôle que peut jouer un parti apparaît peu clair. On a toujours l'impression que, pour eux, le parti c'est un peu le mouvement autonome des masses, qui à travers la lutte s'auto-déterminent et parviennent spontanément à théoriser leur mouvement.

Pour notre part, nous croyons qu'il reste nécessaire pour la classe ouvrière de se donner une structure, regroupant des militants issus, certes, du mouvement de masse, mais qui doivent en être les animateurs les plus conscients. Nous ne pensons pas possible de revenir à la conception du parti que développait Lénine dans « Que faire ? », telle quelle, mais toute la réflexion théorique qui a été menée à ce sujet dans le mouvement ouvrier international, la réflexion de Gramsci par exemple, nous paraît encore d'actualité.

Coll. Michel Olivier.org

CHRISTIAN LEUCATE (Paris)

LES FORMES DU DÉBAT

Vingt-six ans. Economiste. Membre du P.S.U. depuis 1968. Secrétaire de la section du 15e à Paris.

- J'ai adhéré au P.S.U. en mai-juin 68, et j'appartiens à la « petite-bourgeoisie radicalisée » : je suis donc sans doute représentatif d'une couche de militants relativement importante dans le P.S.U. Je suis entré à la section du quinzième.

Le quinzième arrondissement conserve un caractère relativement populaire, tenant notamment à la présence des deux plus grosses entreprises de Paris-ville : Citroën et les Chèques postaux. Mais la décentralisation des entreprises et la rénovation urbaine le transforment profondément. C'est un arrondissement en crise, où tous les problèmes se posent à la fois : exploitation et répression patronales ; expulsions, d'immigrés notamment ; problèmes de logement, d'animation culturelle, de transports ; mais aussi, à terme, inquiétudes sur l'emploi... Bref, tous les problèmes de la vie urbaine et du travail en société capitaliste.

Coll. Michel Rocard.org

Face à cette situation, la section P.S.U., composée en grande partie de jeunes, était nombreuse mais mal liée aux problèmes de l'arrondissement. On peut dire que, depuis 1968, une première étape a été franchie en ce sens.

Sur le terrain de l'action locale, la section a joué un rôle permanent de dénonciation de la main-mise capitaliste sur l'arrondissement. Une action contre la rénovation capitaliste et ses conséquences sur l'emploi, le logement, etc., est ainsi menée depuis plusieurs années. Elle a pris des formes diverses : enquêtes au porte-à-porte dans les secteurs de rénovation, campagnes de propagande, meetings. La rédaction et la diffusion d'un journal local - cinq mille à trente mille exemplaire selon l'état des finances - a été un moyen précieux pour populariser nos actions et nos mots d'ordre.

Le problème, pour la section, est à l'heure actuelle de passer de la dénonciation anticapitaliste à une action plus offensive, axée sur des thèmes de « contrôle ». La campagne « Paris aux travailleurs » lors des élections municipales a permis de poser politiquement le problème en ces termes. Pour aller plus loin, il nous faut rechercher une insertion beaucoup plus profonde dans la vie du quartier. Nous allons concentrer notre action locale sur quelques grands groupes d'HLM, les secteurs de rénovation, la jeunesse - C.E.T., lycées, maisons des jeunes, foyers de jeunes travailleurs -, en renforçant la construction d'organisations de masses : Secours Rouge bien sûr, mais aussi comités d'usagers, comités de locataires, etc.

Nous conservons le souci de n'opérer aucune coupure entre l'action locale et l'action sur les entreprises. Ainsi, c'est principalement à partir des entreprises que nous avons commencé à organiser un comité d'usagers des transports en commun. De même, nous associons de près les groupes d'entreprises à la définition des objectifs de l'action locale.

C'est depuis 1968 qu'a commencé à s'organiser réellement le secteur entreprises.

Chez Citroën par exemple, nous avions au départ un noyau de cinq ou six camarades. La section du quinzième et une section étudiante ont contribué de façon très suivie à l'effort de propagande du groupe, par des distributions de tracts et d'un bulletin mensuel faisant le point sur les problèmes de l'entreprise et présentant aussi des analyses politiques plus générales. Ce bulletin, rédigé essentiellement par les militants du groupe Citroën, nous avons essayé de le faire bilingue et même trilingue pour toucher les travailleurs immigrés.

Le problème maintenant, c'est de passer à un stade supérieur, de dégager une forme d'intervention du groupe politique qui dépasse les simples interventions de propagande. Il faut savoir comment nos camarades, dont certains ont des responsabilités syndicales, peuvent également apparaître comme des militants politiques.

C'est un problème particulièrement difficile dans une boîte comme Citroën où, du fait de la répression, le syndicalisme apparaît comme une étape indispensable pour organiser la grande masse des travailleurs - français et immigrés -, les libérer de la terreur quasi policière que font régner la direction et le syndicat-maison C.F.T.

La rédaction d'un bulletin peut être, pour le groupe d'entreprise dans la première étape de son développement, une raison de se réunir, de réfléchir sur lui-même, sur son action, sur l'entreprise.

La simple recherche d'informations pour un bulletin oblige les militants à développer leur implantation, à mener un travail d'analyse, à dégager des thèmes. C'est une excellente pédagogie politique.

Je prendrai aussi l'exemple du Centre de Chèques postaux. C'est un milieu essentiellement féminin, où travaillent beaucoup de jeunes filles déracinées de

leur province, qui connaissent à Paris une vie très dure et sont soumises à un pilonnage idéologique intense : on leur fait par exemple miroiter des possibilités de promotion individuelle, d'avancement - totalement mythiques la plupart du temps - pour les amener à accepter une situation particulièrement pénible et précaire.

Le groupe d'entreprise a donc donné beaucoup d'importance, non seulement aux problèmes touchant l'organisation du travail - régime des brigades, encadrement, cadences -, mais aussi à tous les aspects de la vie quotidienne. Nos militants ont participé à la création d'un comité d'usagers des transports, qui est maintenant fort important. A partir de là, ils vont aborder les problèmes du logement : la plupart de ces jeunes travailleurs et travailleuses vivent dans des meublés, ou dans des foyers en banlieue, etc.

- Pour en revenir à toi, concrètement, comment s'est présentée ton activité militante ?

- J'ai été amené relativement vite à prendre des responsabilités. Cela reflète d'ailleurs les difficultés qu'a eues le parti, jusqu'à maintenant, à se donner des cadres ouvriers. C'est vrai que, tout au moins à Paris, beaucoup de responsables du P.S.U. ont un peu le même profil que moi : des jeunes travailleurs intellectuels, souvent célibataires, à qui leur activité professionnelle laisse une certaine disponibilité.

Cela dit, le parti est en train, je crois, de dégager peu à peu un nouveau type de militants ouvriers, qui témoignent d'une réelle capacité d'analyse et d'expression politiques. Nous voyons apparaître des militants capables de participer de façon décisive aux débats dans les sections, et en même temps d'avoir sur leurs boîtes des interventions responsables

et motivées politiquement. C'est un facteur important pour l'évolution du P.S.U.

- Comment vois-tu l'avenir du P.S.U. ?

- Je ne vois au P.S.U. qu'une seule perspective : le rôle qu'il saura, ou qu'il ne saura pas jouer, avec d'autres, dans la constitution d'une nouvelle avant-garde révolutionnaire. Et c'est bien de la construction d'un parti qu'il s'agit, autour d'un projet stratégique cohérent et de moyens organisationnels à la mesure de la tâche, et pas seulement d'une convergence spontanée des luttes.

Face à cette responsabilité historique, le P.S.U. n'est pas désarmé. Il peut faire l'apport de ses acquis, de son audience, de sa capacité d'initiative politique.

En ce qui concerne les acquis, je pense que le P.S.U., s'il n'a pas grand souci de rigueur théorique, a eu jusqu'à maintenant, sur une série de problèmes, des intuitions fondamentalement justes.

L'une de ces intuitions, c'est la leçon en forme d'autocritique que le P.S.U. dans sa majorité a tirée de mai 68 : l'impasse générale du réformisme. Dans cette condamnation du réformisme est incluse la perspective électorale de « démocratie avancée » que propose le P.C.

Autre intuition juste : le type de société que l'on observe dans le bloc dit « socialiste » ne correspond en rien aux aspirations que les travailleurs peuvent placer dans le socialisme, ni aux perspectives ouvertes par la science marxiste.

Autre intuition juste, et non des moindres : le contrôle ouvrier, conçu comme alternative au réformisme politique et à l'économisme syndical.

Mais ces intuitions, qui ne sont pas suffisamment justifiées au fond, laissent place à des interprétations

fort différentes. C'est sans doute la raison de ce qu'on appelle volontiers les « ambiguïtés du P.S.U. ».

Je prends l'exemple de la critique du modèle soviétique. La seule proposition que le parti ait faite jusqu'à présent, c'est la perspective de l'autogestion. Mais ce mot est des plus diversement utilisés. Il peut y avoir une conception purement humaniste de l'autogestion, refusant en fait la perspective historique de la dictature du prolétariat. Ou une conception technocratique du « socialisme de marché », voisine de celle qu'inspirent parfois dans les pays de l'Est les difficultés rencontrées par la classe dominante pour sortir tant bien que mal du stalinisme et résoudre les difficultés économiques sans remettre en cause son propre statut.

On peut aussi, derrière ce même mot d'autogestion, placer une exigence beaucoup plus profonde de démocratie prolétarienne de masse. Mais alors, cela suppose toute une critique scientifique des expériences du bloc soviétique, des rapports de production, des formes d'accumulation industrielle, de ce qu'a été politiquement la déviation stalinienne, de la façon dont se maintient dans ces régimes la division du travail.

C'est bien à partir de là qu'il faut développer notre conception de ce que peut être la société de transition vers le socialisme. Tant que nous n'aurons pas fait ce travail, notre critique du parti communiste et de l'U.R.S.S. reste très ambiguë.

Ceci n'est qu'un exemple. En ce qui concerne la nature de l'organisation révolutionnaire à construire, le mode de constitution de l'avant-garde, son rapport aux masses, un débat, au moins implicite, traverse le P.S.U.

Alors ces questions, nous ne les résoudrons pas du jour au lendemain. Mais il s'agit de trouver rapidement les formes de débats internes qui ne limitent pas cette réflexion à une discussion d'idéologues.

MICHEL DE LA FOURNIERE (Orléans)

POUR DES ACTIONS DE MASSE

Trente-huit ans. Professeur d'histoire. Membre du P.S.U. depuis sa fondation. Secrétaire fédéral adjoint du Loiret.

- Ma première grande aventure politique, ce fut celle de la minorité de l'U.N.E.F. dans les années 50.

L'U.N.E.F. se présentait alors comme une organisation osant à peine se dire syndicale : une organisation corporative avec un large secteur de gestion - cours polycopiés, œuvres sociales -, des traditions « estudiantines » et une majorité se disant apolitique, c'est-à-dire de droite.

Nous avons pris l'U.N.E.F. en 1956, pas tellement sur la guerre d'Algérie, plutôt sur des questions de définition syndicale. Il y avait alors soixante-dix mille à quatre-vingt mille adhérents, sur deux cent mille étudiants. Après un peu plus d'un an à sa direction (j'ai été le premier président « mino »), nous avions porté le nombre des adhérents à cent mille, bien que nous ayons dès le début pris des positions très claires.

Nous avions un certain nombre de théories sur la

démocratisation de l'Université, sur la sélection, sur le salariat étudiant, qui sont passées de mode, mais qui mériteraient peut-être encore d'être discutées concrètement. Et nous voulions faire servir l'U.N.E.F. à la lutte contre les guerres coloniales.

Nous avions alors sous les yeux le spectacle de la trahison des mouvements politiques traditionnels, de la S.F.I.O. d'abord, mais aussi dans une certaine mesure du P.C., qui avait voté les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet et affichait des positions assez timorées.

Mais dans le même temps où elle trahissait, la S.F.I.O. continuait à chanter l'Internationale dans ses congrès, à se référer à Marx et à tenir de grands discours sur le socialisme. Cela nous a rendus très méfiants à l'égard de l'affirmation théorique. C'est une chose que les camarades issus de mai ne comprennent pas. Ils attribuent cette méfiance à une déviation droitière, à un héritage social-démocrate mal oublié, - ce qui est une profonde erreur : c'est dans l'expérience concrète de la lutte que nous l'avons acquise.

Nous rêvions d'un parti politique qui exprimerait nos aspirations. Lorsque le P.S.U. est apparu, nous y avons tout de suite adhéré.

- Tu as maintenant, à Orléans, des responsabilités dans le P.S.U. Comment est-ce que ça se passe ?

- Nous essayons, depuis plusieurs années, de construire un parti qui coordonne réellement des luttes réelles.

Depuis 1965, nous avons pris en mains une action dans les milieux de travailleurs immigrés. Ils sont nombreux à Orléans : Espagnols, Portugais, Algériens, Marocains. Une petite association s'occupait de l'alphabétisation. Nous y sommes entrés. Aujourd'hui, nous avons environ quatre-vingts militants,

certains du P.S.U., d'autres maoïstes, certains sans parti, qui travaillent dans ce milieu-là.

Travail obscur, mais efficace. Avec pour objectif d'aider ces travailleurs à prendre conscience de l'exploitation qu'ils subissent et à créer eux-mêmes un syndicalisme d'autodéfense. Nous avons obtenu quelques résultats concrets : les bidonvilles sont en train de disparaître dans la région d'Orléans, remplacés par des foyers qui sont très corrects, qui n'ont rien à voir avec les trucs purement patronaux ou avec les boîtes à loyers des marchands de sommeil. Et qui, surtout, sont gérés avec la participation des travailleurs.

Ce n'est pas grand-chose, ça ne supprime pas l'aliénation. Mais si le travailleur portugais qui arrive peut maintenant espérer être logé dans une chambre individuelle, avec douche, équipements, j'ose dire que c'est en partie notre œuvre.

Nous avons aussi appris à lire et à écrire en français à pas mal de gars. C'est du « social », bien sûr. Mais les gars qui sont passés par les services de notre association, qui ont participé eux-mêmes à son fonctionnement, deviennent souvent ensuite des militants syndicalistes et des animateurs de luttes.

Il y a deux façons de faire de l'alphabétisation. Tu peux apprendre à lire dans un bouquin scolaire, en répétant : « La table est noire, l'autobus est rouge. » Et puis tu peux aussi utiliser une autre méthode, plus efficace pédagogiquement, qui consiste à faire du langage. Alors, dès le début, les gars parlent de ce qui est leur vie.

Bien sûr, si tu commences, comme l'ont fait parfois les militants maoïstes, par : « Mon patron est un salaud, je dois lui rentrer dedans », il y aura un cours et il n'y en aura pas de second. Mais il ne s'agit pas non plus de refuser les problèmes politiques.

Dans une entreprise où nous faisions ainsi un cours d'alphabétisation (nous les tenons aussi souvent

que possible sur le lieu de travail), un jour le patron a voulu l'interdire. Il prenait prétexte de ce qu'un sujet politique, je crois que c'était le régime espagnol, avait été abordé. Les gars ont défendu leur cours. Ils ont gagné. Et, en même temps que le droit de continuer leur cours, ils ont gagné le droit à la discussion politique.

Nous avons aussi une action sur le terrain culturel. Depuis quinze ans, nos camarades animent une Association populaire d'Art et Culture, qui est l'association la plus vivante d'Orléans. Ils organisent conférences, expositions, voyages, théâtre, ciné-club ; avec le souci permanent d'éviter que ce soit une simple consommation culturelle.

Nos conférences-débats, par exemple, portent sur les grands sujets de l'heure, et débouchent nécessairement, de ce fait, sur un débat politique. Nous ne faisons pas de conférences sur les manuscrits de la Mer Morte. Mais nous en avons fait sur Soljenitsyne et la jeune littérature soviétique - et les problèmes du socialisme en U.R.S.S., de la contestation culturelle, ont forcément été abordés.

Nous touchons un public, qui d'ailleurs se renouvelle, écœuré par le type de sous-culture bourgeoise que lui offre une ville comme Orléans : tournées théâtrales de second ordre, etc. Notre audience reste encore relativement limitée à certains milieux, intellectuels et militants ouvriers déjà avancés. Ce n'est pas vraiment un travail de grande masse. Mais c'est un début.

Dans d'autres villes, le travail est beaucoup plus approfondi. A Artenay, gros bourg beauceron assez ouvrier - il y a une sucrerie -, l'association culturelle réunit couramment cent cinquante personnes, sur mille trois cents habitants. Ce n'est pas mal...

Nous avons également une action dans les entreprises, surtout dans le cadre syndical. La section d'Orléans est d'ailleurs composée pour plus de moitié

d'ouvriers. Mais là, je dois dire que nos militants, qui sont très attachés à leurs syndicats, ne sont pas toujours d'accord avec les analyses du parti sur cette question.

Ils admettent la critique contre une certaine politique menée au sommet par les directions syndicales - les contrats de progrès, le « Grenelle à froid ». Mais, ici, nous avons surtout des entreprises moyennes, où les syndicats ne courent guère le risque de se bureaucratiser, et je t'assure qu'ils sont très éloignés de toute forme d'intégration ou de collaboration de classes.

Nous sortons, bien sûr, des tracts P.S.U. sur les entreprises. Mais nous avons beaucoup de mal à créer des groupes d'entreprises : les gars ne voient pas comment délimiter la part de leur action syndicale et la part du parti.

- Quelle est la situation économique d'Orléans ?

- Le secteur industriel est prépondérant. Des boîtes de sept cents, huit cents, mille salariés, avec un maximum de mille cinq cents. Cela fait une classe ouvrière assez importante.

Le tertiaire s'est surtout développé ces dernières années, avec la décentralisation de pas mal de bureaux parisiens et l'implantation des Chèques postaux à La Source - qui ont fourni d'un coup plus de trois mille emplois.

A La Source s'est créée une ville nouvelle, douze mille habitants maintenant, qui manque terriblement d'équipements.

J'ai une histoire là-dessus. Un jour ont surgi à La Source de gigantesques panneaux publicitaires, de quatre mètres de haut, luxueux. Pour des gens qui n'avaient pas de trottoirs, pas de passages cloutés - les voitures circulent là-dedans à toute allure -,

pas de cinéma, pas de théâtre, rien d'autre qu'un café et une ridicule petite crèche, c'était une provocation capitaliste éhontée.

Alors, une nuit, nos camarades ont recouvert ces panneaux de grandes affiches disant : « La publicité, on voit bien à qui ça sert, mais nous, nous voulons des équipements. » Et puis ils ont distribué dans toutes les boîtes à lettres des tracts signés P.S.U. et donnant une explication politique.

C'est notre habitude : nous ne cassons pas les pieds aux gens avec de grands baratins. Nous menons une action et nous disons : c'est le P.S.U. qui a fait cela et voilà pourquoi.

L'an dernier, en Sologne, nous avons mené une action dans ce style. Les neuf dixièmes de la Sologne sont mis en coupe réglée par la grande propriété : soit par de vieux châtelains qui occupent le coin depuis des siècles, soit par des Parisiens. C'est une terre pauvre, les paysans ont de plus en plus de mal à y tenir. Alors ils sont obligés de vendre à des Parisiens, qui transforment les agriculteurs en gardes-chasse à huit cents francs par mois. Dans ces grandes propriétés, les citadins ne peuvent plus se promener le dimanche. C'est le règne du barbelé.

Nous avons décidé d'attaquer cela de front. C'était un dimanche après-midi et il faisait très beau. Nous avons barré la route principale de Sologne avec un groupe important de gars, une quarantaine de banderoles, des panneaux. Nous arrêtions tous les automobilistes, nous leur offrions un bout de fil de fer barbelé avec un tract explicatif signé P.S.U. Nous avons eu beaucoup de conversations passionnantes avec des gens qui disaient : « C'est très bien, ce que vous faites là. »

Nous n'avons pas coupé les barbelés des propriétés. Pas encore, parce que ce n'est pas mûr. Nous voulons d'abord réussir la jonction entre les travailleurs d'Orléans et les agriculteurs solognots. La prochaine fois

que nous irons là-bas, je crois que nous aurons beaucoup de paysans avec nous.

A partir de ce moment-là, ça devient intéressant. Ce ne sont plus cinquante étudiants qui descendent de la ville pour faire un grain. C'est une action de masse.

La lutte de masses a ses règles. C'est ce que, pour ma part, j'ai appris de mon expérience à l'U.N.E.F.

Par exemple, l'année dernière, la façon dont l'U.N.E.F. a mené certaines luttes de masse, en médecine ou en lettres, m'a paru franchement mauvaise. Les camarades de la direction de l'U.N.E.F. avaient sans doute l'impression de faire un énorme effort en se plaçant sur ce terrain purement revendicatif. Mais on sentait à un tas de petits trucs qu'ils ne croyaient pas vraiment à la valeur dialectique de l'opération qu'ils entreprenaient. Ils le faisaient, mais au fond ils brûlaient de s'orienter le plus vite possible sur une opération Palestine. Et ça, les masses le sentent.

Si tu demandes à des gens de s'engager dans une action, une action de quartier par exemple, et s'ils sentent que tu n'y crois pas jusqu'au bout, ils te laisseront tomber. Si tu ne crois pas à la possibilité, ou à l'intérêt, d'une victoire, ce n'est pas la peine de lancer une bagarre.

Les travailleurs ont besoin de victoires. Ce n'est pas vrai qu'un syndicat qui ne remporte jamais de victoires sera plus apprécié par la classe ouvrière. Même s'il démontre de façon irréfutable les mécanismes de l'exploitation.

Sur le terrain électoral, c'est la même chose. Dans le Loiret, nous avons fait élire deux conseillers généraux P.S.U. Nous ne nous y attendions pas. Et puis, à l'analyse, nous avons très bien compris : c'étaient deux travailleurs, parfaitement insérés dans leur milieu. Ils avaient contre eux des hommes comme on en rencontre beaucoup dans la province française, surtout dans notre région où les traditions d'extrême-

droite sont vivaces : de vraies caricatures de l'ennemi de classe, petit patron de choc, gros agriculteur à deux cent cinquante hectares, dégueulasse envers ses ouvriers agricoles.

Les travailleurs ont très bien reconnu ceux qui étaient des leurs. Et puis c'était le résultat de dix ans d'implantation et de présence dans les luttes, et d'une campagne sérieuse. Ce sont les mêmes raisons, je crois, qui expliquent l'assez bon score que nous avons obtenu aux municipales à Orléans.

Je ne pense pas que les élections soient quelque chose de primordial pour nous, sinon comme tribune. C'est sur le terrain que nous provoquerons les prises de conscience et que nous changerons quelque chose. Mais si nous allons aux élections, il faut que ce soit sérieusement. Un parti qui obtiendrait toujours deux pour cent ferait mieux de ne pas présenter de candidats. De temps en temps, il faut que l'on fasse dix ou vingt pour cent, ou davantage. Ce n'est pas de l'électoralisme que dire cela.

Coll. Michel Pinault .org

ANDRE MELLIET (Carcassonne)

LA POLITIQUE DANS LE SUD-OUEST

Trente-neuf ans. Conseiller d'orientation scolaire. Membre du P.S.U. depuis 1960. Secrétaire de la section de Carcassonne (Aude).

- En 1965, le parti communiste et le parti socialiste, qui faisaient liste commune aux élections municipales, ont proposé au P.S.U. un siège. Un seul, tout petit. Nous l'avons pris, pour en faire, si j'ose dire, une tribune, une occasion de combat. Je suis ainsi devenu conseiller municipal.

J'étais persuadé qu'il fallait avant tout une connaissance scientifique de la ville, de sa situation économique, socio-démographique, à partir de laquelle on bâtirait un schéma de développement.

Je pensais également que l'élaboration d'un tel schéma offrait l'occasion de mettre la population dans le coup, de lui faire comprendre que les affaires municipales étaient ses propres affaires. Il fallait qu'elle se sente concernée, liée même, par des organismes permanents grâce auxquels, d'abord, elle serait informée, et ensuite définirait ses besoins et informerait à son tour les responsables.

Dans cette optique, nous avons donc proposé la création d'une commission municipale d'urbanisme. Le maire était hostile à cette idée : elle ne correspondait pas à l'idée qu'il avait de son personnage. Bien que « socialiste », il était très jaloux de ses prérogatives et n'entendait pas les partager en quoi que ce soit.

Le groupe socialiste a voté contre ma proposition et le groupe communiste s'est abstenu. Mais ça nous a permis de mettre un peu la population dans le coup...

- L'échec ne venait-il pas de l'absence d'un mouvement à la base, puissant, pour imposer cette exigence ?

- Oui, sans doute. Mais il n'était guère possible de susciter un tel mouvement. Nous vivons ici dans une situation économique très difficile. L'agriculture - viticulture essentiellement -, qui était le support économique principal de la région, est en crise ; et pas la moindre amorce d'industrialisation. Personne ne voit d'issue, on se sent écrasé.

Nous avons donc affaire à des citoyens assistés. Des gens dont le réflexe fort, et un réflexe entretenu par tous les pouvoirs publics, est d'observer le jeu sans y participer, d'attendre passivement qu'on leur serve à domicile le fruit de leur docilité électorale. Des gens pour qui la politique consiste uniquement à se prêter au plus offrant.

La crédibilité du P.S.U. est de ce point de vue très faible. Nous comptions donc, d'abord, poser le problème politiquement, et ensuite engager des actions dans lesquelles nous aurions peu à peu mouillé les gens, et étudié avec eux les propositions à faire.

- Ça ne s'est pas réalisé...

- Ça ne s'est pas réalisé parce qu'il y a eu mai 68. Nous nous placions jusque-là dans la stratégie du contre-plan, que le parti avait mise en avant à une certaine époque. Nous nous présentions comme des gens qui prétendaient être meilleurs gestionnaires que les autres. Nous proposions un meilleur aménagement de ce qui existait - avec quand même la possibilité d'éclairer les incapacités du système à satisfaire les besoins ainsi dégagés.

A la lumière des événements de mai-juin 68, et de ceux qui ont suivi, nous avons fait la critique de notre attitude. Nous avons compris qu'elle pouvait parfaitement être utilisée, intégrée par le système capitaliste. Et nous avons changé notre fusil d'épaule.

Sans perdre de vue toutefois qu'une crise révolutionnaire doit déboucher sur des solutions, et que certaines des méthodes d'analyse et de travail que nous avions envisagées peuvent y trouver leur place. Certains de nos camarades sont opposés à cette position. Mais, dans leur pratique, ils sont alors guettés par une sorte de poujadisme de gauche. Par exemple, nous avons un groupe qui mène une campagne musclée sur les conditions faites aux locataires d'HLM, et notamment contre l'augmentation des charges. Mais, s'il ne proposait aucune perspective, son action risquerait d'être du même tonneau, si j'ose dire, que celle des viticulteurs qui partent en guerre contre le marché sans vouloir éclairer les causes de la situation.

- Quelle est, sur ces questions, l'attitude de la gauche traditionnelle dans la région ?

- Le parti socialiste a la position la plus forte dans la plus grande partie du Sud-Ouest. Et c'est une position absolument « centriste ». C'est-à-dire de droite.

Je ne regrette pas mon expérience au conseil muni-

cipal : elle m'a permis d'être témoin d'un certain nombre de choses, de me rendre compte à quel point on se foutait de la gueule des gens. On nous disait : « Oui, vous avez raison. Mais tant que nous pourrons vendanger, nous vendangerons. »

Cela, c'est la position avouée, explicite, des socialistes de l'Aude. Leur objectif a été déterminé une fois pour toutes : maintenir les positions électorales, coûte que coûte. Alors, par le biais du conseil général, où ils disposent pratiquement de l'unanimité, ils arrosent les communes, ils font du chantage.

Il n'y a pas de réunions de militants du parti socialiste par ici : il y a seulement des réunions cantonales, auxquelles assistent tous les maires des petits patelins, qui viennent y faire leurs dévotions au suzerain. Le seigneur, ici, c'est le sénateur Courrière, et les maires sont ses vassaux. On leur fait croire que c'est grâce aux largesses de l'appareil socialiste solidement implanté à la préfecture qu'ils obtiennent subventions et crédits - auxquels parfois ils ont droit !

Moyennant quoi, ils doivent faire en sorte que dans leurs villages on vote bien. Ainsi les campagnes sont totalement assujetties.

Mais lorsque les serfs se sentent en position de se libérer, ils le font. Dans la circonscription de Castelnaudary-Limoux, il y avait un député S.F.I.O. Il a été battu aux législatives par un candidat U.D.R. - un jeune gars d'ailleurs sans aucune envergure intellectuelle -, qui aux municipales est passé au premier tour avec toute sa liste et a jeté le maire socialiste.

Même chose à Narbonne. De plus en plus, cette politique de clientèle connaît des ratés. Si un nouveau magasin offre de meilleures conditions, les gens changent de boutique.

Face à cette situation, le P.C. se fait incolore. Il veut rassurer. Son projet est surtout électoraliste. Il cherche à tout prix l'alliance privilégiée avec le parti socialiste, même avec ce qu'est le parti socialiste ici,

c'est-à-dire l'expression d'une classe de notables provinciaux. Ce qui le conduit à des pratiques contradictoires avec ses prétentions verbales révolutionnaires.

La campagne contre le procès de Burgos, en décembre 1970, nous a permis de dénoncer les contradictions de cette politique. Le Secours Rouge a proposé une manifestation unitaire. Toutes les organisations de gauche ont répondu favorablement - le P.S.U. et la Ligue communiste, bien sûr, mais aussi le parti socialiste, la C.F.D.T., F.O. Quinze organisations en tout. A l'exception du P.C. et de la C.G.T., qui se sont trouvés seuls à ne pas participer à l'action.

Leurs bases respectives l'ont mal toléré. L'appareil communiste avouait là ouvertement que, pour lui, l'objectif prioritaire n'était pas le soutien aux militants basques en danger de mort, mais le souci d'une stricte observance dogmatique : pas d'alliance avec les gauchistes.

- Les socialistes s'étaient mis là-dedans à leur corps défendant, je suppose ?

- Ils l'ont fait d'abord parce qu'il y a beaucoup d'Espagnols dans la région. Sans doute aussi parce qu'ils voyaient là l'occasion de mettre le P.C. dans l'embarras - ce qui, entre parenthèses, en dit long sur l'union de la gauche.

Sur ces entrefaites, Garaudy tient à Carcassonne un meeting. Gros succès : mille deux cents ou mille trois cents personnes, et il y en aurait eu bien davantage s'il n'avait pas fait ce soir-là un froid sibérien. Les militants du P.S.U. et de la Ligue communiste avaient, à la demande de camarades oppositionnels communistes, organisé matériellement le meeting, l'affichage...

Et voici les municipales. L'appareil local du P.C.,

sous la pression de sa base, avait d'abord juré ses grands dieux qu'il ne reconduirait pas tel quel l'accord de 1965.

Nous avons entamé des négociations avec lui. Nous prenions soin de leur donner le maximum de publicité, afin d'éviter que cela soit senti comme une cuisine, d'appareil à appareil. Il est donc public que nous avions trouvé une base d'accord avec la délégation communiste, tant sur le programme que sur le rôle politique de la municipalité, comme soutien des luttes populaires.

Mais c'est finalement avec le maire socialiste que le P.C. a préféré conclure un accord - que, pour notre part, nous avons appris par la presse. Lorsqu'il en a rendu compte dans ses cellules, ce fut un tollé. Des adhérents communistes ont même déclaré publiquement que, dans ces conditions, ils voteraient U.D.R.

C'est alors que certains camarades communistes oppositionnels nous ont proposé de combattre ensemble.

Nous avons donc exploré, pendant quinze jours, tous nos contacts, dans la perspective de la constitution d'une liste « Carcassonne aux travailleurs ». Ce fut passionnant.

J'ai été témoin, chez moi un soir, de la rencontre de deux militants qui avaient tous deux vingt ou vingt-cinq ans d'ancienneté dans le P.C. à Carcassonne, qui reniflaient depuis dix ans dans les mêmes tendances, et qui ne se connaissaient pas. Ils s'étaient vus quelquefois, mais n'avaient jamais eu l'occasion de discuter ensemble.

Nous avons assisté, chez certains camarades communistes, à un véritable réveil politique, réveil de l'analyse, de la discusssion. Ils nous ont dit : « L'ambiance de vos réunions, la façon que vous avez de vous exprimer, c'est une fête. Nous avions effectivement imaginé que cela pouvait se passer ainsi. Mais rien de tel chez nous. Même en réunion de

cellule, on ne dit jamais tout ce que l'on pense. On se méfie, étant donné que le cloisonnement est rigoureux, que rien ne circule horizontalement, mais verticalement seulement, d'échelon en échelon. »

Nous avons compris qu'il y avait là, simplement au niveau des structures, une situation qui permettait la manipulation facile par une bureaucratie.

Donc, une expérience très riche politiquement. La seule question, c'était : est-il opportun d'embarquer ces camarades communistes ou anciens communistes avec nous ? Ne risquons-nous pas de provoquer un choc en retour, un resserrement de la base communiste autour de l'appareil ?

C'est effectivement ce qui s'est produit. Les résultats électoraux ont été relativement décevants : nous n'avons obtenu que 8,4 pour cent.

Je suis sûr que beaucoup d'électeurs communistes ont voté pour la liste dite d'union de la gauche non par accord politique, mais par réflexe moral. Dans le silence de l'isoloir, ils se sont dit : « Si je vote contre le Parti, moi qui ne l'ai jamais fait, comment pourrai-je expliquer aux camarades que je ne suis pas un salaud ? »

- Quelle est maintenant la composition sociale et l'action de la section P.S.U. de Carcassonne ?

- Nous connaissons depuis mai 68 une mutation assez importante. La campagne municipale l'a accélérée : nous avons sensibilisé et amené à l'action politique des gens que sans cela nous n'aurions jamais connus.

Surtout, nous commençons à avoir une implantation dans les boîtes, une implantation vraiment ouvrière. Ce n'est pas facile, parce que Carcassonne est une ville sous-industrialisée. Beaucoup de toutes petites entreprises, cinq ou dix ouvriers. La Someca,

qui est la plus grosse, a connu une crise en 1965 ; depuis, elle vivote avec deux cents salariés environ.

Nous cherchons d'abord à savoir ce qui se passe dans les entreprises. Ensuite, nous cherchons à rassembler ces informations, à les analyser, à les divulguer, dans un bulletin que nous publierons. Nous comptions pour cela sur nos camarades qui ont des responsabilités syndicales. Mais nous nous sommes aperçus que leur adhésion politique passait pour eux après leur engagement syndical. Ils ne nous apportaient pas suffisamment.

Nous commençons à avoir d'autres relais. Des militants, c'est beaucoup dire : les gars courent des risques terribles. Sous des dehors bonasses et paternalistes, le patronat local est très répressif. La hache tombe. Et si nos gars se font jeter, ce n'est pas nous qui leur procurerons du boulot.

Dans le secteur agricole, nous avons quelques camarades, très méritants, et qui savent de quoi ils parlent. Leurs exploitations ne leur appartiennent pas, et même en travaillant quarante-huit heures sur vingt-quatre jusqu'à la fin de leur vie, ils ne rembourseront jamais ce qu'ils doivent au Crédit agricole et aux banques.

Ce sont des gars qui viennent de loin : les actions des viticulteurs ont un caractère poujadiste très marqué. Ici, le syndicalisme agricole, c'est quelque chose de droite. Tu vois ce que ça entraîne, quand ils vont casser la gueule aux C.R.S. le samedi et voter U.D.R. le dimanche.

Mais certains ont pris une conscience politique et fait le saut, parmi les jeunes agriculteurs notamment, et dans les classes terminales des lycées agricoles. Nous avons de sérieuses possibilités.

Mais il faut avouer que nous ne possédons pas de solution à proposer à la crise. Qui en a ? C'est sûr qu'avoir planté le vignoble dans la plaine, ce n'était peut-être pas ce qu'il fallait faire. Et que leur vin,

s'il n'est pas coupé avec un autre, est difficile à commercialiser. Et que, longtemps installés à l'abri douillet des barrières douanières, ils ne sont pas préparés à affronter la concurrence capitaliste dans le Marché Commun.

Certains ont arraché leurs vignes, bénéficiant d'une prime pour cela, et planté des vergers. Autre désastre. On les subventionne maintenant pour qu'ils détruisent leurs récoltes.

Tout ça fait qu'on ne sait pas s'il existe une solution. Et il n'y a pas d'industrie...

- Ça repose le problème des inégalités régionales...

- Bien sûr. On a trop oublié que le P.S.U. a été un des premiers à tirer la sonnette d'alarme sur cette question. Maintenant, tout le monde parle des régions, c'est à la mode. Mais nous pensons, nous, qu'on va vers une crise inéluctable.

C'est pour cela que nous sommes en contacts, ici, avec nos camarades du mouvement occitan, qui se recommandent d'une autre approche, culturelle, linguistique, - mais qui débouchent sur les mêmes constats : un asservissement, un sous-développement qui semblent le fruit de la volonté de l'Etat central.

Une situation qui pourrit, une absence totale de perspectives économiques, une population écrasée par la certitude qu'il n'y a rien à faire, qu'il n'y a plus d'espoir.

Alors que proposer ? D'abord, une analyse qui permette une prise de conscience du problème, qui permette de l'attaquer au niveau de ses causes fondamentales.

Le changement ne peut pas être apporté par les vieilles équipes de la gauche traditionnelle, même pas par le P.C. Mais encore moins par le pouvoir capitaliste. Le député U.D.R. dont je te parlais tout à

l'heure a promis monts et merveilles. Il a expliqué que, puisqu'il représentait le gouvernement, il ferait, lui, venir des industries. Eh bien ! elles ne viennent pas. Elles ne viendront pas. Les industries, ça ne s'implante pas comme des arbres au bord d'une route. Dans une économie libérale, les industriels cherchent le profit, non à satisfaire les besoins des hommes.

Des implantations industrielles seraient techniquement possibles ici, étant donné que maintenant la proximité des sources de matières premières n'est plus indispensable. Nous nous trouvons sur un axe de communications, Bordeaux-Toulouse-Fos. Il y a une carte à jouer. Mais il faut pour cela une volonté politique fondamentalement différente.

Lorsque nous posons ces problèmes, nous rencontrons un écho. On devine que nous sommes en prise avec la réalité des évolutions, que nous éclairons les vraies contradictions. Mais dans le jeu politique tel qu'il est encore compris - et encouragé par la gauche traditionnelle -, il y a beaucoup de réticences à nous suivre. On nous suivra quand nous aurons gagné, en définitive. C'est le paradoxe de toute orientation révolutionnaire.

Mais vient un jour où les contradictions sont telles que les ruptures doivent être assumées. C'est à cette perspective que nous nous préparons.

JEAN VERLHAC (Grenoble)

LE ROLE D'UNE MUNICIPALITÉ

Quarante-sept ans. Professeur à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Grenoble. Membre du P.S.U. depuis sa fondation. Adjoint au maire de Grenoble.

- Je suis arrivé à Grenoble en 1964. La population venait de doubler en dix ans, sans que la municipalité de droite, qui gérait alors la ville, s'en aperçoive. Les quartiers périphériques, qui s'étaient développés de manière totalement anarchique, étaient sous-équipés, ou pas équipés du tout. Il n'y avait parfois même pas de rues.

C'est pourquoi, aux municipales de 65, le succès de la liste de gauche G.A.M.-S.F.I.O.-P.S.U., formée d'hommes paraissant relativement neufs, n'a pas été tellement étonnant.

- Sur quelles bases s'est formée cette alliance municipale ? On a beaucoup parlé de votre souci de la participation des citoyens...

- C'est en effet un des thèmes mis en avant. Il apparaît, vu de l'extérieur, comme l'image de marque de la municipalité. En fait, ça correspond peu à la réalité.

Lorsque nous sommes arrivés à la mairie, nous nous sommes trouvés devant des problèmes dont nous n'avions pas soupçonné l'ampleur, devant des nécessités de redressement dans toutes les directions. Avec, en plus, le pari des Jeux Olympiques qu'avait engagé la municipalité précédente. Les choix à faire étaient tellement urgents que, la plupart du temps, ils n'ont pu être discutés dans la ville.

A cela s'est ajoutée une seconde difficulté. Dès le départ, la municipalité a pris comme interlocuteurs privilégiés les unions de quartiers, dont il existait déjà une dizaine, et qui se sont alors développées dans toute la ville.

Il faut se garder ici d'un jugement catégorique. Certains disent : les unions de quartiers, c'est la panacée, c'est la liaison assurée entre les élus et la population. Autre thèse : les unions de quartiers, ce ne sont rien d'autre que des rassemblements de nouveaux notables, de mini-notables.

En fait, dans les quartiers populaires, les militants actifs dans les unions de quartiers sont des hommes en prise directe sur les problèmes des habitants. Mais il en va autrement dans les quartiers à structure sociale plus mêlée : là, les milieux de cadres et techniciens sont sur-représentés. Les quelques ouvriers ou employés qui participent à ces unions de quartiers sont, en fait, des représentants des formations politiques. Les militants du P.C. y sont. Ceux du P.S.U. aussi. Mais c'est insuffisant pour assurer une vraie participation de la population à la base.

- Est-ce que cela ne tient pas au fait que les unions de quartiers sont des structures de discussion, non

d'action - et que ceux qui possèdent la maîtrise de l'expression, du fait de leur milieu ou de leur formation militante, y sont favorisés ?

- Je ne crois pas. Ce sont des structures de discussion, de dialogue, oui. Mais aussi de revendication et d'action, surtout dans les quartiers populaires. Il y a plusieurs exemples de manifestations organisées par les unions de quartiers.

Le problème, c'est qu'il y a dix-huit unions de quartiers sur une ville de cent soixante mille habitants, mais que dans chacune, on ne trouve guère plus d'une cinquantaine de personnes participant à une activité régulière, et trois cents aux assemblées générales.

Au bout de quelques années, nous en avons tiré la leçon : le quasi-monopole des unions de quartiers ne permettait pas à la municipalité d'avoir des contacts réguliers avec l'ensemble de la population.

Dans la plus grande partie de Grenoble, dans tous les quartiers récents, le tissu des relations sociales reste faible. Il faut donc aller chercher beaucoup plus à la base, là où se nouent ces relations sociales. L'école, surtout dans les quartiers populaires, constitue un lien : les gens font souvent connaissance entre eux par les enfants. Nous avons cherché des contacts avec les associations de parents d'élèves.

Il y a aussi ce qu'on appelle le syndicalisme des locataires. La tendance actuelle est à l'augmentation des loyers et des charges. Et pour beaucoup de ménages, cela pose des problèmes insolubles. Un syndicalisme de locataires prenant en charge ces questions commence à apparaître dans plusieurs quartiers. Il jouera de plus en plus un rôle nécessaire de contestation.

- Cette contestation s'adressera-t-elle

aux Offices d'HLM, qui disposent d'une certaine autonomie, ou à la municipalité ?

- Pour la population, il n'y a pas de question : les HLM dépendent de la mairie. Et ce n'est pas tellement faux. Il est exact que les Offices d'HLM ont une autonomie. Depuis l'ordonnance de 1962, la ville ne dispose même plus de la majorité dans les Offices municipaux : elle a quatre représentants au Conseil d'administration, contre cinq désignés par le préfet et un par la Caisse d'allocations familiales.

Mais la ville garde des moyens d'action puissants. Elle approuve le budget de l'Office. Trouver des terrains est hors des possibilités de l'Office sans l'appui de la ville. Même les sociétés anonymes d'HLM, celles qui recueillent le un pour cent patronal, dépendent en grande partie de la ville pour les garanties d'emprunts, la charge foncière, etc. La ville intervient aussi pour tous les équipements.

Cela dit, certains éléments, comme le prix des loyers (qui dépend du mode de financement, fixé par le pouvoir central), lui échappent complètement. Ce qu'il faut, c'est que les difficultés ressenties par la population le soient aussi par la municipalité. L'absence d'organisation des locataires ne le permet pas assez.

C'est tout le problème des luttes urbaines qui est ici posé. La municipalité ne peut pas être à elle seule le centre d'organisation des luttes contre la main-mise du capitalisme sur la vie urbaine. C'est aux habitants, aux locataires, aux usagers, d'organiser eux-mêmes les noyaux revendicatifs et les actions.

La municipalité peut réaliser des améliorations, apporter des solutions qui parfois, vues de l'extérieur, paraîtront mineures, mais qui comptent beaucoup dans la vie des gens. Et puis il y a des secteurs qui échappent à sa compétence. Elle peut alors appuyer

les revendications, montrer où sont les responsabilités...

Nous parlons beaucoup, au P.S.U., des luttes pour ce que nous appelons le « cadre de vie » : urbanisme, logement, transports, culture, école... Mais notre expérience est encore très mince.

Dans les entreprises, l'histoire du mouvement ouvrier est riche de leçons encore actuelles : quand on croit inventer de « nouvelles formes de luttes », ce sont souvent des formes très anciennes que l'on redécouvre. Mais pour les luttes urbaines, c'est très différent. Le développement urbain de notre époque pose des problèmes entièrement nouveaux, qui n'ont pas de précédents.

Il y a quelques actions que nous montons en épingle, mais nous ne pouvons pas encore réellement en tirer les leçons. Certains camarades retrouvent alors la tentation de la lutte pour la lutte, sans liaison avec quelque stratégie, quelque orientation politique que ce soit. Pour eux, du moment qu'on mobilise les gens à la base, c'est bon.

A l'opposé, existe le danger d'intégration. Il existe de cela un exemple typique : les Conseils de résidents qu'a créés la Caisse des Dépôts dans ses grands ensembles. En prétendant associer des représentants élus des locataires à la gestion des cités, elle a réussi dans la plupart des cas à leur faire assumer sa propre conception de la gestion.

- Les militants du parti communiste se préoccupent depuis longtemps de ces questions, par exemple à travers la Confédération nationale des Locataires...

- Oui. Mais la méthode du P.C. est toujours la même : on mobilise sur des revendications immé-

diates, purement économiques - « pas d'augmentation des loyers » -, puis on dénonce les monopoles. Ça tourne en rond et, au bout d'un certain temps, les gens disent : ça va bien.

Entre la pratique activiste de certains de nos camarades, et celle du P.C. qui tend à devenir un ronron et dont on voit bien les limites, il y a place pour une véritable politisation de l'action locale. Mais tout est à découvrir.

- Tu penses, en somme, qu'une municipalité doit prendre en charge les tâches de gestion, et en même temps organiser sa propre contestation. Est-ce qu'il n'y a pas là un risque de conflit permanent ?

- Je crois qu'il y a non seulement possibilité, mais nécessité, pour une municipalité d'orientation socialiste, d'organiser sa propre contestation.

Les municipalités ont un double rôle. Elles sont forcément insérées dans le système économique : il y a des contraintes auxquelles elles ne peuvent pas échapper. Mais en même temps, elles sont les représentantes de la population et, dans les luttes menées par celle-ci, elles peuvent certaines choses.

Elles peuvent aboutir, soit par leurs propres décisions, soit par les pressions qu'elles exercent, à des résultats intermédiaires. Ce sont des réformes, évidemment - mais il en est ainsi dans toutes les luttes sociales : dans une entreprise, lorsque les travailleurs engagent une lutte et que le rapport de forces est favorable, le patron cède. Le régime capitaliste n'est pas pour autant abattu. Il en va de même dans l'action municipale.

Les municipalités peuvent aussi apporter des éléments d'analyse qui feront avancer la conscience

politique. La vision des problèmes à partir de l'expérience municipale va plus loin que celle qu'on peut avoir de la base ou du sommet.

Au sommet, on peut analyser, d'une manière très générale, la politique des groupes financiers en matière immobilière, commerciale, touristique, etc. Et à côté de cela on peut avoir une action à la base. Mais si nous ne disposons d'aucun échelon intermédiaire, la dimension politique de notre action n'apparaîtra pas. Nous aurons sans doute une analyse « au sommet » un peu différente de celle du P.C., mais notre type d'intervention sera le même - un peu plus activiste seulement.

Sur la politique Chalandon, par exemple, nous avons peu dit. Nous nous en sommes tenus à des choses élémentaires : Chalandon est un banquier, donc il fait la politique des banques. Mais, si Pompidou le laisse faire, Chalandon est capable de reprendre des thèmes lancés jadis par la gauche socialiste, notamment par le P.S.U. des années 60, tels que : collectivisation du sol urbain.

Les grands groupes immobiliers maintenant, ce n'est pas la propriété du sol qui les intéresse. Ils s'accommoderaient fort bien d'une appropriation collective, municipalisation ou autre, à condition qu'ils puissent bâtir. L'exemple suédois est très éclairant à cet égard.

La lutte contre la spéculation foncière ? Ces grands groupes sont cent fois pour. Mais ils se heurtent là à toute une partie de la base sociale du régime : petits propriétaires, commerçants, notaires... Dans la période qui s'ouvre, ce type de conflits va se développer. Les classes exploitées doivent être capables d'utiliser les contradictions qui apparaissent à l'intérieur de la bourgeoisie. Et les municipalités peuvent ici jouer un rôle important.

De même, elles peuvent démythifier tout le discours

que tient le pouvoir autour de la déconcentration. Non seulement afin de réclamer davantage d'autonomie pour les communes - ce que fait aussi la droite - mais pour préciser notre analyse sur la nécessaire décentralisation des pouvoirs, pour montrer comment, à ce niveau, se développe la lutte politique, et quelle peut être notre intervention.

Coll. MichelRocard.org

GEORGES BOULLOUD (Grenoble)

ACTION SYNDICALE, ACTION POLITIQUE

Quarante ans. Ajusteur. Membre du P.S.U. depuis sa fondation. Secrétaire de la fédération P.S.U. de l'Isère. Conseiller municipal de Grenoble.

- J'ai été secrétaire de la section C.G.T. des ouvriers de Neyrpic pendant six ans, de 1957 à 1963. La C.G.T. chez Neyrpic, c'est vraiment un syndicat de masse : une forte majorité des travailleurs y sont adhérents. A l'époque, nous avions réalisé une grande décentralisation des responsabilités : deux gars par équipe étaient chargés de collecter les timbres, et pas seulement ça, ils venaient au conseil syndical et y apportaient les discussions qui avaient eu lieu dans les ateliers. Chacun avait la responsabilité d'une quinzaine de travailleurs au maximum. Le conseil syndical groupait une soixantaine de gars et se réunissait au moins une fois par mois.

Cette organisation très démocratique et en même temps très efficace a permis de mener la grande bagarre de 63-64, qui a duré sept mois, après l'ab-

sorption de Neyrpic par le trust Alsthom. Il y a eu, pendant sept mois sans arrêt, des débrayages tournants par secteurs, et puis à un moment donné on rassemblait tout le monde. Cette bataille, que nous menions pour défendre notre accord d'entreprise, nous avait demandé quatre mois de préparation, collectivement.

Face au problème que pose une concentration industrielle, face à la formidable puissance financière qui se trouvait contre nous, nous avons réalisé l'unanimité, du manœuvre à l'ingénieur, et sur des arguments solides, à la fois techniques et politiques. Nous avions décortiqué complètement le bilan de la boîte.

Nous avons cherché par tous les moyens à sensibiliser l'opinion publique. Que le conflit sorte de l'usine. Je me rappelle des manifestations que nous avons organisées dans les rues de Grenoble, par moins vingt, et qui rassemblaient plus de trois mille personnes. Le comité de solidarité aux travailleurs de Neyrpic groupait tous les mouvements populaires, syndicaux, politiques, sociaux, de jeunesse, universitaires... La poussée à gauche qui est apparue à Grenoble lors des élections municipales de 1965 résultait en grande partie de cette bataille.

Le climat qui régnait alors dans la taule reste gravé dans la mémoire d'un certain nombre de gars. Maintenant, ce n'est plus pareil. Après mai 68, les éléments les plus sectaires du parti communiste, qui constituent un petit groupe, ont repris en mains le syndicat et le dirigent de manière assez bureaucratique. Même parmi les élus, délégués du personnel et membres du comité d'entreprise, l'information ne circule plus. Nous sommes un certain nombre à critiquer cette situation : « Tout se passe maintenant au niveau du bureau, ne vous étonnez pas des retours de bâton du côté de la base... »

Je l'ai ressenti personnellement très fort à l'occasion d'une affaire récente, l'affaire Caterpillar. En

septembre 1970, un conflit a éclaté chez Caterpillar à Grenoble ; des camarades de cette entreprise ont proposé d'occuper un point stratégique, les expéditions, proposition qui fut acceptée en assemblée générale des travailleurs. Ça n'a pas suscité l'enthousiasme chez les dirigeants C.G.T. : à l'époque, Séguy parlait d'un Grenelle à froid et l'ennemi principal, pour lui, c'étaient les gauchistes.

Quand on occupe une entreprise, la première chose à faire, c'est de s'organiser à l'intérieur de la boîte. Or, la C.G.T. a préféré réunir deux jours de suite ses gars à l'extérieur. A l'intérieur, personne n'a été capable d'organiser quoi que ce soit. Et le dernier jour, il a suffi de deux heures au secrétaire de l'Union locale des Métaux C.G.T. pour faire décider la reprise du travail, sous le seul argument : la police va intervenir.

Le patron, bien sûr, en a profité. Il y avait tellement de divergences entre les travailleurs qu'il a pensé le moment venu de frapper. Il a demandé le licenciement de vingt-huit gars. Après les interventions de la C.F.D.T. et des élus municipaux de Grenoble, ce chiffre a finalement été ramené à cinq, dont un camarade du P.S.U., un responsable C.F.D.T. et deux maoïstes.

Le P.S.U. de l'Isère a sorti un tract critiquant l'attitude incompréhensible de la C.G.T. Le secrétaire des Métaux m'a alors écrit, à moi personnellement, en tant que délégué C.G.T. chez Neyrpic. Il m'appelait Monsieur, m'expliquait qu'il y avait une contradiction en moi, puisque au P.S.U. j'étais d'accord avec le P.S.U., et à la C.G.T. d'accord avec la C.G.T. Pour finir, il me menaçait d'exclusion.

Nous avons répondu en expliquant que la contradiction n'était pas en moi, ni en tel ou tel militant membre à la fois de la C.G.T. et du P.S.U., mais qu'elle se trouvait entre la stratégie du parti communiste et celle que d'autres militants essayaient de

dégager. Entre deux stratégies possibles à l'intérieur de la C.G.T. Et je crois que, politiquement, cette réponse était juste.

Chez Neyrpic, ils m'ont convoqué, non devant une assemblée de militants ou devant le conseil syndical, mais devant le bureau. Pendant trois heures, ils ont essayé de mettre en contradiction mon attitude politique et mon attitude syndicale. Ils n'y sont pas arrivés. Leur gros argument, c'était que je cherchais à politiser l'action syndicale. Mais il leur était difficile de le soutenir : en face de moi, ils étaient six et tous membres du P.C. !

- Comment se traduit, à la base, ce changement de climat dans le fonctionnement de l'organisation syndicale ?

- Par des actions concernant des catégories de travailleurs. Par exemple, dans l'atelier de mécanique de précision, où travaillent des tourneurs, fraiseurs et rectifieurs, les gars s'estimaient sous-payés par rapport à leur qualification. Ils ont donc posé un cahier de revendications et l'ont appuyé par un certain nombre de mouvements : un jour, ils partaient à dix-sept heures, un autre à dix heures du matin, ou bien ils ne venaient pas de l'après-midi. Ils décidaient ça eux-mêmes, au fur et à mesure.

On ne peut pas dire que ça se passait en dehors du cadre syndical. Il y a un délégué C.G.T. dans cette équipe. Lui, il était admis, pouvait parler au nom des gars. Mais quand le représentant syndical de l'usine, qui est un membre du P.C., fort sectaire, a voulu monter en délégation avec eux, ils ont refusé. Seul le délégué de l'équipe était accepté.

La direction, au début, a essayé de réprimer. Et puis elle a senti le vent. Pour éviter une extension du conflit, elle a accordé des augmentations substan-

tielles. De ce point de vue, c'est un succès. On peut évidemment se demander si ça a fait prendre conscience davantage aux gars de l'exploitation qu'ils subissent. Mais ils ne font pas de philosophie. Ils ont besoin de leurs salaires pour vivre.

Ça s'est passé de la même façon dans d'autres ateliers, au meulage, à la chaudronnerie, chez les soudeurs. A chaque fois, les revendications étaient différentes. Et on retrouve le même phénomène dans d'autres entreprises de la région. D'une certaine façon, il y a un progrès de la démocratie à la base : les gars établissent eux-mêmes leurs revendications, les formes de leur lutte. Mais la parcellisation rend plus facile, de la part de la direction, une politique d'intégration.

Les gars, dans ces conflits, refusent de se poser des questions politiques. C'est dû sans doute pour une part au climat qui règne dans le syndicat. A d'autres causes aussi, qu'il faudrait analyser. Mais ce n'est pas la peine d'aller leur raconter autre chose : tu te ferais jeter. Il faut partir des problèmes des gars.

Dans mon département par exemple, où on fabrique la commande des turbines hydrauliques, il y a un problème de formation professionnelle. Les régulateurs, qui autrefois étaient entièrement mécaniques, sont maintenant de plus en plus électroniques. Un certain nombre de gars ont déjà réussi, individuellement, leur reconversion professionnelle, passant de la mécanique à l'électricité et à l'électronique.

Il y a donc une revendication sur ce point. Politiquement, la formuler sans avoir le souci de sortir la formation professionnelle de la boîte, ça ne va pas. La formation dans la boîte est un moyen d'intégration : les gars se trouvent liés à l'entreprise dans la mesure où ils ont reçu une formation trop étroite, qui ne leur a pas permis d'apprendre autre chose que ce dont ils ont besoin dans leur travail. Il faut

donc poser la revendication sur un plan plus général, en dehors du cadre de telle ou telle catégorie. Mais actuellement, on n'y arrive pas.

Ça, c'est une réalité dont on ne prend pas toujours assez conscience dans le P.S.U. Et ça m'inquiète beaucoup...

Nous avons tendance à privilégier la forme, les assemblées générales des travailleurs par exemple. Le souci de la démocratie à la base, nous l'avons toujours eu. Mais à trop privilégier la forme, on risque de ne plus savoir analyser une situation. Et dans une entreprise, c'est quand même le B-A BA de savoir utiliser les contradictions, soit sur le terrain concret de la production, soit à travers le bilan financier... On risque de ne plus savoir tenir compte du rapport des forces. Et alors on se casse la figure.

- Quel peut être, dans ce contexte, le rôle du groupe politique d'entreprise ?

- A Neyrpic, le groupe P.S.U. existe depuis la fondation du parti. Nous sommes peu nombreux, mais nous avons un certain rayonnement. Beaucoup de gars viennent nous voir pour nous demander notre avis sur tel ou tel problème.

Nous intervenons aussi par des distributions de tracts sur des problèmes de politique générale - par exemple, sur la Pologne -, ou sur des questions comme la hiérarchie, ou à propos de telle ou telle bataille qui s'est menée dans la boîte.

Par exemple, c'est très difficile de tirer des conclusions politiques de conflits concernant une catégorie de travailleurs, comme ceux dont je t'ai parlé. Les gars obtiennent des augmentations de salaires, ou des améliorations partielles, et ça s'arrête là. Nous essayons de montrer que ça ne supprime pas l'exploi-

tation, comment ces concessions seront récupérées par les patrons, etc.

Bien sûr, lorsque le syndicat ne représente plus, sur tel ou tel point, les aspirations des gars à la base, le groupe P.S.U. a certainement une tâche à remplir.

Mais il a un autre rôle : poser les problèmes politiques proprement dits, en partant de la situation générale et aussi des luttes des gars. Mais il faut bien reconnaître que le mouvement de reflux actuel ne favorise pas la prise de conscience politique.

Je t'avoue que, dans le secteur entreprises de l'Isère, nous n'y voyons pas toujours très clair. C'est vrai que certains militants se contentent d'analyses au niveau de leur boîte, trop purement syndicales, et ne font pas le lien avec le raisonnement politique. Mais il y a une chose que les militants ouvriers ont en horreur : c'est le verbiage pseudo-révolutionnaire.

Dans certains débats qui ont eu lieu dans le parti, beaucoup de camarades n'ont pas retrouvé leurs préoccupations. Sur les syndicats par exemple : que les organisations syndicales soient critiquables, c'est sûr. Et ce n'est pas un domaine privé. Mais certains bâtissent là-dessus des théories vraiment inquiétantes. Alors, il faut que le parti prenne des positions tout à fait claires, si nous ne voulons pas faire fuir les gens.

Coll. MichelRocard.org

GUY PRAXELLE (Hauts-de-Seine)

POUR LE CONTROLE OUVRIER

Vingt-huit ans. Chimiste au laboratoire d'Ugine-Kuhlmann à Levallois. Membre du P.S.U. depuis janvier 1968. Membre de la commission nationale entreprises.

- En mai-juin 68, nous étions dans la boîte plusieurs militants du P.S.U., plus quelques sympathisants. Nous participions au comité de grève, nous occupions le laboratoire avec les copains. Mais il n'y avait pas de groupe P.S.U. organisé.

A la reprise, nous nous sommes demandé : comment continuer ? J'étais partisan de conserver une structure large, du type comité d'action, où auraient pu militer avec nous des copains du P.C. radicalisés, d'autres qui n'étaient membres d'aucune formation... Mais plusieurs camarades disaient : « Attention, la structure du comité d'action correspond à une période où les gars sont très gonflés, mais ça va retomber. Il vaut mieux créer une section P.S.U., qui reposera sur des bases plus stables. »

Ce sont ces copains qui l'ont emporté. La suite leur a donné raison : effectivement tous les comités

d'action se sont cassé la gueule, alors que les groupes et sections P.S.U., non seulement durent, mais progressent.

Nous sommes actuellement une douzaine à la section, sur deux cent cinquante salariés dans le laboratoire. Une des tâches que nous nous sommes fixées pour cette année, c'est d'assurer une liaison avec l'ensemble du trust. Avec la commission nationale entreprises, nous avons recensé les militants P.S.U. qui travaillent dans les usines d'Ugine-Kuhlmann. Il y en a disséminés un peu partout, mais pas de groupes constitués. Nous pensons organiser une journée nationale P.S.U. pour le trust, où nous discuterions de la stratégie des syndicats sur la boîte, des problèmes que posent les concentrations qui ont déjà eu lieu et l'apport de Péchiney prévu pour cette année.

Un autre volet de notre action : la liaison avec la section locale de Levallois et les autres entreprises de la commune. Il existe, sur Levallois, des groupes P.S.U. à la C.S.F., chez Citroën, et des militants isolés dans plusieurs autres boîtes. La section locale a essayé de les coordonner, et de favoriser l'organisation de nouveaux groupes. Des rencontres ont lieu une fois par mois. Nous travaillons ensemble sur des problèmes tels que les transports.

Dans le journal que publie la section locale, « Tribune de Levallois », on trouve à la fois des informations sur la ville et des informations sur les entreprises. Il s'agit d'assurer ce que nous appelons la jonction entre luttes internes aux entreprises et luttes externes. D'éviter les séparations du type : la section locale sur la ville, et pour les groupes d'entreprises ce qui se passe dans les boîtes.

- Quelles actions avez-vous menées dans l'entreprise ?

- Au départ, nous avons surtout travaillé sur le plan syndical. Dans le laboratoire, la section F.O. est née la première en 1965. Et puis plusieurs copains du P.S.U. et d'autres se sont posé des questions sur F.O. Bien sûr, nous étions à la Fédération de la Chimie, qui est connue pour ses positions, disons gauchistes. Mais certains camarades se demandaient si nous ne servions pas, en fin de compte, de caution de gauche à Bergeron. Et il y avait des gars dans la boîte qui ne voulaient absolument pas adhérer à F.O., notamment un militant du P.C. avec lequel nous travaillons souvent.

Finalement, tous ces gars ont monté une section C.G.T., ce qui a au moins eu le résultat de faire sortir F.O. d'une sorte de léthargie. L'existence de plusieurs sections syndicales, dans les faits, a permis de faire avancer les choses, de mettre en avant des militants qui auparavant ne faisaient rien.

Personnellement, je suis resté à F.O. Il y a donc des militants P.S.U. dans les deux syndicats. Les copains du laboratoire voient bien quel est notre jeu dans ce cadre-là : faire avancer un certain nombre d'idées en reposant toujours les questions. Sans chercher bien sûr à considérer les syndicats comme une courroie de transmission : c'est toujours à l'ensemble des copains qu'appartient la décision. Et ça, ils le voient bien.

Nous avons senti aussi le besoin d'un dépassement sur le plan politique. Nous avons mené plusieurs expériences, puisque nous n'avions pas de modèle, qu'il fallait inventer.

En juin 68, nous avions lancé un bulletin d'entreprise, avec l'idée que chacun puisse y écrire librement et s'adresser à tous. Nous sortions un truc de vingt ou trente pages par mois, c'était dingue ! Matériellement, ça coûtait cher, et puis les gars ne le lisaient plus.

Avec deux copains de « Lutte Ouvrière » (qui

depuis ont quitté la boîte), nous avons publié ensuite, pendant six mois, une sorte de bulletin-tract : le recto sur la boîte, le verso sur des problèmes politiques. Les premiers temps, ça intéressait les gars, ça leur permettait de savoir ce qui se passait dans la boîte. Mais dans un laboratoire comme le nôtre, finalement il ne se passe pas énormément de choses.

Il y a chez nous une soixantaine de cadres, une trentaine de « collaborateurs » - magnifique expression patronale -, et les autres sont des techniciens. Nous n'avons ni patron de combat, ni contremaîtres sur notre dos qui se signalent à tort et à travers, ni cadences impossibles à soutenir. Alors, là encore, les gars ont cessé de s'intéresser au bulletin. Maintenant, nous diffusons le journal de la section locale.

Nous essayons de fonctionner sur des bases plus larges. Nous avons décidé d'ouvrir les réunions, d'élargir la discussion à des copains qui ne sont pas membres du P.S.U. Plusieurs sont venus maintenant cinq ou six fois aux réunions, nous ne leur avons pas demandé de prendre leur carte. Ils le feront le jour où ils en auront envie.

Nous avons créé un comité d'usagers des transports. Nous avions diffusé les brochures du Livre noir des transports : soixante vendues en quelques jours. Nous nous sommes dit : « Pas de doute, c'est un problème qui touche vraiment les travailleurs. » Actuellement nous menons une enquête sur le temps passé en transports, le prix, etc. Nous y avons associé les syndicats, qui ont accepté sans difficulté - bien qu'ils n'en aient pas pris l'initiative. Ce qui prouve que pour le moment nous n'avons aucun problème avec eux.

Pour cette action, des copains non membres du P.S.U. ont travaillé avec nous. Il en a été de même lors de la grève des cars Citroën. Les chauffeurs de cars du dépôt de Levallois, voisin du labo, s'étaient mis en grève à la suite du licenciement d'un délégué

C.G.T., et aussi pour obtenir des améliorations de salaires, d'horaires, et une garantie d'emploi. Ils avaient élu comme président du comité de grève un camarade du P.S.U., qui d'ailleurs n'était pas délégué syndical - ce qui confirme une chose que nous avons souvent dite : les travailleurs, lorsqu'ils engagent une lutte, désignent les responsables qui leur paraissent les plus représentatifs, sans trop tenir compte des critères officiels. C'est lui qui m'a contacté, et j'ai pu brancher la section sur l'affaire.

Nous avons organisé, en liaison avec les copains de Citroën, la distribution de tracts sur les parcours des cars, ainsi qu'aux portes des usines Citroën à Paris. La section locale du P.S.U., qui était à ce moment-là en pleine campagne électorale (elle présentait une liste avec « Lutte Ouvrière » pour les municipales), a inséré des informations sur cette grève dans son matériel de propagande.

Au laboratoire, nous avons organisé une souscription de solidarité. Tout ça a quand même surpris les copains de Citroën. C'était la première fois qu'une organisation extérieure à leur boîte, extérieure aux syndicats, se mettait ainsi à leur service.

Le camarade qui présidait le comité de grève nous avait présentés comme militants du P.S.U., et ça n'a posé problème à aucun moment. Et cela aussi confirme nos analyses, et contredit les affirmations de bien des bonzes syndicaux.

Cette affaire a quand même prouvé - parce qu'il y a un côté négatif - notre faiblesse. Au bout de onze jours, la direction a fait réoccuper le dépôt par un commando de la C.F.T. (syndicat-maison). Les copains nous ont téléphoné à dix heures du matin pour nous prévenir. Si nous avions été vraiment une force organisée, nous aurions pu mobiliser immédiatement plusieurs centaines de gars et nous pointer là-bas à midi. En fait, nous n'y sommes allés qu'à une quinzaine, complètement impuissants.

Nous avons pensé que la seule organisation qui pouvait faire ce travail, c'était la C.G.T. Nous sommes allés trouver le secrétaire de l'union locale C.G.T. à Courbevoie, qui s'est contenté de nous répondre : « Quand le P.S.U. mène les luttes, regardez où ça conduit. »

Il y avait avec nous un chauffeur de Citroën qui était membre du P.C. Il savait bien que toutes les décisions, en ce qui concerne la grève, l'occupation, l'élection du comité de grève, la conduite des négociations, avaient été prises par l'ensemble des travailleurs du dépôt. Les tracts que nous avons diffusés, avaient été rédigés par les chauffeurs de Citroën, ou au moins en plein accord avec eux. Pour la distribution aux usines Citroën à Paris, ils nous avaient délégué cinq copains.

La réaction du permanent C.G.T. était donc parfaitement erronée. Mais c'est comme ça qu'ils essaient d'accréditer le mythe des interventions gauchistes et irresponsables du P.S.U. Ce que ces types baptisent gauchiste et irresponsable, c'est simplement toute action offensive.

- Le P.S.U. a mis en avant le thème du « contrôle ouvrier ». J'aimerais que tu essaies d'en donner une définition.

- Il commence à se développer dans les boîtes des assemblées du personnel qui sont autre chose que de simples assemblées d'information. Les travailleurs prennent collectivement les décisions. Et ça, c'est une des formes du contrôle ouvrier.

Le contrôle ouvrier, c'est en fait une autre forme de démocratie, la démocratie prolétarienne de masse. Ce n'est pas un mot d'ordre applicable mécaniquement, une revendication immédiate. C'est un axe de lutte.

Toute prise de contrôle sur le terrain, toute prise de décision collective par les travailleurs, à quelque niveau que ce soit, va dans le sens du contrôle ouvrier. Ça peut commencer sur le problème des horaires - les gars décident d'eux-mêmes de partir plus tôt -, ça peut être une réduction des cadences, ou l'exigence d'un contrôle sur les grilles de salaires...

Nous ne nous faisons pas d'illusions réformistes : la lutte pour le contrôle ouvrier se traduit forcément par des conflits. Certaines revendications qui vont dans ce sens peuvent être acceptées, institutionnalisées, et d'une certaine façon dénaturées. Mais ce qui est important, c'est le moment où ça se passe, le moment où la décision est prise. Parce que là se produit une prise de conscience collective, et apparaît l'exigence d'un renversement des structures de pouvoir actuelles. Le contrôle ouvrier n'est pas quelque chose qui peut être donné d'en haut.

Partant du secteur entreprises, partant des boîtes, ça peut devenir l'axe stratégique du parti : à chaque instant, les travailleurs, exploités et opprimés dans les boîtes, le sont aussi dans leur cadre de vie. Et le contrôle doit s'exercer sur la ville, les transports, le logement, par l'intermédiaire d'actions et d'organisations de masse.

- Il semble que, pour toi, la liaison entre les divers secteurs de lutte soit quelque chose d'essentiel ?

- Oui. On retrouve ça, par exemple, avec le problème étudiant. Après mai-juin 68, les travailleurs n'ont rien compris à ce qui se passait chez les étudiants : les luttes de tendances entre les organisations, les magouillages à l'U.N.E.F... Au début de cette année, les étudiants du P.S.U. ont quitté l'U.N.E.F. Avec le recul, on pense : c'est peut-être la

solution du moindre mal ; s'ils y étaient restés, qu'est-ce que ça aurait donné ?

Mais, dans les boîtes, les militants du P.C. et de la C.G.T. nous disent : « Vous, le P.S.U., vous avez foutu la merde à l'U.N.E.F., et ensuite vous vous en retirez. C'est bien trop facile. » Et les travailleurs membres du P.S.U. ont du mal à répondre. Car tout ça s'est passé complètement en dehors de nous.

Alors ça pose la question de la responsabilité du parti sur tous les secteurs. Chaque militant du parti est militant de tout le parti, et doit pouvoir répondre de l'ensemble de sa politique. Et puisque la priorité est mise actuellement sur l'implantation dans les entreprises, ça veut dire par exemple que les militants du secteur entreprises sont aussi responsables du secteur étudiant. Et vice-versa.

Concrètement, comment est-ce que ça peut se faire ? Des travailleurs (c'était mon cas) ont participé aux assemblées régionales étudiantes qui ont eu lieu pour réorganiser ce secteur. Des jumelages entre sections étudiantes et sections d'entreprises sont tentés. Ça a quelquefois posé des problèmes : chez Citroën, par exemple, il y a eu des hauts et des bas. Mais nous avons rectifié le tir.

Les étudiants qui y ont participé comprennent sans doute mieux ce que peuvent ressentir les travailleurs, et c'est un point positif. Mais il faut préciser qu'à aucun moment les étudiants ne doivent, directement ou indirectement, prendre la direction du groupe d'entreprise. Ils peuvent être utiles pour certaines tâches, fabrication matérielle et distribution de tracts et de bulletins par exemple. Mais ils doivent savoir qu'ils se placent au service des travailleurs.

Ce n'est pas toujours facile, car il arrive que la section étudiante soit plus nombreuse que le groupe d'entreprise avec lequel elle travaille. Mais le problème, c'est : qui dirige ? La réponse est claire : le primat est aux travailleurs. Non pas pour des raisons

dogmatiques. Mais parce qu'il est démontré que, si les étudiants prennent la direction, n'étant pas dans la boîte, inévitablement ils feront fausse route.

En retour, le secteur entreprises et l'ensemble du parti ont un effort de compréhension à fournir vis-à-vis des étudiants. Il faut reconnaître que le parti a une lourde responsabilité. Certains camarades se sont dit trop longtemps : « Pendant qu'ils s'occupent de leurs affaires, nous, nous avons la paix. » Mais il ne faut pas s'étonner, ensuite, si les conneries qui ont été faites nous retombent sur le nez.

La compréhension de ces problèmes, ce n'est pas quelque chose que l'on a de naissance. Il est nécessaire qu'il y ait des rencontres entre sections étudiantes, sections d'entreprises, sections locales, pour que tout le parti prenne connaissance des questions de l'Université et puisse donner un avis.

Coll. MichelRoy.com

Coll. MichelRocard.org

JEAN-PIERRE CHASSINE (Poitiers)

L'ÉCHEC DE L'U.N.E.F.

Vingt-trois ans. Etudiant en droit.
Membre du P.S.U. depuis 1967.
Président de l'U.N.E.F. d'avril 1970 à janvier 1971.

- Mai 68 à Poitiers : tout a démarré dans le cadre de l'U.N.E.F. A l'époque, tout ce qui était de gauche à l'université de Poitiers, c'est-à-dire essentiellement les étudiants communistes et ceux du P.S.U., se trouvait à l'U.N.E.F. La première manifestation s'est faite sur un thème anti-répressif : « Libérez nos camarades. » C'est peu à peu, en fac des lettres d'abord, puis en sciences, que sont apparues les différentes idéologies qui divisent maintenant le mouvement étudiant, les différents groupuscules.

Nous apportions une aide aux usines occupées, notamment à Leclanché, où la C.G.T. était animée par un noyau d'exclus du P.C., déjà anarchisants, et qui sont devenus maoïstes par la suite.

Dans toute la région, jusqu'en Vendée, nous allions tenir des conférences dans les villages. Nous racontions ce qu'était le mouvement. Il y avait presque toujours le curé, l'instituteur, quelques syndicalistes,

l'inévitable représentant du P.C., quelques jeunes plus ou moins sympathisants gauchistes. Nous rencontrions des réactions parfois favorables, parfois acerbes.

C'est seulement à la fin qu'il y a eu quelques petits heurts à Poitiers : deux bagarres avec les fascistes, une charge de C.R.S... Mais rien de sérieux.

Après mai, les données politiques se sont trouvées profondément modifiées. L'U.N.E.F., seule structure unitaire, a été remise en cause. Le P.S.U. était en perte de vitesse, les étudiants du P.C. complètement laminés. La Ligue communiste a fait une petite percée. Mais la tendance dominante, c'étaient les M.L. [1].

Une équipe « situationniste », créée en mai à partir de dissidents du P.C. et du P.S.U., s'est emparée du bureau de l'A.G. [2] avec l'intention de le détruire. Elle fondait son analyse sur l'idée que les avant-gardes jouaient un rôle répressif par rapport aux masses.

Aussi curieux que ça paraisse, je faisais partie de ce bureau d'A.G., comme trésorier. J'étais alors fortement sympathisant du P.C.M.L.F. [3]. J'ai même failli quitter le P.S.U. pour y entrer.

Deux mois plus tard, la section P.S.U. reprenait le bureau d'A.G., à la suite d'un compromis passé avec les M.L.

Nous avons mené quelques luttes intéressantes : contre la participation, et aussi sur les examens partiels et le système de contrôle des connaissances, sur le règlement des cités universitaires, sur les restaurants universitaires...

- Des luttes revendicatives, en somme ?

1. M.L. : « marxistes-léninistes », nom que se donnaient les maoïstes.
2. A.G. : Association générale des étudiants, c'est-à-dire section locale de l'U.N.E.F.
3. P.C.M.L.F. : Parti communiste marxiste-léniniste de France, une des organisations maoïstes de 1968.

- Oui, mais pas uniquement. La stratégie adoptée par l'U.N.E.F. à cette époque consistait à partir d'une revendication, mais pour la dépasser très vite, en la liant à une analyse politique.

Sur les cités universitaires par exemple, il s'agissait de la liberté de recevoir des visites. Sur les restaurants universitaires, nous partions du prix des repas. Mais nous tentions toujours de lier cela à une analyse du rôle social de l'Université. Nous montrions que l'étudiant bénéficiait de la part de l'Etat d'une aide plus importante qu'un jeune travailleur, et nous tentions d'expliquer pourquoi.

Nous cherchions une jonction avec les travailleurs. Le 11 mars 1969, nous avons participé à une manifestation organisée par les syndicats ouvriers. Les étudiants s'y sont trouvés plus nombreux que les travailleurs et ont imposé leurs mots d'ordre. C'est-à-dire en fait ceux des M.L. : « Non à la collaboration de classe », « Non à la participation ».

C'était l'époque des accords de Tilsitt. Le groupe M.L. de l'usine Leclanché, qui avait été exclu de la C.G.T., était venu avec un drapeau rouge sur lequel il avait écrit : « Tilsitt trahison ». Ce qui a provoqué, évidemment, quelques heurts avec le service d'ordre C.G.T.

Puis nous avons perdu l'A.G. au profit des M.L., élus avec l'appui des situationnistes. Nous l'avons reprise en 1970, juste avant le congrès d'Orléans... Les groupes M.L. à cette époque devenaient de plus en plus spontanéistes...

- On a l'impression, à t'écouter, d'une lutte de petits clans, dans un petit milieu extrêmement fermé...

- Il y a de cela, sans doute. Les problèmes qui se posent au milieu étudiant sont caricaturés à l'extrême dans leur présentation extérieure. Mais en réalité, ce

sont des problèmes très simples, qui se posent aussi dans la classe ouvrière.

Avec une différence, c'est que dans le milieu étudiant, l'on carbure à longueur de journée et l'on invente n'importe quoi, sans grandes possibilités de vérification concrète. On assiste à une floraison fantastique de théories et de groupes, qui s'affrontent quelquefois sur des questions très sérieuses. Mais de l'extérieur, c'est effectivement difficile à comprendre.

Par ailleurs, la bataille pour les A.G. était importante. Dans une ville de province, l'A.G. était, et reste encore dans une certaine mesure, un des cœurs de la vie étudiante. La direction nationale du parti nous avait donné des consignes très précises pour prendre les A.G. La politique du P.S.U. en milieu étudiant, c'était à l'époque le maintien à la direction de l'U.N.E.F., et nous l'approuvions.

- Pour y faire quoi ? L'U.N.E.F., qui avant mai 68 se présentait comme le syndicat des étudiants, a pris un tournant important ensuite, je crois ?

- Avant mai 68, l'U.N.E.F. conservait en effet une image extérieure de syndicat. Mais déjà l'on n'y trouvait plus que la frange politisée de gauche et d'extrême-gauche. Les « majos »[1] l'avaient quittée depuis longtemps. Cela ne ressemblait pas du tout à ce que peut être un syndicat ouvrier.

Et ça nous paraissait inévitable. Nous dénoncions la démarche « syndicale » en milieu étudiant comme mystifiante, dans la mesure où elle sous-entend que les étudiants forment une catégorie sociale ayant des intérêts communs, ce qui est faux.

1. « Majo » : on nommait ainsi la tendance « apolitique », de droite, qui détenait la majorité à l'U.N.E.F. jusqu'en 1956.

Pour prendre un exemple, les grandes écoles, dont le rôle est de perpétuer l'élite de la bourgeoisie, ont intérêt à rester des grandes écoles, et au maintien de la sélection et de la hiérarchie (je parle des intérêts objectifs, non de ce que peut ressentir tel ou tel individu). Cela est contradictoire avec les intérêts de l'université de masse telle qu'elle s'est développée.

Chercher un compromis pour homogénéiser ces intérêts, c'est se limiter à une action corporative, ou bien rejoindre des positions fondamentalement opposées à celles de la classe ouvrière, en défendant des intérêts de privilégiés.

Nous en avons tiré les conséquences en essayant de transformer l'U.N.E.F. en « organisation politique de masse ». La charte élaborée à Grenoble en juillet 1968 assignait à l'U.N.E.F. une vocation revendicative, certes, mais aussi « contestataire », comme on disait à l'époque, c'est-à-dire remettant fondamentalement en cause les structures universitaires et les structures sociales.

- S'agissait-il vraiment d'une organisation de masse ? Tu dis toi-même que seule la frange politisée y participait...

- C'est l'objection qu'on nous fait souvent, lorsqu'on parle par exemple de la « majorité silencieuse ». Mais dans une université de province, lorsqu'il existe un groupe politique dominant, surtout lorsqu'il est relativement uni, lorsqu'il n'y a pas trop de rivalités entre groupuscules, la masse le suit.

Evidemment, l'influence d'une force politique en milieu étudiant se mesure aux actions qu'elle peut mener, mais rarement à la profondeur de cette action. La masse des étudiants, c'est quelque chose de très fluctuant, très sensible aux modes intellectuelles, à toutes sortes de facteurs.

Il est donc difficile de parler d'une influence permanente de la frange politisée sur la masse étudiante. C'est dans les périodes où cette liaison avec les masses n'est pas assurée que se développent les querelles de chapelles. Le problème posé à partir de là est celui de l'organisation.

La raison de notre échec final, c'est que progressivement la frange politisée s'est disloquée. Les tendances spontanéistes, qui existaient profondément dans le mouvement de mai 68, ont tout emporté.

- Comment définis-tu ces tendances spontanéistes ?

- Par le refus de l'organisation. Pour le reste, on trouve tout : depuis l'appel à la conscience révolutionnaire spontanée des masses, jusqu'à l'apologie de la révolte pure, de la « fête », de l'action minoritaire « significative », du « ras-le-bol », en passant par des thèmes très sentimentalistes, et même par des idéologies anti-idéologiques, comme celle des situationnistes, qui dénoncent toute idéologie comme répressive, etc.

Tout ça se rattache à un seul truc : le refus, conscient ou non, des appareils en tant qu'appareils, de l'organisation en tant qu'organisation. C'est une sorte de fuite en avant devant une situation bloquée sur le plan organisationnel. Le développement des courants spontanéistes a coïncidé avec la déliquescence de l'U.N.E.F., l'un jouant sur l'autre et réciproquement.

- Est-ce que cela ne correspond pas à la situation particulière du milieu étudiant ?

- Tout à fait. C'en est une donnée permanente. Lorsqu'ils font leur prise de conscience politique, les étudiants, issus en général des milieux petits-bourgeois, ne réagissent pas tout de suite en termes

d'organisation. L'U.N.E.F. apparaissait comme une réaction contre la spontanéité naturelle du milieu.

- Un thème que l'on retrouve souvent dans le mouvement étudiant d'extrême-gauche, c'est la contestation de tout accord, de tout compromis. Comment l'expliques-tu ?

- Un compromis suppose l'existence de deux parties, donc d'une organisation représentative (des étudiants, des travailleurs, etc.). C'est ce que conteste le courant spontanéiste.

Evidemment, la classe ouvrière est toujours obligée de passer des compromis. C'est vital pour elle, il s'agit de défendre ses intérêts. Les travailleurs ne peuvent pas se permettre de ne rien obtenir à la suite d'une grève. En milieu étudiant, c'est moins évident, étant donné, comme je te l'ai dit, que la notion d'intérêts à défendre est au départ très suspecte.

Mais, si le compromis est souvent une nécessité de la lutte, ce que nous critiquons c'est la recherche du compromis comme un objectif en soi. Ce n'est pas le contenu de tel ou tel compromis qui est critiquable, mais la volonté que parfois il représente.

Cette recherche du compromis pour le compromis, elle apparaît on ne peut plus clairement en milieu étudiant dans la pratique dite « syndicale » - nous disons, nous, réformiste - de l'U.N.E.F.-Renouveau et de l'A.J.S.

Le développement de l'U.N.E.F.-Renouveau correspond simplement à la renaissance du P.C. en milieu étudiant. Sa pratique a beaucoup d'analogies avec celle du courant « majo », « apolitique », à l'époque où il dirigeait l'U.N.E.F. Je peux t'en fournir de multiples preuves, y compris des déclarations d'A.G. refusant de mener campagne sur le Vietnam sous prétexte que « ce n'est pas syndical ».

Je ne dirai pas que les dirigeants de l'U.N.E.F.-Renouveau sont apolitiques : je les connais, ils sont à peu près tous communistes. Leur action correspond peut-être à la stratégie du P.C. vis-à-vis des classes moyennes. En tout cas, c'est une action « majo », qui n'a rien à voir avec l'action syndicale telle que l'entendait l'U.N.E.F. avant mai 68. A cette époque-là, quand nous menions campagne contre la réforme Fouchet, il y avait tentative d'analyse, contestation du rôle social de l'Université. Ça préfigurait mai 68. On ne retrouve rien de semblable dans l'U.N.E.F.-Renouveau, qui se contente d'une attitude gestionnaire et cogestionnaire.

L'A.J.S., elle, se réfère à une analyse politique qui est celle du trotskisme lambertiste. Selon elle, les forces productives ont cessé de croître en 1914, les étudiants sont une couche en voie de déqualification, la politique du pouvoir vise à détruire l'Education nationale, il faut réagir contre cela, il faut défendre les étudiants. A ce compte-là, on pourrait aussi démontrer que les gardes champêtres sont une couche en voie de déqualification et qu'il faut les défendre.

- Revenons à ton expérience personnelle. Tu es devenu président de l'U.N.E.F. au congrès d'Orléans en avril 1970...

- Nous savions qu'il existait des difficultés en ce qui concerne notre majorité au sein de l'U.N.E.F. La Ligue communiste s'en était retirée lors du congrès précédent, à Marseille. Les courants réformistes remontaient. L'invasion du spontanéisme avait conduit nombre de militants révolutionnaires, maoïstes notamment, à se détacher de l'U.N.E.F.

Au congrès d'Orléans, on a donc constaté la situation suivante : trois courants d'importance à peu près équivalente, le P.S.U., l'A.J.S., l'U.N.E.F.-Renouveau

- avec une légère avance pour le P.S.U. Plus un quatrième groupe moins important, composé de maoïstes de la tendance « Humanité Rouge » - tendance restée assez stalinienne et qui devait peu après voler en éclats.

Pour le délégué de province qui arrivait là-dedans, l'ambiance était démente. Nous avons passé trois jours et trois nuits sans dormir, ou presque : il y avait des séances et des réunions de tendances sans discontinuer. L'organisation était déplorable : lits pris d'assaut, pas de chauffage... C'était éreintant. L'aspect folklorique que la presse a souligné, les chorales de chacun des groupes, qui reprenaient le slogans et se répondaient, les Internationales fusant sans arrêt, tout ça constituait une sorte de dopant sans lequel nous n'aurions pas tenu.

Notre courant a pensé qu'il était encore possible de redresser la situation. C'est ainsi qu'a été élu, à la majorité relative et avec l'appui des M.L., un bureau P.S.U. de « gestion de la crise », chargé de préparer la réintégration des étudiants révolutionnaires dans l'U.N.E.F. pour y reconquérir la majorité. C'était une grave erreur d'analyse.

Personnellement, j'étais venu à la tête de la délégation de Poitiers, avec la ferme intention de rentrer chez moi sitôt le congrès terminé. C'est un quart d'heure avant la fin, à six heures du matin après trois jours sans sommeil, qu'on a décidé pour moi. On a dit qu'il fallait renouer avec la tradition qui voulait qu'un étudiant de province préside l'U.N.E.F.

Je me suis ainsi trouvé parachuté à Paris, avec une expérience fort limitée, à la tête d'un bureau assez hétérogène. Nous avons mené un certain nombre d'actions, mais nous n'avons pas réussi à remplir notre mandat : la reconstruction de l'U.N.E.F. comme organisation politique de masse.

Au contraire : les M.L. se sont à peu près tous barrés, et une bonne partie des camarades du P.S.U.

aussi. Nous en avons tiré les conclusions en démissionnant et en quittant l'U.N.E.F. tous ensemble, avec l'accord de la direction nationale du parti.

- On vous a reproché une série de manœuvres, de « magouilles ». Pourquoi, par exemple, aux assises de l'U.N.E.F., la commission de validation des mandats était-elle toujours si mouvementée ? Pourquoi les cartes n'ont-elles pas été distribuées à la rentrée 1970 ?

- Je suis content que tu me poses cette question. Il est exact que nous avons utilisé une série d'artifices juridiques - que les statuts de l'U.N.E.F. permettaient - dans plusieurs cas. Lorsque nous avons bloqué les cartes, par exemple, c'était pour geler la situation, afin de tenter une dernière exploration, des contacts de la dernière chance avec les autres groupes révolutionnaires. Et aussi parce que nous savions que l'A.J.S. et le P.C. préparaient des opérations qui tenaient davantage de l'offre publique d'achat que de la conquête militante d'une organisation.

Nous savions que le P.C. avait décidé, au niveau de son comité central, de prendre enfin l'U.N.E.F., et qu'il avait débloqué les moyens pour cela, y compris sur le plan financier.

Les commissions de validation des mandats ? Mais il fallait tout de même vérifier. Nous avons constaté des cas d'adhérents inventés. Nous avons découvert, dans la liste des adhérents de telle A.G. de province, une série de noms recopiés dans l'annuaire du téléphone. Nous avons la preuve que, dans une autre faculté, un groupe avait fait délivrer des cartes d'étudiants à des gens qui n'étaient pas plus étudiants que papes, afin de grossir ses rangs, etc. Moi-même, j'ai

vu un dirigeant parisien connu de l'U.N.E.F.-Renouveau se présenter pour voter à Poitiers !

Je ne mentionnerai que pour mémoire la façon dont les communistes se sont emparés de l'Union des Grandes Ecoles, à la suite d'un coup de force au sens physique du mot.

Alors je trouve assez stupéfiant que des gens qui ont utilisé de tels procédés viennent nous accuser d'avoir monté des magouilles !

Il y a autre chose : c'est le problème de l'U.N.E.F.-Renouveau. Ce groupe menait une politique fondamentalement anti-U.N.E.F. Là où ses partisans étaient minoritaires, ils ne militaient pas. Là où ils tenaient l'A.G., ils se foutaient pas mal des décisions prises par les instances nationales régulières de l'U.N.E.F. Ils poursuivaient une activité scissionniste, présentant des candidats partout alors que la majorité avait décidé le boycott des élections universitaires, menant une campagne systématique contre les mots d'ordre lancés par l'U.N.E.F.

Nous avions en face de nous, en fait, une organisation qui n'avait rien à voir avec l'U.N.E.F., si ce n'est par le maintien d'une fiction juridique.

Pourquoi nous ne les avons pas exclus ? Nous nous sommes posé la question maintes fois. L'attitude de la direction du P.S.U. a été en cette affaire déterminante. Son argument : « On n'exclut pas le P.C. de l'U.N.E.F., on le bat politiquement. » Par ailleurs, elle craignait des mesures de rétorsion de la C.G.T. à l'égard de nos militants.

Il y aurait beaucoup à dire sur la conception de la « courroie de transmission » qui a été en l'occurrence celle du P.S.U... Mais il y a eu, chez les étudiants P.S.U. et presque jusqu'à la fin, une majorité pour approuver la position du parti là-dessus.

- Quelle a été ton activité après le départ de l'U.N.E.F. ?

- Il y a eu quelques timides essais pour relancer l'organisation politique de masse sous forme de comités de lutte, mais ça n'avait aucune chance de réussir.

A Poitiers, j'ai retrouvé une situation caractérisée par l'abandon de tout militantisme organisationnel. Mais très vite, les impératifs de l'action ont dominé. En décembre, sur une route nationale qui traverse le campus, deux étudiants se sont fait écraser. Immédiatement barricades, défilé de trois mille personnes dans Poitiers.

La municipalité fait installer une passerelle. Ça n'a pas empêché l'agitation de se poursuivre. Les querelles de groupuscules mises sous le boisseau, la dynamique unitaire joue. Aux meetings, il venait mille personnes au lieu des deux cents ou trois cents habituelles. Nous avons essayé d'orienter le mouvement vers la lutte contre l'urbanisme de profit, et d'opérer une jonction avec la population. Des comités ont été créés dans plusieurs quartiers de Poitiers. Il y a eu également des tentatives de liaison avec les ouvriers, aux portes des usines, et avec les paysans, lors d'une opération anticumulards à Gençay.

Parallèlement, une série d'actions dites « significatives », aboutissement caricatural du spontanéisme : on lance des cockails Molotov, on jette un sac de farine sur le doyen lorsqu'il vient annoncer les résultats des élections, on organise un bal populaire qui s'achève par la mise à sac d'un amphi, on dresse des barricades tous les soirs. Sans trop savoir pourquoi. Pour « sensibiliser l'opinion ».

Echec sur toute la ligne. Les contacts avec les ouvriers ne marchent pas, les comités de quartiers s'éteignent les uns après les autres, la répression s'abat.

Nouvel incident, avec d'ailleurs un point de départ assez réformiste : des étudiants réclamaient des heures supplémentaires d'anglais et il n'y avait pas de crédits

pour cela. Ils font venir le doyen dans un amphi pour qu'il s'explique, et le gardent avec eux. Le doyen fait appeler le recteur, qui est également séquestré quelques heures. Aucune brutalité. Mais une plainte est déposée, huit étudiants arrêtés. Manifestation devant le Palais de Justice, intervention des flics. Dans la soirée, bien qu'inculpés, les huit étudiants sont relâchés.

La presse a publié de tous ces incidents des comptes rendus injurieux et mensongers. Un groupe de gars entament alors une grève de la faim dans des salles paroissiales, pour exiger la parution dans la presse locale d'un compte rendu qu'ils ont rédigé.

Un soir, alors qu'ils craignent une intervention des fascistes (qui ont menacé de les déloger manu militari), ils voient arriver six cents personnes, des travailleurs catholiques et d'autres aussi, qui viennent les encourager. Des comités de soutien se créent dans plusieurs quartiers. Si bien qu'après quinze jours de grève de la faim, la presse locale publie le compte rendu, moyennant quelques modifications de style. La jonction enfin établie avec la population est concrétisée par une manifestation de deux mille cinq cents personnes, sur le thème : refus de la presse de l'argent.

- On a l'impression d'une lutte désespérée pour sortir du ghetto...

- Il y a de ça, oui.

- Mais n'existe-t-il aucune liaison entre la section étudiante et la section locale de Poitiers ville ?

- La fédération de la Vienne est assez particulière : le P.S.U. y a toujours été relativement fort à l'université et très faible ailleurs. Pendant longtemps,

les étudiants y ont constitué la moitié de l'effectif total. Situation malsaine.

La section de Poitiers ville a beaucoup évolué depuis mai 68. Elle a effectué un début de percée. Dans l'affaire de la grève de la faim, elle a joué un certain rôle. Ses liens avec la section étudiante restent cependant ténus. D'autant plus que cette dernière avait décidé de ne pas apparaître en tant que telle, mais de se fondre dans le mouvement.

- Où en est le secteur étudiant du P.S.U. maintenant ?

- La crise, qui était latente avant le départ de l'U.N.E.F., s'est amplifiée aussitôt après. Les tendances spontanéistes ont rencontré un certain écho dans nos rangs, des clivages anciens se sont accentués, les différentes sections ont adopté des pratiques divergentes.

Actuellement, le secteur étudiant du P.S.U. est à reconstruire, en partant d'une critique sérieuse de nos erreurs. Ce travail est commencé, on ne peut pas dire quel en sera le résultat.

Coll. Michel Pigenet.org

CLAUDE COLIN (Vénissieux)

LE P.S.U. DANS UNE GRANDE ENTREPRISE

Vingt-sept ans. Technicien d'essais chez Berliet. Membre du P.S.U. depuis avril 1968. Membre de la commission fédérale entreprises du Rhône.

- Certains militants du groupe P.S.U. de Berliet n'ont pas encore saisi quel pouvait être le rôle d'un groupe politique d'entreprise. Pour certains camarades qui sont responsables syndicaux, l'adhésion à la ligne générale du parti est claire. Mais pas la nécessité d'une action politique au niveau de la production. Si bien que, sur vingt-six membres du P.S.U. dans l'usine, nous ne nous retrouvons parfois que la moitié aux réunions.

La stratégie du contrôle ouvrier est comprise quand nous l'illustrons par un fait. Par exemple, un copain qui est aux grosses pièces nous a expliqué qu'une coordination s'est faite entre les gars des machines et ceux du bureau des méthodes. Ceux-ci leur ont indiqué les temps qu'ils pouvaient mettre pour sortir une pièce. Alors que le contremaître, lui, n'avait pour objectif que de produire au maximum, donc de

réduire les temps. Ils ont réussi, d'eux-mêmes, collectivement, à ralentir les cadences.

Quand nous discutons, nous constatons ainsi qu'il y a des réalités de contrôle ouvrier dans l'entreprise, et que c'est dans ce sens-là que nous devons pousser. Mais nous ne sommes pas capables d'en tirer toujours l'enseignement politique. Nos forces sont encore insuffisantes. Nous ne sommes pas implantés dans tous les secteurs de l'usine.

Nous avons tendance à nous consacrer davantage à l'analyse et à la critique de l'action syndicale. C'est vrai qu'il y a de quoi dire. Et c'est aussi plus facile pour nous, parce que nous sommes tous des militants syndicaux. Plusieurs d'entre nous ont été amenés à prendre une délégation syndicale pour pouvoir bénéficier du minimum de protection arraché par les travailleurs, et ne pas se faire virer à la première occasion. Mais il y a un danger là-dedans : c'est que le groupe politique s'érige en groupe de critique du syndicat. Nous avons quelques adhérents à la C.G.T. Ils ne rencontrent pas de grosses difficultés : le P.C. est tellement bien implanté que nous ne lui faisons pas peur pour l'instant.

A la C.F.D.T., nous inspirons davantage de crainte. Parce qu'effectivement, nous sommes de loin les plus emmerdants, ceux qui posent le plus de questions dans les commissions exécutives. Certains copains de la C.F.D.T. se disent : « Si les militants P.S.U. prennent trop de place, ça risque de gauchir l'organisation, de nous faire perdre des voix. » Ils ont peur que la C.F.D.T. devienne un groupuscule.

Ce n'est pas du tout ce que nous souhaitons. Même si un certain nombre d'adhérents de la C.F.D.T. sont sur des positions assez réformistes (à la C.G.T., c'est pareil, d'ailleurs), ce serait idiot de tout foutre en l'air.

Nous ne sommes pas partis pour dire : « Les syndicats sont dirigés par des bureaucrates, il faut les balancer, prendre leur place et repartir sur des bases

révolutionnaires. » Ni : « Les syndicats sont dépassés, ce ne sont plus des outils valables pour mener le combat. »

Non. Nous disons : « Le syndicat a ses défauts qui sont ceux de la classe ouvrière, et il faut les assumer. Ça nécessite que nous menions le combat à tous les niveaux, de la base au sommet, en toute démocratie syndicale. »

- En dehors du P.S.U., quels groupes politiques existe-t-il chez Berliet ?

- Il y a le P.C., bien sûr, remarquablement organisé. A noter : il ne nous a jamais attaqués de front. Pour notre part, nous évitons de tomber dans l'anti-communisme, nous partons de l'analyse de la boîte pour expliquer nos positions.

Par exemple, un point de divergence entre nous d'une part, le P.C. et la C.G.T. de l'autre, c'est qu'ils disent : « La boîte est riche, le chiffre d'affaires a progressé de vingt-sept pour cent l'an dernier, elle acquiert des terrains et construit des bâtiments. Donc, Berliet peut satisfaire nos revendications. » C'est le slogan : « Popaul peut payer. »

Nous estimons, nous, que l'entreprise est dans une certaine impasse. Effectivement, le chiffre d'affaires a augmenté, mais il faut tenir compte du fait qu'on a pris de la production Citroën. Les usines s'agrandissent, mais le parc de machines-outils a dix-sept ans d'âge, et ça ne se renouvelle pas comme ça. L'entreprise a fait pour ses investissements d'énormes emprunts qu'elle aura du mal à rembourser. Elle a pris son retard technique il y a dix ans. Si elle a fusionné au niveau national et international, c'est qu'effectivement elle ne pouvait plus continuer toute seule.

Paul Berliet gère sa boîte comme un fermier, non comme un industriel. Il agrandit ses terrains. Mainte-

nant qu'il ne possède plus que trois pour cent des actions (quatre-vingt-dix-sept pour cent appartiennent à S.A. Citroën), tout laisse penser qu'il veut garder un certain nombre de services satellites - les huiles Berliet, les compagnies d'assurance, la banque (la Socofi) -, qu'il veut garder la propriété des terrains pour les louer à S.A. Citroën, et qu'il veut se débarrasser au plus vite des problèmes techniques qu'il est incapable de surmonter. Et ça ne le gêne pas de mettre l'entreprise dans des impasses financières.

Alors, nous pensons qu'il faut le dire. A quoi cela servirait-il de répéter, les yeux fermés : « Berliet peut payer, Berliet peut payer », jusqu'au jour où nous nous trouverons brutalement face à une crise ?

Nous pensons qu'il faut pousser l'analyse politique, sur la signification des concentrations, sur la situation de l'industrie française du poids lourd qui est de plus en plus sous domination internationale. Saviem est dans la dépendance technique de Man (Allemagne), et si Fiat fout la paix actuellement à Berliet, c'est uniquement parce qu'il a des problèmes en Italie.

Nous pensons qu'il faut poser le problème de la coordination internationale des luttes. Au niveau syndical, ça n'a pas dépassé jusqu'à présent le stade des visites de courtoisie entre dirigeants...

- Pour en revenir aux groupes politiques : existe-t-il des groupes révolutionnaires dans l'entreprise ?

- Il y a deux ou trois maoïstes très discrets, qui ne se font pas connaître. L'un d'eux s'est mis en avant l'an dernier dans le conflit des moteurs et il a été viré.

« Lutte Ouvrière » distribue périodiquement un journal. Mais ils n'ont pas de militants à l'intérieur. Ils vont à la pêche à la ligne. Ils connaissent quelques gars, ils leur demandent : « Qu'est-ce qui se passe dans ton coin ? » Leurs tracts ne sont géné-

ralement pas mauvais. Mais quelquefois ils tombent à côté. En dehors de ça, l'A.J.S. diffuse épisodiquement son catéchisme aux portes. En fait, chez Berliet, il y a une vive combativité ouvrière, mais pas de mouvement révolutionnaire structuré.

- Le P.S.U. a donc un rôle important à jouer...

- Ça, c'est sûr, qu'on a un rôle à jouer.

- Comment s'est passé le conflit de l'an dernier ?

- Chaban-Delmas avait lancé l'idée des contrats de progrès, la nouvelle société et tout le toutim. Berliet a aussitôt emboîté le pas, disant : « On va faire un contrat de progrès du tonnerre » En y mettant tout de suite les clauses restrictives et en proposant comme préambule quelque chose qui ressemblait à celui de l'ordonnance sur la participation. Tout y était, quoi.

Ça a été refusé. Finalement, on a signé un accord sans clauses restrictives. Il y avait des avantages intéressants, et aucune contrepartie ouvrière. Nous ne nous barrions pas la route de l'action. Alors, nous, d'accord. Si le patron nous accorde ça, on signe.

Pourquoi Berliet a-t-il signé, lui ? Parce qu'il prévoyait que, durant l'année 1970, il y aurait des conflits. Il voulait les désarmorcer. Sa production devait augmenter, mais il savait que son outil technique était inadapté. Nous faisons cent quarante camions par jour dans une usine conçue pour en fabriquer soixante-dix ou quatre-vingts. Ce sont les conditions de travail qui s'en ressentent.

Les types du montage moteurs ont démarré les premiers. Un jour, un palan est tombé en panne. Il fallait que les gars placent les blocs moteurs sur la

chaîne en les soulevant à la main - et c'est vachement lourd. Avec ça, il fallait assurer la production normale. Ça a craqué.

La plupart de ces gars-là n'étaient pas syndiqués. La moyenne d'âge dans cet atelier est très jeune, parce que seuls les jeunes supportent les cadences. Beaucoup vivent chez leurs parents, d'autres sont mariés sans enfant et leur femme travaille. Ils ont dit : « Nous, on s'en fout, on peut tenir. » C'était très joyeux, très fort.

Les syndicats n'ont pas réagi très vite. Ils disaient : « Il faut d'abord étudier l'affaire. » La direction les a convoqués, les a engueulés : « Ce n'est pas sérieux, on vient de signer un accord et ça débraye déjà, vous ne maintenez pas vos troupes, il faut y remettre de l'ordre. »

Les revendications portaient sur les cadences et les conditions de travail : manque d'outillage, manque d'espace - c'était plein de containers et de pièces dans tous les coins, les gars pouvaient à peine se tourner. Au bout de trois jours et demi, ils ont obtenu un certain nombre d'améliorations et même des réajustements de salaires.

Leur mouvement était resté très isolé. D'autres ateliers n'étaient pas loin de démarrer, les forges, les fonderies. Mais ça s'est arrêté là.

Cependant le mécontentement s'amplifiait. Il fallait, pour les syndicats, trouver une revendication unifiante, qui serve de catalyse. Ce fut la bagarre sur les primes de vacances et de fin d'année. Gros lancement, pétitions, affiches, « il nous faut la prime », etc. Il y avait une combativité terrible, tout le monde a débrayé très vite, quatre-vingt-dix pour cent du personnel ouvrier, soixante pour cent des mensuels. Ça ne s'était jamais vu.

Point positif : les assemblées du personnel, par atelier, par bureau, pour décider des formes de lutte. Autre point positif : les grèves articulées. Un secteur

débrayait, puis il rentrait et un autre sortait. En perdant vingt pour cent de ta journée, avec ce système, tu fais perdre au patron quatre-vingts pour cent de sa production. En plus, tu crées une tension dans la boîte, la hiérarchie et la direction perdent leur calme.

Mais si les travailleurs ont bien contrôlé les formes de lutte, il n'y a pas eu de contrôle sur les négociations. Il n'y avait d'ailleurs pas exactement des négociations. A la fin, Berliet a fait connaître ce qu'il appelait ses dernières propositions : il donnait deux fois quinze mille balles, alors que nous demandions deux fois cinquante mille. Le mouvement durait depuis un mois, nous avions tous fait entre trente-sept et trente-neuf heures de grève, ça ne faisait pas une perte de salaire très sensible. Mais les responsables syndicaux pensaient que, si la grève continuait, elle finirait par pourrir.

Ils ont proposé la reprise du travail, mais avec une question très bizarre : ils nous demandaient de voter pour ou contre les orientations des organisations syndicales. Ils réclamaient, en somme, un vote de confiance en blanc.

Notre position, au P.S.U., a été : « Nous, on ne vote pas une connerie pareille ». Pas mal de militants syndicalistes nous ont suivis, disant : « Je ne vote pas contre les orientations du syndicat, ça n'a pas de sens ; mais je ne suis pas pour la reprise du travail comme ça, à la sauvette. »

Cette position, comme les analyses que nous avions développées pendant le conflit, a eu un certain impact, mais surtout parmi les militants syndicaux. Pour le moment, nous posons plus de problèmes dans les syndicats que dans l'ensemble de la boîte.

Au début de cette année, la situation était bloquée sur le plan revendicatif. Berliet pratiquait une politique d'économies et d'arrêt de l'embauche. Beaucoup de mutations internes et un climat général de crainte, qui ne portait pas à la bagarre.

Les syndicats disaient : « Pour forcer Berliet, il faut avancer sur la convention collective nationale. » Mais les travailleurs ne se sentent pas tellement concernés par ces négociations au sommet. Ça ne portera des fruits que si on fait avancer par ce moyen le principe de la grille hiérarchique unique.

Cependant, les conditions de travail restent aussi mauvaises, spécialement pour les O.S... C'est une situation qui engendre forcément des conflits.

- De quelle manière le groupe P.S.U. intervient-il ?

- Dans les assemblées du personnel (nous avons obtenu dans la boîte six heures d'information par an, payées), eh bien ! nous ouvrons notre gueule.

Les travailleurs viennent presque tous à ces assemblées : c'est payé, et pendant ce temps-là tu ne bosses pas. Tant que ça se limite à des informations pures et simples, ça ne soulève pas les passions. Mais parfois quelqu'un pose des questions plus au fond et un certain intérêt se manifeste.

Je me souviens, un jour, la C.G.T. rendait compte du bilan de la boîte communiqué au comité d'entreprise. Elle concluait qu'il fallait nationaliser l'automobile, ce qui permettrait une gestion démocratique. J'ai demandé au gars de la C.G.T. : « Qu'est-ce que tu entends par gestion démocratique dans le système actuel ? » Il s'est emberlificoté les pédales, il a présenté ça un peu comme la cogestion. Alors nous étions assez à l'aise...

Quand je me lève, ils disent : « Bien, voilà le P.S.U. qui va tchitcher. » J'ai été candidat aux cantonales, tête de liste aux municipales à Vénissieux, je distribue régulièrement des tracts aux portes, je commence à être connu, quoi.

- Est-ce que des travailleurs non membres du P.S.U. participent à la vie du groupe d'entreprise ?

- Pas tellement, non.

- Par exemple, lors du conflit des moteurs, il a dû y avoir des gars qui se sont révélés ?

- Oui, mais ils ont été récupérés par la C.G.T. Sur la boîte, le P.C. a une emprise extraordinaire, par l'intermédiaire de la C.G.T... Nous sommes loin de faire le poids. C'est pourquoi je pense que le P.S.U. doit s'attacher à être de plus en plus compréhensible aux masses.

Les attaques que l'on mène contre nous en nous traitant de gauchistes portent de moins en moins. Nous l'avons bien vu pendant la campagne pour les municipales à Vénissieux : à part les membres du P.C., personne ne nous reproche nos liaisons avec les groupes révolutionnaires. Ça ne fait plus peur. Les actions menées par le Secours Rouge y sont pour beaucoup.

Ça ne veut pas dire que nous rassemblons des masses. Mais il existe de sérieuses possibilités, à condition que nous soyons capables de diriger des luttes populaires. Nous l'avons vérifié dans plusieurs communes du Rhône, à Bron ou même ici, à la ZUP de Vénissieux : nous avons retrouvé, même sur le plan électoral, le résultat de notre action dans les quartiers.

La grande question, c'est de savoir s'il existera un parti révolutionnaire. Je crois que nous y travaillons.

Quantité de gens, militants culturels, militants de quartiers, syndicalistes, se posent des questions. Ils n'ont pas encore des positions excessivement révolutionnaires. Un peu apeurés par les groupes, mais très déçus par la gauche traditionnelle, parce qu'ils se

rendent compte que ça ne sort pas de la scène, du théâtre, que ça n'entre pas dans la vie...

Même le P.C. est incapable de répondre à cela. Parce qu'il se limite à des questions de crédits. Il mène campagne par exemple sur le thème : trente-cinq élèves par classe. Bon, c'est un mot d'ordre juste. Mais il y a aussi des gens qui se posent des questions idéologiques, qui mettent en cause le contenu de l'enseignement, la culture bourgeoise. Ça, le P.C. n'en parle pas.

Coll. MichelRocard.org

VINCENT PICHERAL (Quimper)

LA LIAISON OUVRIERS-PAYSANS

Trente-sept ans. Fonctionnaire. A adhéré au P.S.U. en 1961 et à nouveau en 1969.

- La guerre d'Algérie a été le déclic, avec la prise de conscience de trois choses : l'importance de l'économique, la nécessité d'une action de masse, celle d'une phase violente pour la prise du pouvoir.

Alors, adhésion au P.S.U. en rentrant du service en Algérie, à la section du 9e à Paris. Et assez grande stupéfaction à la découverte de ce milieu, très IVe République : les maffiatages électoraux, les réunions bavardes, les luttes de tendances. J'ai suivi gentiment quelque temps, et puis je me suis tiré.

Je suis arrivé ici, à Quimper, en 66. J'ai failli adhérer au P.C., pensant que c'était le seul parti qui avait une base ouvrière sérieuse, et malgré son caractère stalinien. Ça allait se faire quand a explosé mai 68. Très rapidement, je me suis trouvé en opposition avec les camarades du P.C. et il n'a plus été question d'y entrer.

Nous étions quelques-uns à avoir suivi la même évolution. Nous nous interrogions. J'en avais marre

de cet attentisme politique que je rencontrais chez certains copains, qui se payaient des analyses très lucides mais ne faisaient rien. Je lisais les publications du P.S.U., et il m'a semblé y trouver un renouvellement complet dans sa façon d'aborder les choses. Alors j'ai franchi le pas, en me disant : ce n'est pas totalement satisfaisant, mais c'est le seul endroit peut-être où l'héritage de mai est vivace et assumé, où l'on ne romantise pas sur mai mais où on cherche à en tirer les leçons.

Je me suis trouvé dans une section encore très social-démocrate, très club de discussions pour classes moyennes. J'ai essayé de la lancer sur l'implantation. Meeting avec Rocard, en mai 70, dont la préparation, très sérieuse, a permis des adhésions. Neuf cents à mille personnes dans la salle. Un certain nombre de copains se sont décidés à ce moment-là : des militants syndicalistes notamment, C.G.T., C.F.D.T., C.D.J.A. (Cercle départemental des jeunes agriculteurs).

La section a changé de visage. Le problème de l'intervention dans les luttes s'est posé, et d'abord à propos d'une grève aux Nouvelles Galeries. Déclenchement de la grève à la base, reprise en mains par les syndicats, et tout de suite intervention du P.S.U. pour provoquer une réunion partis-syndicats. Les autres partis ont réagi de manière très traditionnelle, proposant un cartel, mais très méfiants envers toute action de collage d'affiches, distribution de tracts, collectes sur la voie publique. Vraies questions sur le problème de l'unité.

Ensuite il y a eu la grève de la conserverie Saupiquet. C'est une des grosses boîtes de la région, beaucoup d'ouvrières femmes, beaucoup de saisonniers, des conditions de travail très pénibles. La CGT a déclenché le mouvement sur des revendications salariales, en pleine période des épinards.

Les épinards étaient toujours livrés par les paysans

et allaient être fichus dans les vingt-quatre heures s'ils n'étaient pas traités. Alors, les quelques syndicalistes de la section P.S.U. ont lancé l'idée de les traiter en autogestion totale, et ensuite de les vendre sur la voie publique. Ça paraissait possible : chez les paysans plusieurs gars étaient prêts à partir, et dans l'entreprise nous avions des contacts assez favorables. A ce moment-là, le patron a cédé et la grève s'est arrêtée.

Ça a quand même fait naître l'idée qu'il fallait créer, à côté de la section P.S.U., un groupe ouvriers-paysans. Car, étant donnée la composition de la section à ce moment-là, le recrutement d'un certain nombre de camarades engagés dans la production ne pouvait pas se faire par la structure traditionnelle.

Ce groupe s'est mis sur pied. Il a tout de suite entamé un travail de réflexion théorique. Il s'est interrogé notamment sur les coopératives : l'inquiétude des camarades paysans, c'était qu'un conflit semblable à celui de Saupiquet se déclenche dans une coopérative, où le problème aurait été beaucoup moins simple.

Il nous est apparu que, pour développer le courant révolutionnaire ici à Quimper, et aussi pour assurer la prise du pouvoir dans la section P.S.U. par les éléments ouvriers et paysans, il fallait se payer un deuxième meeting. Et cette fois, pas un meeting de prestige, un meeting-cinéma, mais un meeting enraciné dans les problèmes ouvriers et paysans. Nous avons invité Bernard Lambert et Behar (responsable de la commission nationale entreprises) sur le thème : unité ouvriers-paysans.

Gros travail sur les boîtes et dans les campagnes pour le préparer. Il s'est trouvé que, le jour même du meeting, a commencé le conflit de la laiterie d'Entremont. C'était une grève déclenchée à la base avec la C.G.T., sur les conditions de travail des salariés et particulièrement des camionneurs chargés du ramassage du lait dans les fermes. Les paysans

fournissent le lait tous les jours. On se retrouvait devant le même problème qu'à Saupiquet.

Nous avions prévu, avant notre meeting, une réunion du groupe ouvriers-paysans. Inutile de dire qu'on n'y a parlé que d'Entremont.

Au C.D.J.A. [1], les gars étaient prêts à déclencher une action exemplaire. Le soir même, paysans et syndicalistes d'Entremont se rencontraient. Ils décidaient : le lait sera ramassé par des camions pris à l'usine : dans chaque camion, un chauffeur, un ouvrier et un paysan ; le lait sera livré à la laiterie jusqu'à ce que ça déborde.

Tout lait livré doit être payé, c'est la règle. Alors les paysans s'engageaient à reverser aux camionneurs et aux ouvriers une partie du salaire que représentait le paiement du lait. Dernière décision : présentation commune des revendications des ouvriers et des paysans, celles-ci portant sur le prix du lait. Tout s'est passé comme prévu. Une journée et demie plus tard, le patron cédait sur presque tout.

Tout de suite après, campagne d'explication politique sur cette affaire, par voie de tracts. Et presque aussitôt éclatait un deuxième conflit semblable, à la coopérative laitière de Carhaix. Mais cette fois, l'unité ne s'est pas réalisée. Il s'agissait d'une coopérative et, du coup, les paysans se sentaient plus ou moins patrons.

Ça a évidemment donné une impulsion terrible au travail de réflexion du groupe ouvriers-paysans, qui a abouti à un ensemble de thèses sur la question des coopératives, publiées dans « Tribune socialiste » et reprises pour l'essentiel dans le programme d'action du P.S.U. Nous disions qu'il fallait démythifier les coopératives, en montrant que, du fait qu'elles sont intégrées au système, elles ne permettent nullement l'apprentissage du socialisme. Mais que pour cela, il

1. Centre départemental des jeunes agriculteurs.

fallait sans doute commencer sur les entreprises agro-alimentaires privées, et ensuite montrer que les coopératives s'alignent sur elles en tout.

Là-dessus arrive la campagne sur le procès des cinq militants basques espagnols à Burgos. L'échec d'une action cohérente à Quimper sur cette affaire nous a obligés à une réflexion sérieuse sur le mythe de l'unité des cartels, et sur les raisons de l'extrême prudence du P.C. Il n'y avait pas de Secours Rouge ici, et nous avons conclu qu'il fallait en créer un.

D'autant plus que cette affaire a été suivie immédiatement du procès de cinq paysans de la région, qui, à la tête d'une manifestation, avaient investi une étude de notaire et empêché la vente aux enchères d'une terre. Nous avons essayé d'associer les partis de gauche à une action de protestation contre le procès. Echec. Nous y sommes donc allés tout seuls. Nous avons organisé une collecte sur la voie publique pour payer les amendes des gars, avec pancartes et tracts explicatifs.

Tout ça a entraîné dans la section une évolution radicale. De ceux qui étaient là il y a deux ans, deux seulement continuent à venir régulièrement aux réunions et à militer activement. Nous avons enregistré quelques démissions, de gens qui prétendaient que nous faisions de l'ouvriérisme : selon eux, dire que la direction du parti devait revenir aux ouvriers et aux paysans, c'était signifier qu'elle ne devait pas revenir à tout le monde, c'était antidémocratique.

Tant pis. Nous continuons.

- Toi-même, tu n'es ni ouvrier ni paysan. Comment vois-tu la place des intellectuels dans le P.S.U. ?

- Eh bien ! je me suis trouvé assez vite dans une situation difficile. J'avais joué un certain rôle dans la transformation de la section. Et je suis devenu un

peu un leader, celui vers lequel on se tournait parce qu'il avait l'habitude de la parole, une certaine connaissance du marxisme, un certain art des synthèses. Ça m'était pénible, parce qu'en contradiction avec ce que je pense sur l'évolution nécessaire du parti.

Mais peu à peu, ça se modifie. Les bonnes réunions de section, maintenant, sont celles que dirigent les copains engagés dans les luttes ouvrières et paysannes.

Alors moi, qu'est-ce que je fais à partir de ce moment ? Eh bien ! je parle beaucoup moins. Et je m'aperçois que je parlais trop. Mon rôle, c'est le travail de synthèse et de rapports que les copains n'ont pas le temps de faire. C'est, je crois, la tâche des intellectuels dans le parti : la mise en forme théorique - à condition de veiller à ne pas « gauchir », dans le mauvais sens du mot, ce que les militants engagés dans les luttes ont découvert. Egalement tout un travail matériel, fabrication des tracts, recherche de salles pour les réunions, etc.

Mais je crois qu'il faut éviter une trop grande spécialisation. Ainsi, nous n'avons plus de secrétaire de section : il y a un bureau collectif. Dans les réunions, la présidence est tournante. Ce sont des petits détails, mais l'objectif est d'empêcher la sécrétion de notables ou de dirigeants qui apportent toutes les réponses d'en haut...

C'est une conception assez opposée à l'option bolchevique. Ça m'ennuie de dire ça. J'ai eu beaucoup de mal à l'accepter. Mais je ne crois plus qu'on puisse être marxiste-léniniste orthodoxe aujourd'hui.

Nous prenons là un risque : une conception bolchevique du parti, c'est beaucoup plus confortable. D'une efficacité plus apparente. Et puis l'intellectuel y est très à l'aise. Parce qu'à mon sens, une conception bolchevique entraîne un pouvoir important pour les intellectuels, dans la mesure où ce sont eux qui détiennent la vérité.

Mais à partir du moment où tu es mêlé quotidiennement aux luttes, en essayant d'y découvrir les possibilités d'une prise de conscience révolutionnaire des masses, ce n'est plus possible. Le parti doit se construire d'abord à la base, et préfigurer ainsi, d'une certaine manière, cette société socialiste que nous espérons.

- Le parti doit cependant avoir un programme ?

- Le P.S.U. s'est doté d'un « programme d'action », conçu comme la définition d'un certain nombre d'axes de lutte pour précipiter la crise et le renversement du capitalisme, et en même temps préparer des structures et des comportements pour l'avenir. C'est très important. Nous devons constamment mettre l'accent sur ce programme d'action, le reprendre, le préciser, le reformuler.

Mais il faut effectivement le doubler d'une sorte de « programme de transition », qui indique quelle politique nous voulons suivre après le renversement de l'Etat capitaliste, dans la période de transition vers le socialisme.

Certains n'admettent pas cette nécessité. Pour eux, c'est le programme d'action qui préfigure la société socialiste ; c'est dans la lutte, dans la foulée de la prise du pouvoir, dans l'échauffement, dans la créativité que tout s'inventera, et l'on ne peut pas dire avant ce que ça sera après. Tout ça est joli, mais purement formel, et finalement très intellectuel.

Les paysans, quand tu leur dis ça, ils ne te prennent pas au sérieux. Ils te disent : « Ecoutez, le socialisme, on aimerait bien savoir ce que c'est. »

Il en va de même dans la quasi-totalité de la classe ouvrière et dans les classes moyennes. Le mot socialisme a été accommodé à tant de sauces qu'il ne veut plus rien dire. Le socialisme, pour la plupart, c'est

l'augmentation du niveau de vie, et pour certains la laïcité. Pas beaucoup plus.

Il nous faut donc définir - à partir de notre expérience concrète, d'une analyse de la société actuelle, des aliénations, des conflits -, définir un visage du socialisme. Non pas un programme-catalogue qu'on feuillette, mais un projet de société.

Il nous faut réfléchir à un certain nombre de problèmes : qu'est-ce que ça peut être, une véritable propriété collective des moyens de production ? Et l'autogestion ? Qu'est-ce que ça apportera aux gens, dans leur vie ? Comment est-ce que ça s'articulera, concrètement, avec la planification ? Comment sera évitée la bureaucratie ? Comment disparaîtra peu à peu la division du travail ? Nous avons quelques idées là-dessus, mais pas assez précises encore.

Et il nous faut réfléchir aussi à tous les problèmes du quotidien : la structure familiale, la démocratie à l'échelon local, dans les quartiers, tout ce qui concerne l'organisation non hiérarchique de la société dans tous les domaines.

Il faut que le socialisme soit crédible, et en même temps enthousiasmant. Que ça vaille la peine. Malheureusement, ce que présentent les partis de gauche traditionnels, ça vaut de moins en moins la peine.

Et puis il nous faut insister sur notre conception du passage au socialisme : notre condamnation d'une stratégie électoraliste, du « passage pacifique et démocratique » dont parle le P.C... Sur la nécessité d'une crise - ce qui ne signifie pas forcément la guerre civile, mais prioritairement une mobilisation intense, un conflit généralisé à l'échelon de la production, des entreprises, de la terre, du cadre de vie...

Tout ça, il n'y a que le P.S.U. qui le dit d'une manière à peu près cohérente. Les groupes gauchistes le disent, mais en général d'une manière tellement romantique que personne n'y croit. C'est pourquoi je crois le rôle du P.S.U. capital.

Avec un élément très important, c'est l'opposition communiste. Penser que la masse des travailleurs qui sont au P.C. ne participeront pas à la construction du socialisme, c'est du délire. C'est pourquoi, ici, nous maintenons les contacts avec un certain nombre de camarades communistes, et nous sommes très prudents quand nous parlons du P.C. Nous nous méfions d'un anticommunisme systématique, qui mettrait dans le même panier l'appareil à la fois stalinien et réformiste du P.C., et puis la masse des travailleurs et des militants qui y sont...

Coll. MichelRocard.org

Coll. MichelRocard.org

RENEE CAUSSE (Finistère)

UNE AGRICULTRICE

Trente et un ans. Agricultrice. Militante syndicale. Membre du P.S.U. depuis 1970.

- Nous sommes trois ménages d'exploitants en GAEC (Groupement agricole d'exploitation en commun). Ça s'est fait un peu tout seul, en 1966. Les hommes se connaissaient, avaient l'habitude de travailler ensemble. Ils pensaient donner à leurs exploitations la même orientation : l'élevage des laitières. Ils se sont dit : « Au lieu de faire chacun son truc, mettons-nous ensemble... »

Nous avons cru, naïvement, que ça nous permettrait de résoudre beaucoup de problèmes. Mais on n'y échappe pas : le GAEC se trouve affronté aux mêmes questions de financement, de compétitivité qu'une exploitation individuelle.

Toutes les terres sont affectées au GAEC. Cependant, chaque ménage a gardé une part de production sans sol : les deux autres ont un petit atelier de truies, nous un atelier de chevaux de selle. Ce sont les femmes, essentiellement, qui s'en occupent. L'ar-

gent que ça rapporte n'est pas mis en commun : c'est le salaire des femmes.

Nous rencontrons des problèmes assez épineux : sur le plan foncier par exemple. Nous avons des terres en propriété, d'autres en location. Ceux qui viennent d'acheter des terres ont sur le dos un paquet d'annuités énorme. Les autres, propriétaires depuis vingt ans, ont déjà payé. Les situations sont assez différentes.

Le matériel appartient au GAEC. Mais une partie avait été achetée auparavant et n'est pas totalement payée. Là encore, les annuités sont endossées individuellement.

Le GAEC donne, à chaque ménage, mille francs par mois, comme salaire en somme. C'est loin de couvrir nos annuités. En plus, nous avons droit à une part de céréales pour l'atelier de chevaux. Sans cet atelier, nous aurions bu le bouillon depuis longtemps.

Nous cherchons à tout prix une gestion saine, du point de vue comptable, au niveau du GAEC. Le Crédit agricole l'exige. Nous ne trouvons donc aucun intérêt à faire endosser au GAEC les pépins, les annuités que nous avons personnellement. On peut avoir un GAEC qui se porte bien et, individuellement, un ou deux associés qui battent de l'aile.

On retrouve le même problème au niveau des coopératives : elles ne veulent pas faire faillite. Elles choisissent donc une politique de compétitivité, elles se soumettent à la loi du marché. Alors ce sont les petits agriculteurs qui font faillite. A quoi sert donc la coopérative ?

A l'origine, l'objectif des coopératives était de sauver les agriculteurs, affrontés personnellement à des marchands qui faisaient la pluie et le beau temps. Elles avaient un caractère social.

Maintenant, elles sont enfermées dans le système économique. Dans la compétition avec les firmes

capitalistes pour la conquête des marchés, elles sont amenées à éliminer tous les agriculteurs qui n'ont pas suffisamment de production. C'est dit clairement dans les rapports moraux à l'assemblée générale des coopérateurs : « Nous devons être une coopérative pour une élite, pour des agriculteurs chefs d'entreprise. Les autres, tant pis pour eux. La coopérative n'est pas l'assistance sociale. »

Lorsque les agriculteurs ont revendiqué une augmentation du prix du lait, se battant en somme pour leur salaire, il aurait été logique que la coopérative se mette de leur côté, se batte avec eux, puisque en principe elle était leur affaire. En fait, elle s'est située dans le camp opposé.

C'est vrai que, si elle n'emploie pas les mêmes moyens que les firmes privées, la coopérative sera perdante sur le marché. Mais alors, à quoi sert-elle, sinon à leurrer les gens ? Elle n'est plus qu'un paravent pour empêcher les agriculteurs de mettre le système en cause et de faire la jonction avec les autres travailleurs.

- Comment la coopérative est-elle administrée ?

- En principe par les agriculteurs, qui élisent un certain nombre des leurs au conseil d'administration. En fait, les agriculteurs sont tout à fait démunis pour contrôler la gestion des grandes coopératives.

Nous dépendons d'UNICOPA, qui était à l'origine une fédération de petites coopératives laitières. UNICOPA couvre une surface géographique importante en Bretagne. C'est une très grosse entreprise. L'appareil administratif - le directeur et ses adjoints - dispose seul des éléments nécessaires pour en fixer l'orientation, détermine seul la politique de l'entreprise. Les administrateurs approuvent.

- Tu employais tout à l'heure l'expression « agriculteurs chefs d'entreprise ». Qu'entends-tu par là ?

- C'est une expression de notre jargon syndical, pour désigner l'agriculteur qui a fait un certain choix : quelqu'un qui a décidé de se préoccuper avant tout de son entreprise, de mettre tous les moyens en œuvre pour se situer le mieux possible sur le marché. Ce qui suppose : éliminer les autres.

A cela, nous opposons, nous autres du C.D.J.A., la conception de l'agriculteur travailleur. Je reviens à l'exemple de la coopérative : les agriculteurs peuvent se déterminer soit comme patrons - ce qui les entraînera à réprimer les revendications des ouvriers de la coopérative -, soit comme travailleurs.

Dans le deuxième cas, on définit des travailleurs à la transformation (les ouvriers) et des travailleurs à la production (les paysans). Cette analyse correspond en fait à la réalité. Faire miroiter la notion de l'agriculteur chef d'entreprise, c'est une pure mystification : parce que la majorité des agriculteurs ne pourra jamais le devenir. Une petite minorité, composée de ceux qui sont le mieux armés au départ, y parviendra. Les autres seront éliminés en cours de route.

Cette découverte de la notion de l'agriculteur comme travailleur, que nous avons faite sur le plan syndical, nous a amenés à ne plus nous attacher à la propriété des moyens de production, qu'il s'agisse du sol ou du matériel.

Ç'a été un long cheminement. Personnellement, c'est en travaillant depuis dix ans avec l'équipe du C.D.J.A. que je me suis rendu compte de tout ce qui ne colle pas dans le monde actuel. J'ai compris peu à peu qu'à ce niveau-là, le syndicalisme pouvait poser les problèmes mais non les résoudre, et qu'il fallait aborder le plan politique. Je suis entrée au P.S.U.,

parce que c'est là que je trouvais un écho aux positions que nous avions prises sur le plan syndical.

Cette évolution, bien sûr, est encore le fait d'une minorité. Quand on emploie le mot « politique », les gens ont un peu peur d'être violés.

Ce qu'on appelle « politique », dans le milieu paysan, c'est automatiquement à gauche. On reprochera à un militant syndical de faire de la politique, s'il s'agit d'une politique de gauche. Mais ça ne gênera personne de voir des militants syndicaux au Centre démocrate. Autrement dit : remettre la société en cause, c'est de la politique ; mais vouloir l'entretenir comme elle est, ça n'en est pas. L'ensemble du milieu en est resté là.

L'évolution du C.D.J.A. a permis de transformer un peu ces mentalités : le C.D.J.A. s'est prononcé en fait pour une société socialiste, bien qu'il n'ait jamais employé ce mot. Et ça commence à se retrouver dans la branche « aînée » du syndicalisme agricole, à la F.D.S.E.A. [1]. Ça provoque des clivages.

- Est-ce que ça ne risque pas d'entraîner une scission dans le syndicalisme agricole ?

- Il faudra bien que ça arrive un jour. Parce que c'est terriblement artificiel, ce syndicalisme où se retrouvent les gros et les petits, les partisans du système capitaliste (et ses profiteurs) avec ses victimes.

La seule séparation actuelle est la séparation d'âge, entre les Cercles de jeunes agriculteurs (jusqu'à 35 ans) et les autres. Ça ne veut pas dire grand-chose.

- Est-ce que pour toi, qui es une femme, l'engagement syndical et

1. F.D.S.E.A. : Fédération départementale des Syndicats d'Exploitants agricoles.

politique ne pose pas des problèmes particuliers ?

- Dans de nombreuses communes, il existe des groupements féminins de vulgarisation qui marchent très bien. Les femmes s'y rencontrent pour une formation technique et ménagère. Un programme est établi chaque année : l'embellissement de la ferme, ou bien la comptabilité, l'alimentation du porc, la traite. Des conseillers et des techniciens, qui dépendent des Chambres d'agriculture, y sont affectés.

Ça permet aux femmes de se rencontrer. De ce point de vue, c'est très utile. Parce qu'à part la messe le dimanche ou le samedi soir, les occasions de rencontre sont rares. On ne fait plus les courses au bourg, on va en voiture jusqu'au supermarché. Les femmes sont de plus en plus isolées.

Mais dépasser ce stade du perfectionnement technique, pour amener les femmes à envisager les problèmes sur le plan syndical, est très difficile.

Pour les hommes, c'est entré dans la tradition : la majorité des agriculteurs assistent aux assemblées syndicales. Mais ils ne tiennent pas tellement à ce que leurs femmes y aillent aussi. La femme a son travail à la maison, ses gosses. Quand elle s'absente, il faut qu'elle soit remplacée. Le mari ne reste pas. Je ne connais aucun mari qui remplace sa femme à la maison quand elle va à une réunion ou à une session. Il faut qu'elle s'adresse à sa mère, à sa belle-mère, à une voisine...

Les belles-mères trouvent tout à fait normal que leurs brus aillent à des réunions de vulgarisation l'après-midi. Mais s'il s'agit d'une réunion syndicale, ça ne passe pas aussi facilement : elles n'ont jamais fait ça, de leur temps. De toute façon, les femmes ne tiennent pas à se faire remplacer trop souvent par leurs belles-mères. Les problèmes de cohabitation sont souvent difficiles en milieu paysan. Alors, ima-

gine s'il s'agit d'une activité politique. Personnellement, on ne m'en a jamais rien dit. Mais je pense bien qu'on murmure qu'une femme qui a six gosses ferait mieux de rester à la maison pour s'en occuper. Je crois que le milieu est très dur lorsqu'il s'agit d'une femme.

Enfin, pour moi, je ne suis pas trop pessimiste. Dans mon activité syndicale, il m'arrive souvent de faire le tour de la commune pour rencontrer les gens, je n'ai jamais connu de difficultés.

Mais nous n'en sommes pas encore au stade de l'apparition politique. Par exemple, les agriculteurs se mobilisent facilement pour une action sur le foncier : pour intervenir dans une vente aux enchères, pour empêcher l'expulsion d'un fermier. Le téléphone arabe fonctionne très bien dans ces cas-là. Il y a même un certain plaisir à cet aspect clandestin de l'action. Mais parce que ça se passe sur le plan syndical.

Si la même action, exactement la même, était menée sous une étiquette politique, ça ne marcherait pas. Les gens vont même jusqu'à protester si un parti politique utilise l'exemple de telle ou telle action syndicale dans un tract qu'il publie. Les gens ne veulent absolument pas que ce qu'ils font sur le plan syndical ait une portée politique. Il y a là un blocage difficile à faire sauter.

LINO OTTOGALI (Dordogne)

LE DÉSERT DANS LES CAMPAGNES

Trente-sept ans. Agriculteur près de Bergerac (Dordogne). Militant syndical. Membre du P.S.U. depuis 1967. Membre de la commission nationale agricole.

- Les structures agricoles par ici - exploitations très morcelées et très petites, polyculture - sont comparables à celles de l'Ouest. Sauf que la population est beaucoup plus vieille, ce qui provoque une évolution foncière rapide.

L'agriculteur âgé, qui veut partir - il en a marre, il prend sa retraite -, il ne cherchera pas à toucher l'indemnité viagère de départ. S'il trouve acheteur à bon prix, il vendra. Mais la surface ainsi libérée n'ira pas aux agriculteurs en place. Elle sera achetée par des bourgeois des villes, des notables, des membres de professions libérales, qui veulent avoir leur part de territoire national, leur résidence secondaire avec vingt-cinq hectares autour.

Ces gens-là achètent à cinq mille ou six mille francs l'hectare une terre qui, pour la production agricole, ne vaut pas plus de deux mille cinq cents francs.

Ensuite, ils ne louent pas. Ils plantent des peupliers. Ils sont subventionnés pour cela : la Dordogne est classée département à reboiser. Je connais un chef d'entreprise de Périgueux qui doit ainsi posséder dans les trois mille ou quatre mille hectares.

Ils ont des parcelles enclavées dans les terres du petit agriculteur voisin. Ils se moquent pas mal de faire des échanges, du remembrement. Alors l'agriculteur, coincé dans ses parcelles enclavées par de la forêt, il fout le camp. C'est ce qu'on cherchait. Le rapport Vedel [1] s'applique ici tous les jours.

Ainsi, le processus de désertification de la Dordogne s'accélère. On va faire de notre région un pays touristique, un immense parc, où l'on conservera quelques agriculteurs pour la couleur locale. On leur mettra une casquette et ils ouvriront la grille du château.

Qu'est-ce que tu veux que des jeunes fassent par ici ? Economiquement, ce n'est pas viable. L'agriculture est trop morcelée au départ, les routes trop tortueuses, pas de chemin de fer, pas de voies navigables, très peu d'entreprises... Entre les deux guerres, l'instituteur, lorsqu'il voyait un gars qui avait un peu de cervelle, il disait : « Toi, tu feras un bon employé des postes, un bon cheminot... » La politique des députés du coin, qui ont tous été ministres sous la IIIe et même un peu après, c'était de caser les gars aux PTT, à la SNCF ou dans n'importe quelle administration.

Maintenant, les nobles à targette qui ont mal tourné essaient de vendre leur région. Mais pas à n'importe qui. Nous avons droit au gratin de la société, gens de lettres, de cinéma, de théâtre...

Il existe une association, l'Exper (Association pour l'Expansion du Périgord), qui s'occupe de draîner

1. Le rapport Vedel préconisait une réduction des terres cultivées et du nombre des agriculteurs.

des capitaux pour le développement touristique. Son président est Marc Blancpain, de l'Alliance française. On y trouve des personnalités parisiennes, des avocats de Bordeaux, des hobereaux du coin, et puis le responsable régional des Affaires culturelles, qui s'intéresse beaucoup à la préhistoire.

Tous ces gens-là ne veulent pas voir arriver ici les sociétés à gros capitaux, qui construiraient des V.V.F. ou des choses comme ça. Il nous disent : « Vous êtes contre le capitalisme ? Nous aussi. Vous et nous, même combat. » Leurs arguments portent. Ils nous pousseront dehors en douceur.

Mais nous demandons : pourquoi ne pouvons-nous pas vivre où nous aimons vivre ? Regarde ce pays : est-ce qu'il n'est pas beau ? Et mon vin est bon. Pourquoi devons-nous nous entasser à quelques millions dans des villes où il n'y a plus d'oxygène, nous abrutir six jours par semaine pour gagner le droit de revenir en Dordogne le septième ?

Dans la mesure où nous acceptons de partir, nous détruisons toute chance de voir se créer ici les infrastructures et les industries dont la région a besoin. Le développement régional n'est concevable que dans la mesure où il existe un potentiel humain sur place. Alors nous nous battons.

Nous essayons d'organiser nous-mêmes notre tourisme. Nous nous battons pour le maintien d'une agriculture qui serait le support d'une infrastructure touristique. Si le tourisme est organisé par de grosses sociétés capitalistes, ou monopolisé par une certaine classe sociale, on n'aura plus besoin d'agriculteurs : on importera les produits d'ailleurs, et quelques saisonniers avec. Ça suffira...

- Vous vous battez comment ?

- Nous résistons à l'accaparement des terres, à l'expulsion des paysans.

Par exemple : un paysan s'est installé sur une ferme par ici en 61 ou 62, avec droit de transformer son bail de métayage en fermage. Au terme fixé, il en fait la demande auprès de son patron, qui est un haut fonctionnaire. Il n'était pas obligé de le faire : la transformation était de droit, il suffisait qu'il avertisse. Mais il demande.

Je ne sais pas ce qui s'était passé, peut-être qu'il ne tirait pas assez bas le chapeau devant le patron. Celui-ci en tout cas décide de faire partir son métayer. Il ne sait pas quoi faire de sa terre, mais il veut la récupérer. Il engage un expert, qui établit un rapport cousu main, concluant que le métayer n'est pas capable de devenir chef d'exploitation. Et ça passe en tribunal paritaire.

Le métayer prend un avocat. Etrange hasard : celui-ci oublie de réclamer dans les délais voulus une contre-expertise ! Le métayer perd son procès, va en appel, perd encore, et perd à nouveau en cassation. Il doit partir. En plus, il lui faut payer une amende au patron : comme l'affaire a traîné quelques années, son bail a pris fin et il est coupable d'occupation illégale des locaux !

Il faut dire que ce monsieur, catholique pratiquant, vit dans une région laïque et de gauche. Il est très isolé, fréquente peu les gens de la commune, sauf ceux qui vont à la messe comme lui - mais qui se rangent tous dans le camp du patron.

On saisit son bétail. Personne ne le sait, personne ne réagit. Puis est décrétée une saisie de récoltes. Cette fois, le maire et l'instituteur-secrétaire de mairie, qui sont P.S.U., l'apprennent. Ils nous alertent. Nous, au niveau de la Fédération des exploitants agricoles, nous faisons étudier le dossier par des juristes, qui nous disent : « Ce type-là s'est fait rouler par tout le monde. » Alors nous décidons de le soutenir.

La municipalité provoque une assemblée générale

de tous les agriculteurs de la commune. Ceux-ci envoient au préfet une motion affirmant qu'ils sont tous solidaires du fermier, qu'ils entendent le maintenir dans les lieux quoi qu'il arrive. Un contrat de fermage est établi, signé par tous les agriculteurs, contresigné par la Fédération des exploitants, envoyé au préfet et au patron. Et nous attendons.

Aux dernières nouvelles, le fermier a reçu une lettre de quelqu'un dont tu as sans doute entendu parler, le milliardaire Sylvain Floirat, grand mécène du coin, qui lui dit : « Vous voudrez bien m'envoyer l'adresse de votre patron, parce que Monsieur le Préfet de la Dordogne m'a demandé d'intercéder auprès de lui. » Ce qui prouve qu'ils ont quand même la trouille.

Autre cas : un camarade, sympathisant P.S.U., que son patron veut aussi expulser, afin de récupérer la terre au profit de son fils qui est conseiller publicitaire et habite boulevard de Courcelles à Paris. (Bel endroit pour être agriculteur...)

L'affaire est passée récemment devant le tribunal. Nous nous étions entassés cent vingts ou cent cinquante dans la salle. A la sortie, j'ai accroché le patron, lui demandant si, à ses yeux, le travailleur était une machine qu'on met au rebut quand elle ne plaît plus, ou si c'était un homme comme lui.

Réponse : « Je n'ai pas à discuter avec vous sur la place publique. Mais si vous voulez venir chez moi, nous pourrons nous expliquer à deux et développer nos arguments. » J'ai refusé. Lui : « Je n'ai pas affaire à un groupe, j'ai affaire à un individu qui m'interpelle. » Moi : « Non. Vous avez affaire à la profession agricole qui vous demande des comptes. »

Il est remonté dans sa voiture. Nous n'avons pas voulu faire de scandale, ça n'aurait servi à rien. Il savait que nous étions là, ça suffisait.

Dans ces deux cas, bien que l'action ait été prise

en charge par la Fédération des exploitants agricoles, tout le monde a dit : « Ce sont les militants P.S.U. qui le font. » Par le fait, c'était vrai. Si ce n'étaient pas des militants, c'étaient des sympathisants...

- On voit bien le « style » P.S.U. dans les actions que vous menez. Mais on n'a pas l'impression que vous proposez une orientation. Pas plus que les autres partis...

- Nette, qui trace le chemin, qui dise : Voilà, c'est là qu'on va ? C'est exact, nous ne l'avons pas encore.

On nous dit : « Vous, au P.S.U., vous critiquez, vous remettez tout en cause, mais qu'est-ce que vous proposez ? » Et là-dessus, pendant longtemps, à la commission nationale agricole, on coinçait. On discutait des journées entières, on tournait en rond.

Nous savons bien quels sont nos ennemis, et à quoi correspond la politique actuellement mise en œuvre. Nous savons qu'il faut considérer la terre comme un outil de travail, non comme un objet de spéculation. Mais nous voulions déboucher tout de suite sur le programme, et nous nous cassions la figure.

Nous avons senti que nous débouchions sur quelque chose, sur un programme d'action et de recherche, lorsque nous nous sommes mis à analyser les luttes et les situations à la base.

Ce n'est pas simple, un programme socialiste pour l'agriculture. Dans une entreprise industrielle, il y a un patron et des salariés : la collectivisation, on a une idée de ce que ça veut dire. Mais les agriculteurs, eux, se posent des questions : « Quel sera mon statut ? A qui appartiendront la terre, le matériel ? Est-ce que je devrai travailler au rendement ? Est-ce que je vendrai mes produits ? »

Alors, si nous proposons : « On va collectiviser, avec un commissaire du peuple pour répartir les terres », nous nous ferons casser les reins.

Nous devons donc amener les gens, en partant des luttes, à mettre en cause le capitalisme. Et à essayer d'imaginer, eux-mêmes, à la base, ce que peut être la société future.

Et puis nous savons très bien que, socialisme ou pas, nous vivons dans une région en perte de vitesse. Socialisme ou pas, nous devrons nous battre avec d'autres secteurs de l'économie, qui auront des intérêts différents, pour continuer à vivre ici. L'important, c'est que les règles du jeu ne soient plus les mêmes.

- Quelle est la situation politique en Dordogne ?

- La Dordogne était radicale et socialiste tant que ces gens-là tenaient le pouvoir. Elle est devenue U.D.R. du moment où l'U.D.R. est arrivée au gouvernement. Parce que les gens ici sont habitués à tirer les sonnettes. Non pas pour implanter des entreprises, mais pour que le député trouve une place au fils ou au petit-fils.

Le P.C. est en perte de vitesse. Il ne recrute plus. Quant au parti socialiste, n'en parlons pas. Il crève.

Les partis de gauche conservent une influence parmi les notables du syndicalisme paysan. Le président de la F.D.S.E.A., les vice-présidents, le secrétaire général, sont des socialistes ; tout au moins, ils se désignent ainsi. Ils ont pour nous un avantage : ils couvrent les actions que nous menons.

Ils le font parce qu'ils ont besoin de nous pour rester en place. Le jour où nous cesserons de voter pour eux, la Fédération basculera vers les communistes. Mais alors nous ne pourrons plus travailler. Le P.C., lui, fera tout pour nous en empêcher.

Nos rapports avec les communistes sont assez froids. Ils nous reprochent de faire du gauchisme, donc de servir le gouvernement. Toutes les luttes que nous menons sur le foncier, ils ne comprennent pas. Ils nous disent : « Vous entrez dans l'illégalité, ce n'est pas possible. » Mais ils continuent à se prétendre communistes et révolutionnaires.

Le seul acte « révolutionnaire » qu'ils acceptent, c'est le défilé dans la rue avec drapeau en tête, bien organisé, bien policé. Le « grand rassemblement de masse », comme ils disent.

- Et quelle est l'influence du P.S.U. en Dordogne ?

- Sur le plan électoral, très faible : trois pour cent aux élections générales. Mais pas mal d'élus tout de même aux municipales, ce qui est le signe d'un début d'implantation. Cent quarante à cent cinquante adhérents en tout, principalement des paysans, les instituteurs en second rang et une base ouvrière embryonnaire : nous ne serions guère capables de créer un groupe que dans une seule entreprise...

Mais beaucoup de sympathisants, un écho très important parmi les jeunes agriculteurs. Certains cantons tournent entièrement autour des idées du P.S.U.

On parle de nous. En bien ou en mal, mais ça réagit. Ça prouve que nous existons...

BERNARD LAMBERT (Loire-Atlantique)

LES PAYSANS CONTRE LE CAPITALISME

Trente-neuf ans. Agriculteur près d'Ancenis (Loire-Atlantique). Militant syndical. Membre du P.S.U. depuis 1965. Responsable de la commission nationale agricole.

- Mon père était métayer. Il saluait le patron de la ferme en lui donnant son titre : « Bonjour, monsieur notre maître. » Et le patron répondait : « Bonjour, mon brave Joseph. »

Mon père donnait au patron la moitié de ses récoltes. Il payait seul les engrais, la réparation du matériel, les battages. Sur sa moitié de céréales, il faisait des volailles et il en donnait au patron. Il donnait également des journées gratuites : c'étaient les redevances, la corvée en somme. Mon père devait au patron une somme importante.

Mais le patron était bon pour nous. Il descendait souvent du château et nous faisait des cadeaux : des vieux vêtements pour les enfants par exemple. Il ne voulait pas nous mettre à la porte. L'argent que nous lui devions, c'était sans intérêts.

Mon père s'est incliné presque toute sa vie. Il votait « catholique », c'est-à-dire royaliste.

Dès l'âge de sept ou huit ans, j'ai ressenti cela et je me sentais désemparé, révolté. Par la suite, longtemps après, mon père s'est dégagé de cette emprise, mais après une période de tension avec ses enfants. Deux de mes frères étaient partis, l'un comme ouvrier boulanger, l'autre comme ouvrier mécanicien. Nous étions restés deux sur l'exploitation. Nous ne voulions plus travailler avec des bœufs ou des chevaux, nous voulions acheter un tracteur, changer les méthodes de production.

Nous étions convaincus, mon frère et moi, qu'il était possible, à des paysans maîtrisant le progrès technique, de s'en sortir. Nous n'avions pas rencontré le capitalisme, nous ne connaissions que les patrons féodaux. Notre première bataille, que nous avons gagnée, visait à transformer le statut de métayage en fermage, à devenir locataires, au lieu d'être à moitié. En 50, mon père nous a cédé l'exploitation. J'avais à peine vingt ans, mon frère quatre ans de plus.

Entre-temps, j'avais vécu pas mal d'événements. A l'école religieuse, j'étais premier de classe, parce que j'avais une excellente mémoire (les ânes aussi...). Le curé a fait pour moi ce qu'aurait fait un instituteur pour un premier de classe : il a voulu m'envoyer au séminaire (l'instituteur m'aurait envoyé à l'Ecole Normale). Mais j'étais hésitant. Il m'a alors envoyé dans un collège libre, en espérant que la vocation se préciserait avec le temps.

Quelques années plus tard, comme il devenait très net que je ne voulais pas être prêtre, il a cessé de payer mes études. Ce n'était pas mon père qui pouvait payer, alors je suis resté chez moi. Tous les dimanches, en chaire, le curé expliquait que plus on était malheureux en ce monde, plus on était heureux dans l'autre. Pour moi, qui voulais changer

tout ce qui me semblait injuste, ça me révoltait. Le curé faisait des processions de rogations pour bénir les biens de la terre au printemps. Et moi, je me disais : « De l'eau bénite sur les semences, ça fait moins d'effet que les engrais, un assolement rationnel, des désherbants... »

J'allais le moins souvent possible à la messe, ce qui n'était pas facile dans une paroisse de mille deux cent cinquante habitants où quatre-vingt-dix-neuf pour cent des gens y allaient. Pourtant, j'ai découvert à cette époque le journal de la J.A.C. (Jeunesse agricole chrétienne).

On n'y parlait pas de bondieuseries, mais des problèmes que je ressentais comme jeune : loisirs, relations entre garçons et filles, et surtout problèmes professionnels. Je me suis engagé dans le mouvement. J'en suis même devenu responsable départemental, à l'âge de dix-huit ans, à une époque où je n'étais plus vraiment catholique : je le suis redevenu plus tard, vers 1952 ou 1953, lorsque j'ai compris que j'étais moi aussi un créateur, que j'avais vocation à modifier le monde, que la foi n'était pas contradictoire avec cela.

En 1954, on m'a demandé de monter au secrétariat national du mouvement à Paris. On m'a confié la responsabilité de la branche aînée, cela principalement parce que je dirigeais déjà une exploitation. Michel Debatisse [1] était alors secrétaire général de la J.A.C. Pendant un temps très bref, j'ai été son poulain. Mais vite, j'ai eu maille à partir avec lui : je n'acceptais pas la politique de secret qu'il pratiquait, la politique d'état-major où les décisions étaient prises par quelques membres du bureau. J'étais considéré comme le contestataire.

Je partageais mon temps entre Paris et la ferme. Nous avons décidé d'investir le Cercle national des

1. Actuellement secrétaire général de la F.N.S.E.A.

Jeunes Agriculteurs, qui était à l'époque une sorte de club, s'occupant de loisirs de jeunes, d'expériences techniques, de journées de motorisation, etc. Nous voulions en faire une organisation syndicale.

Parce que la F.N.S.E.A. était dirigée à l'époque par des gens comme Coureau, Nové-Josserand, Blondelle, profondément conservateurs.

Nous étions, nous, pour le progrès technique. La J.A.C., remarquablement implantée à travers le pays, n'a pas eu de peine à conquérir le C.N.J.A. Debatisse en est devenu secrétaire général, et moi secrétaire général adjoint.

J'ai commencé là une carrière de bête à meetings, prenant la parole à travers toute la France, devant quinze mille, trente mille personnes. C'était l'époque des grands rassemblements paysans.

J'étais convaincu, à cette époque, que « petit patron deviendrait grand pourvu que le crédit lui prête de l'argent ». Mais j'ai commencé à découvrir que je ne pourrais plus, comme mes parents, transformer moi-même mon lait en beurre et vendre sur le marché local un produit fini. J'ai constaté que je devenais producteur de matière première pour le compte d'une entreprise, dont je dépendais de plus en plus puisqu'elle prenait la marchandise, la transformait, la conditionnait et la commercialisait, éventuellement très loin.

Nous avons modernisé. Nous sommes allés chercher en Hollande des animaux de forte productivité : quatre mille litres de lait par an, cinq mille litres et davantage. Nous avons sélectionné. Nous avons fait des concours agricoles avec plusieurs premiers prix par an. Sur la ferme, qui ne nous appartenait point, nous investissions : maisons, bâtiments d'exploitation, étables, route, remise des prairies naturelles en culture, avec drainage à ciel ouvert, gros frais de bulldozer.

Tout se faisait avec des emprunts, car évidemment nous n'avions pas un sou. Nous n'avions même pas, au début, accès au Crédit agricole, faute de fournir des cautions : il n'y avait pas de propriétaires terriens dans la famille.

Nous avons réalisé une association avec les voisins, pour l'achat de matériel en commun et les gros travaux.

Autre grand événement dans ma vie : en 1955, j'ai voté pour la première fois. J'ai voté pour le Front républicain de Guy Mollet et Mendès-France, parce qu'il faisait campagne pour une paix négociée en Algérie.

Un mois plus tard, Mollet se rendait à Alger, recevait des tomates, virait à cent quatre-vingts degrés, entamait une politique de guerre à outrance. Jamais plus de ma vie je ne voterai pour ce parti. Il y a des trahisons qu'on ne pardonne pas.

J'ai été rappelé avec le contingent. Je suis arrivé à Quimper avec dix-huit jours de retard. J'ai fait partie de ceux qui ont arrêté les trains. Soixante jours d'arrêts de rigueur, puis versé dans une section spéciale. J'ai crapahuté dans les coins les plus dangereux d'Algérie, avec des accrochages sanglants. J'ai vu la torture.

En 1958, se sont présentées des élections législatives, après que le gaullisme eut été porté au pouvoir par les émeutes fascistes. André Morice, ancien ministre (actuellement maire de Nantes), grand défenseur de l'Algérie française, s'est présenté à Châteaubriand. Les jeunes de là-bas cherchaient un candidat à lui opposer. Ils sont venus me trouver. J'ai fini par accepter.

Et j'ai été élu ! Au second tour, les voix de droite se sont partagées sur deux critères : la moitié, sous l'influence des vicaires, a voté contre le franc-maçon Morice ; l'autre moitié, sous l'influence des curés, a

voté contre le progressiste Lambert. J'ai gardé quatre cents voix d'avance.

J'étais le plus jeune député de France. J'avais été élu sans étiquette. J'arrive à l'Assemblée : à quel groupe m'inscrire ? Au P.C. ? Pas question. Encore moins à la S.F.I.O... Je suis allé au M.R.P. : ma réflexion politique était encore embryonnaire à l'époque.

Premier débat : sur l'Algérie. Je veux intervenir. Le M.R.P. refuse. Je menace de publier mon discours dans la presse. Ils demandent à le voir, veulent le censurer, disant : « C'est affreux, on dirait du Mendès-France, c'est du défaitisme. » Je me bats. J'obtiens finalement vingt minutes de temps de parole.

Je parle comme j'avais l'habitude de le faire dans les meetings, c'est-à-dire, naïvement, pour essayer de convaincre ceux qui étaient en face de moi. Je dis que cette guerre est stupide, que les jeunes veulent la paix. Dès la troisième phrase, chahut indescriptible. Les gaullistes, debout, scandent : « Algérie Française. » Le Pen, Biaggi, Lagaillarde montent à la tribune pour me secouer. Le colonel Thomazo me crie : « Soldat Lambert, taisez-vous ! »

Le M.R.P. a pris grand soin de se désolidariser de moi. Mais je n'ai pas eu le courage d'en démissionner : je ne voulais pas me couper de mon milieu. Par la suite je me suis plus intervenu que sur les problèmes agricoles.

Je me suis trouvé en rapport à cette époque avec des hommes comme Serge Mallet, Gilles Martinet et les dirigeants du P.S.U. qui venait de naître. Tout en restant au M.R.P., j'ai commencé à travailler avec eux. En 1962, j'ai été battu aux élections et je suis retourné dans ma ferme.

Incidemment, disons que j'ai quitté ma fonction de parlementaire complètement ruiné : j'avais épongé l'ardoise d'une petite coopérative de viande créée par les jeunes agriculteurs de mon coin, et qui avait

bu le bouillon. Ça m'a empêché de devenir riche et je m'en félicite.

Deux ans sans responsabilités, puis retour au syndicalisme agricole. On m'a chargé de prendre en main une affaire qui a fait beaucoup de bruit dans le Morhiban et le Finistère : la faillite de la firme Le Méliner, près de Vannes (intégration avicole, aliments du bétail). En disparaissant, elle devait une centaine de millions aux paysans - ce qui ruinait complètement bon nombre d'entre eux. Une firme américaine et une firme française, Guyomarc'h, - qui dépendait de la banque Rothschild, - se disputaient la succession. Pompidou, alors premier ministre, poussait Guyomarc'h. On se demande pourquoi.

Dure bataille. Je me souviens d'un défilé en bagnoles de Languivic à Vannes, à l'issue duquel nous avons coincé le préfet dans l'angle de son bureau, en poussant les tables, en lui écrasant un peu le ventre, en lui tendant le téléphone et en lui disant : « Appelez Matignon. »

Pompidou a cédé : l'Etat a épongé les cent millions. Ce n'est pas Guyomarc'h qui a pris la suite, c'est Unicopa [1].

Mais à cette occasion, j'ai découvert qu'il n'y avait pas que Le Méliner et Guyomarc'h. Un tas d'autres grosses firmes soutenues par des trusts français, américains, hollandais s'abattaient sur l'Ouest, pour nous organiser en production animale intégrée.

Et nous avons gambergé : « Pourquoi viennent-ils chez nous ? Ce n'est pas parce qu'ils nous aiment bien. C'est parce qu'il y a ici une main-d'œuvre agricole nombreuse, une crise de l'emploi industriel. C'est parce qu'ils espèrent que nous accepterons de travailler pour un très faible revenu, de monter, pour leur profit, des poulaillers, des étables à veaux, des porcheries. »

1. Voir p. 187.

Ce fut pour nous une découverte extraordinaire : l'invasion de l'exploitation capitaliste dans notre métier.

- Tu fais des poulets, je crois. Concrètement, comment cela se passe-t-il ?

- Imagine un fils de paysan qui quitte la terre pour travailler, par exemple, dans la métallurgie. Il fait un stagne de F.P.A. et devient tourneur. Il veut entrer chez Citroën.

Son père téléphone au P.D.G. de Citroën : « Cher collègue (car le père est lui aussi théoriquement un chef d'entreprise !)... cher collègue, as-tu du travail pour mon fils ? » - « Oui, répond le P.D.G. Mais ton fils a vingt-cinq ans, il est habitué à travailler chez lui, il ne faut pas qu'il devienne salarié. Alors voici ce qu'on va faire.

« D'abord il achètera son tour. Il n'a pas d'argent ? Aucune importance : il empruntera. Il trouvera bien un parent ou un voisin pour le cautionner avec sa terre. La terre, ce n'est pas percé, ça reste en place. La banque n'hésitera donc pas à prêter : elle est sûre de ne pas y perdre.

« Ensuite, ton fils se lancera dans la production. Nous lui fournirons l'approvisionnement. Il devra faire le travail dans les normes que nous lui indiquerons, obéir aux ordres du centre de décision. Un contremaître le visitera pour vérifier. A la fin, on ne donnera pas à ton fils un salaire, bien sûr. On le paiera à un prix indexé sur le cours mondial des métaux ferreux. S'il y gagne, tant mieux pour lui ; nous y gagnerons aussi. S'il y perd, tant pis.

« S'il y a un pépin, si la machine tombe en panne, si une pièce est loupée, bien entendu la perte est pour ton fils. »

Eh bien ! la production agricole intégrée (et qui

s'étend bien au-delà des productions animales), c'est ça. Le paysan achète ou loue sa terre, investit. Il emprunte tout, à des taux parfois coquets. On lui envoie ensuite l'approvisionnement en fonction des impératifs de l'usine. La race, il ne la choisit pas. Les aliments, on les lui fournit - mais bien sûr il les paie. La firme envoie de temps en temps un technicien pour lui dire comment il doit travailler.

Quand les poulets, les moutons, sont à l'âge voulu, la firme les achète au cours des Halles. Le cours des Halles, moi je n'y peux rien. Mais les grosses firmes, elles y peuvent quelque chose : elles tiennent les abattoirs, la marchandise ; elles peuvent effondrer les cours et ne s'en privent pas.

Je n'ai pas la garantie d'un revenu. Mais, même si je sais que je ne gagnerai rien, je dois travailler. Parce qu'il faut que je rembourse mes annuités. Même si je ne peux en rembourser que la moitié, ça vaut mieux que rien du tout. Je ne peux pas partir en congé. Je suis pieds et poings liés.

- Mais, si le paysan mange de la vache enragée pendant vingt ans, ensuite il est propriétaire, il peut vendre sa terre, la laisser en héritage à ses enfants ?

- S'il a cinq, six ou sept gamins, il y en a un qui reprendra la terre. Mais il lui faudra rembourser ses frères et sœurs. Alors il passera lui aussi toute sa vie à payer.

Cet argent s'en ira dans les banlieues suburbaines, où vivent les frères et sœurs. Il servira à quoi ? A payer la spéculation sur les terrains. Il reviendra vite dans le circuit des banques, en fin de compte...

Voilà ce que j'ai découvert, à travers mon expérience et les luttes syndicales que nous avons menées contre Sanders et d'autres grosses sociétés. Je l'expli-

quais dans les meetings, j'étais applaudi à tout rompre. Mais je ne disais pas où il fallait aller, je n'expliquais pas qu'il fallait une autre société.

Et ça, j'ai pensé que je ne pouvais pas le faire sans adhérer à un parti politique. Ce n'est pas une action corporative qui pourra transformer la société. Il faut une action commune, politique, des salariés, des paysans, de ceux qui refusent la société actuelle.

Le P.C. ? Je suis peut-être anarcho-syndicaliste par nature, je n'en sais rien. En tout cas je pense que, même dans une société socialiste, je resterai un contestataire. Je ne peux pas supporter l'appareil stalinien du P.C.

D'autant plus qu'il se fout vraiment des paysans, lorsqu'il va leur raconter à travers le M.O.D.E.F. qui est sa courroie de transmission, ou à travers son journal *la Terre*, que la terre doit être à celui qui la travaille, qu'il faut défendre la petite exploitation familiale, toutes choses qu'il ne fera pas quand il sera au pouvoir.

C'est idiot de faire croire aux gens qu'on entrera dans l'avenir à reculons. Quand on considère les paysans comme une force d'appoint pour prendre le pouvoir, avec l'intention de les tromper, ils deviennent des koulaks. Ça, je ne peux pas le supporter.

Voilà pourquoi je suis venu au P.S.U. Il faut dire que ce n'était pas ragoûtant dans ces années-là. C'était l'époque des tendances, des multiples thèses qui s'opposaient. Je les lisais et je n'en comprenais pas une seule ! Je veux dire : aucune ne répondait à mon combat quotidien.

En revanche, je savais qu'il y avait dans le P.S.U. une grande disponibilité, que je pouvais y apporter mon expérience d'un combat de travailleur, que je serais écouté, que je ne servirais pas de courroie de transmission. Le P.S.U. n'était pas un parti qui cherche à se servir des travailleurs.

Evidemment, dans mon milieu, je me suis fait

engueuler comme jamais. Des gars avec qui je travaillais quotidiennement, sur la terre ou dans le syndicat, qui étaient d'accord avec mon analyse, du jour au lendemain ont retrouvé toutes les aliénations anciennes. J'étais le communard, l'incendiaire ; la religion, nos écoles libres étaient menacées ; tout y passait.

On m'a toutefois beaucoup pardonné, parce qu'on a dit : « Lambert, on ne peut pas l'empêcher, c'est un ancien député, il a le virus de la politique. Mais c'est un militant qui rend service, qui travaille, il faut le prendre comme il est. »

J'ai continué à militer dans l'organisation syndicale, avec des fortunes diverses. J'y détiens encore des responsabilités. J'étais celui qui pouvait le mieux supporter le choc.

J'ai pu ainsi travailler avec les copains, participer aux actions et aux analyses qui en découlent.

Depuis quatre ans, les idées révolutionnaires gagnent sans cesse du terrain en milieu paysan. La contagion atteint toutes les régions. Même des régions de jacqueries, comme le Midi, où les gens ont l'habitude de se révolter sans jamais chercher à identifier leur adversaire. Les viticulteurs, par exemple, commencent à comprendre à quel point ils sont dépendants des grands pinardiers...

Un peu partout, des gens comprennent qu'il ne s'agit pas de revenir au bon vieux temps, mais que ce qu'il faut, c'est abattre le capitalisme qui est devenu notre ennemi direct.

- On dit souvent que la concentration de l'agriculture, l'exode rural, sont des choses inévitables, imposées par l'évolution économique et technique, et que le seul problème est de les aménager le mieux possible. Qu'en penses-tu ?

- Ce schéma que présente le pouvoir est trompeur : au moment même où il dit cela, il offre un soutien financier dix fois plus important à la grosse agriculture qu'à la petite : il encourage donc directement la concentration, qui sans son intervention ne serait pas inéluctable au point qu'on dit.

Il est sans doute vrai que des gens devront quitter l'agriculture. Mais faisons le compte : dans la population active agricole, quel est le pourcentage de moins de trente-cinq ans ? Ça doit faire cinq à six pour cent. La moyenne d'âge en agriculture est supérieure à cinquante ans. Or, nous avons la moitié des terres cultivées du Marché Commun. C'est donc une stupidité de pousser les jeunes agriculteurs à quitter la terre. Il faut savoir où ça nous conduira, quelles seront les conséquences pour des régions où la densité de population est si basse que la vie sociale n'y est plus possible.

Enfin, d'accord, il faut organiser le départ dans la mesure où il est nécessaire. Mais que fait le pouvoir capitaliste pour cela ? Il s'en moque pas mal. Quelles possibilités d'emploi offre-t-il dans les régions à dominante agricole ?

Le capital installe les industries où il veut. C'est le fait du prince. Mais qu'est-ce que le capital ? C'est du travail en conserve, c'est du travail accumulé. C'est le produit de la sueur des ouvriers et des paysans - mais sur lequel ouvriers et paysans n'ont aucun contrôle.

Mai 68 nous a permis de comprendre bien des choses. En Loire-Atlantique, les paysans se sont trouvés d'entrée de jeu dans la direction de la lutte, avec les ouvriers et les étudiants. Les dockers déchargeaient les cargaisons de tourteau pour l'aliment du bétail, pour que les porcs ne meurent pas, que les paysans ne soient pas ruinés. Et les paysans ont obligé les coopératives à vendre les denrées au prix coûtant. Ils ont organisé des collectes d'argent et de produits

alimentaires, manifesté avec les ouvriers, aidé les grévistes...

Nous avons compris, là, que la révolution était possible - ce que nous ne croyions pas auparavant. Mais qu'elle devait venir du peuple dans ses luttes quotidiennes, que le rôle du parti politique était de donner à ces luttes leur pleine signification, de permettre aux travailleurs d'élaborer eux-mêmes, à partir des luttes, les formes d'organisation de la société.

Coll. MichelRocard.org

MICHEL ROCARD

LE PROJET SOCIALISTE

Quarante ans. Secrétaire national du P.S.U. Député des Yvelines.

- Tu viens de lire les interviews qui composent ce livre. Quelles conclusions en tires-tu ?

- Les lecteurs de ce document seront très frappés, je crois, de ce que les militants du P.S.U. qui s'y expriment sont davantage des animateurs de luttes sociales que des militants politiques au sens habituel du terme.

Nous avons souvent dit, au P.S.U., que les structures constitutionnelles et légales du pays étaient artificielles, qu'elles ne traduisaient pas les réalités de notre société. Effectivement, l'idée qu'une victoire électorale, au niveau local ou au niveau parlementaire, suffirait à elle seule à changer quelque chose de décisif, n'apparaît pas dans ces interviews. C'est une constatation à faire, avant même de porter un jugement.

Le formalisme des débats parlementaires, les limitations imposées aux assemblées locales, interdisent

Coll. Michel Rocard.org

une prise en charge des véritables problèmes de travail, de sécurité d'emploi, de niveau des revenus, de scolarisation, d'organisation urbaine, de transports, d'évolution des campagnes.

Cette constatation ne touche pas seulement le système constitutionnel, mais aussi le système des partis politiques. On a l'impression que les partis ne donnent qu'une traduction affaiblie de la volonté de changement qui s'exprime dans les milieux populaires.

Dans un pays où tous les rouages de la démocratie sont bloqués de haut en bas, il est normal que les militants du P.S.U. soient davantage préoccupés de montrer, à travers leurs luttes, comment la société peut changer vers plus d'égalité, plus de justice - exigences premières du combat socialiste - que de décrire avec précision un projet politique au sens strict du terme. Le projet politique, pourtant, il existe, et c'est lui qui guide l'action de nos camarades. De quoi est-il fait ? Pour l'essentiel, d'un certain nombre d'idées sur la société socialiste à construire et sur la stratégie qui permettra d'y parvenir.

Premier point : devant les inégalités et les injustices qu'engendre le capitalisme, devant son désordre aussi, sa nocivité sur le plan de la dignité humaine et des conditions de vie, la première exigence d'une société socialiste, c'est que les hommes contrôlent leur économie, c'est-à-dire la production et la répartition des biens. L'incohérence et l'incapacité d'un système économique qui ne maîtrise pas sa monnaie, qui se révèle impuissant à donner du travail et un logement à tous, saute aux yeux. Il est clair également que ce système, s'il est anarchique du point de vue de la collectivité, ne l'est pas pour ceux qui effectivement le dirigent. Les choix fondamentaux sont faits en secret et les « fatalités » de l'économie profitent à un petit nombre : la crise du logement en est peut-être le plus bel exemple. On s'aperçoit que la condition indispensable d'une économie démocratique, c'est

que des prévisions soient faites, que les choix soient connus, que les décisions prises par la collectivité soient appliquées. Cela s'appelle la planification.

La planification est un outil qui permet à la société de contrôler son économie. L'outil n'est pas en soi bureaucratique, bien au contraire. Il est à l'image de la société qui l'utilise. Et c'est le deuxième point : nous pensons que la société socialiste doit être une société de liberté. On ne quitte pas un système autoritaire pour un autre système autoritaire.

Une société ne peut être libre que si elle est extrêmement décentralisée, si, à la base, les travailleurs gèrent eux-mêmes le système de production et l'ensemble des éléments constitutifs de la vie locale. Cette revendication d'un socialisme autogestionnaire, dont la première exigence est le contrôle ouvrier, est de celles qui guident le plus puissamment l'action quotidienne de nos militants.

Le troisième élément du projet, c'est une société où la culture, l'enseignement, l'information permettront à chacun un épanouissement réel, l'exercice de responsabilités précises à tous les niveaux, et notamment aux niveaux les plus proches de la base, la possibilité de comprendre le système social, de porter critique sur lui, de contribuer à son évolution. Ce qui suppose une culture de tous, une culture pour tous, qui ne reflète pas les normes de la grande bourgoisie mais permette à chacun de s'exprimer.

Voilà les axes principaux de notre projet de société. On constate, en lisant ces interviews, qu'il ne s'agit pas d'un projet rêvé, qu'on aurait écrit dans un beau volume avec une belle reliure pour le cacher ensuite dans un tiroir, mais d'un projet qui guide l'action quotidienne.

- Ce projet, comment le P.S.U. pense-t-il qu'il peut se réaliser ?

- La stratégie pour le réaliser, on la voit aussi s'esquisser. Elle est encore floue ; nous ne pouvons pas dire : « Cela se passera à tel moment et de telle façon », parce que la situation n'est pas mûre. Nous sommes dans une période de reconstruction des forces socialistes et révolutionnaires, après la longue sclérose qu'ont vécue différemment, et pour des raisons historiques distinctes, la social-démocratie et le courant communiste.

Pour nous, l'analyse théorique est importante, et dense. On la trouvera dans les textes adoptés par le P.S.U. à ses congrès. Je ne la reprendrai pas, puisque dans ce livre nous nous sommes fixé un objectif plus limité : tracer un portrait des militants du P.S.U. Je me contenterai de décrire notre stratégie très simplement, par des exemples.

On peut imaginer un certain nombre de moyens pour que les forces socialistes prennent le pouvoir. Le premier, c'est une victoire électorale. Nous n'avons jamais crié le slogan « Elections-trahison ». D'autres groupes révolutionnaires l'ont avancé, jamais le P.S.U. Nous présentons des candidats aux élections. Mais nous ne nous faisons là-dessus aucune illusion.

Qui se souvient aujourd'hui qu'en 1932 il y a eu une victoire électorale de la gauche, laquelle fut parfaitement sans lendemain ? On se souvient davantage de la victoire électorale de 1956 : elle avait été arrachée sur le mot d'ordre « Paix en Algérie », et les hommes promus alors au pouvoir ont au contraire organisé durablement la guerre, envoyé le contingent, couvert la torture, décidé le débarquement de Suez. Ce qui montre à quel point une pratique purement électorale, dans laquelle la réalité profonde du pays n'est pas concernée, peut se trouver déviée de ses objectifs et des engagements pris, par le simple jeu interne du système politique actuel.

Une victoire électorale de ce type-là, acquise sans que les forces vives du pays, sans que les travailleurs

soient directement engagés, ne fait pas partie de notre projet.

Une autre manière de prendre le pouvoir, c'est l'insurrection armée. Mais historiquement, on constate qu'elle ne se produit que lorsque la société a atteint un niveau de crise économique, sociale, idéologique, extrêmement profond, ce qui n'est pas encore le cas chez nous. L'insurrection armée n'a réussi que lorsque le régime en place s'effondrait pratiquement.

C'est ce qui s'est produit à Cuba, et en Chine, et dans la Russie de 1917. Et en Yougoslavie - car ce pays a été libéré par ses propres hommes, sans que soit nécessaire l'intervention de l'Armée Rouge -, la victoire du parti communiste de Tito tient à ce qu'il a su prendre la conduite d'une lutte nationale contre l'occupant nazi.

La situation française ne ressemble à rien de tout cela. Certes, la violence est dans l'histoire, ce n'est pas nous qui l'y avons mise, et on ne peut écarter totalement aucune hypothèse, celle d'un régime fasciste par exemple. Mais dans une situation semblable à celle d'aujourd'hui, le projet socialiste ne passe pas par une telle voie.

Alors il reste deux autres voies, que j'appellerai mai 68 réussi et le Front populaire réussi. Mais 68 et le Front populaire de 1936 ont été des échecs sur le plan de la prise durable du pouvoir dans un sens socialiste, sur le plan de la transformation socialiste du pays. Néanmoins, dans les deux cas, une des conditions majeures de la victoire était remplie : la volonté de l'écrasante majorité de la classe ouvrière de changer profondément et durablement les choses s'est manifestée par un fantastique mouvement de grève, avec occupations d'usines et paralysie de la production. La direction capitaliste de l'économie, le patronat, était désarmée.

Cependant il y a des différences importantes. En mai 68, la victoire remportée par les manifestations

des étudiants, qui ont fait rouvrir la Sorbonne et Nanterre, a prouvé que l'action payait. Elle a trouvé un grand écho dans la classe ouvrière, notamment chez les jeunes. C'est cela qui a servi de détonateur au mouvement.

Mais l'immense colère sociale, économique, et aussi éthique, morale, culturelle - c'est difficile à définir d'un mot, la revendication d'un changement de société, et pas seulement d'un changement dans les salaires - n'a pas trouvé un débouché dans une équipe et un projet politiques. L'absence de cohésion du mouvement n'a pas permis que les problèmes soient posés en termes de pouvoir. La situation a pourri. Quand le général de Gaulle a jugé qu'elle était assez avancée, il a repris le pouvoir par le canal d'un discours.

S'il s'était dégagé du mouvement un projet clair, souscrit par des hommes se faisant connaître, traduisant la volonté des travailleurs en grève d'une façon précise, on peut imaginer que l'assemblée parlementaire de l'époque se serait dissoute faute de pouvoir gouverner, et aurait transmis ses pouvoirs à un autre régime. On peut imaginer que le renversement des rapports de forces acquis dans la réalité se serait traduit sur le plan électoral.

Lors du Front populaire, le détonateur a été une victoire électorale conquise par des forces qui, dans toute la période précédente, n'avaient pas été compromises avec la bourgeoisie. Cela a inspiré une grande confiance à la classe ouvrière. Un immense mouvement de grève s'est alors déclenché pour appuyer et impulser l'action du gouvernement en engageant la lutte contre le patronat.

Mais au lieu d'utiliser cette force pour contraindre le patronat à céder, au lieu de légaliser ensuite au Parlement - où il était majoritaire - chacune des victoires ainsi remportées, au lieu de n'organiser la reprise de la production qu'après des transformations

fondamentales (des nationalisations, la mise en place de formes de contrôle ouvrier), au lieu de cela Léon Blum a eu cette phrase terrible : « Cette grève est un coup de poignard dans le dos de mon gouvernement. » Il s'est occupé de faire rentrer les travailleurs avant d'avoir acquis les garanties de la transformation de la société...

- Moyennant des conquêtes sociales qui n'étaient pas négligeables...

- Qui n'étaient pas négligeables en effet, mais qui ne mettaient pas en cause les fondements du système de production. Or, c'est tout de même là que réside la base du combat socialiste.

Nous pensons, nous, qu'un mouvement social de grande puissance peut se déployer en France à partir de détonateurs très divers. La lutte de classe est le ciment d'un tel mouvement, la transformation du pouvoir son but. Il aura des étapes de lutte sociale, des étapes électorales, peut-être des phases d'affrontement, sans qu'on puisse en prévoir le déroulement à l'avance.

- Comment le P.S.U. analyse-t-il la situation actuelle ?

- Actuellement, dans tous les domaines, revenus, sécurité d'emploi, éducation, vie urbaine, santé, etc., notre société est bloquée du fait d'un capitalisme de plus en plus sauvage. Toute l'orientation de la grande bourgeoisie française et du pouvoir qu'elle contrôle, consiste à essayer de rattraper le retard du capitalisme français sur le capitalisme allemand, japonais, américain, etc. Pour nous, socialistes, cette situation est un appel direct à un autre système économique,

capable de planifier la croissance, d'utiliser pleinement les capacités en hommes et en outillage du pays. Mais pour le pouvoir actuel, elle est au contraire un appel à renforcer les secteurs les plus modernes du capitalisme sans aucune espèce de précautions, en aggravant la situation de la majorité des Français.

En privatisant un certain nombre de services publics et en voulant assurer leur rentabilité en fonction des critères capitalistes et non en fonction des services rendus à la collectivité, il diminue leur qualité.

En poussant à la concentration industrielle sans contrôle, il aggrave la dégénérescence des deux tiers des régions françaises, et en même temps le caractère apoplectique des quelques régions à développement important - la région parisienne, la région lyonnaise, la basse vallée de la Seine. On a alors, dans une partie de la France, des travailleurs de plus en plus touchés par le chômage, l'insécurité, l'inégalité des revenus ; et dans l'autre partie, des travailleurs soumis à des cadences qui s'intensifient, à une fatigue croissante, à un rythme de vie infernal.

Dans la région parisienne, plus de deux millions de personnes sont contraintes à des déplacements quotidiens domicile-travail, passant en moyenne plus d'une heure et demie par jour dans les transports, dans des conditions d'encombrement scandaleuses. Dans les villes nouvelles et les banlieues qui se développent de façon anarchique, les conditions de scolarisation des enfants, de couverture sanitaire et sociale, de vie culturelle, sont mal assurées.

La concentration accélérée dans le commerce naufrage les chances d'avenir des cinq cent mille ou six cent mille Français qui travaillent dans ce secteur. Ils ne sont pas prêts à en tirer des conclusions politiques claires : subissant les conséquences dramatiques des lois du marché et de l'absence de planifi-

cation, ils continuent pourtant à voter pour ceux qui préservent ces lois, à moins qu'ils ne se réfugient dans une démagogie d'extrême-droite très primaire. Mais la crise est ouverte et leur réflexion devra bien progresser.

Les paysans sont plus avancés. Beaucoup ont découvert que la raison fondamentale de leur situation se trouve dans le jeu sauvage des lois du marché, dans l'absence d'organisation cohérente de la production agricole, même si quelques dispositifs de soutien essaient d'en limiter les conséquences sociales.

La classe ouvrière, elle, connaît tout cela depuis longtemps. Elle est en train de faire passer ses découvertes, son expérience de la lutte, chez ceux des salariés qui ne sont pas ouvriers au sens strict : employés, techniciens, certains cadres, chez qui se produit une prise de conscience.

On sent bien que le gouvernement ne peut pas remédier à cette situation, à cause de la composition de la majorité qui le soutient. Celle-ci représente pour une bonne part une petite bourgeoisie foncière rurale, des commerçants importants et moyens, des gros et moyens paysans, qui défendent leurs anciens privilèges, leurs propriétés, leurs rentes de situation. Les conflits entre ces couches conservatrices et le capitalisme sauvage provoquent une espèce de paralysie du gouvernement : c'est la « société bloquée » dont M. Chaban-Delmas parle éloquemment sans être capable de proposer un projet de réforme précis et vigoureux.

Tout cela ne peut que provoquer des affrontements plus durs. C'est pourquoi, dans la classe ouvrière, dans la classe paysanne, dans d'autres milieux sociaux, le projet politique que défend le P.S.U. est de mieux en mieux compris.

Evidemment, nous ne pouvons pas prophétiser. Comment la bourgeoisie se défendra-t-elle ? Renforcera-t-elle la répression, ou bien accentuera-t-elle

ses tentatives pour s'assurer la collaboration de la classe ouvrière par les contrats de progrès, l'actionnariat ouvrier et d'autres dispositifs comme la création de syndicats patronaux du type C.F.T. ? Et quelles sont les chances à moyen terme d'une victoire électorale vraie, au sens où celle du Front populaire aurait pu l'être ? Tout cela n'est pas acquis d'avance et dépend en partie de nous.

C'est pourquoi, plutôt que de décrire abstraitement un projet idéal, il nous paraît important de le faire connaître dans le déroulement même des luttes. C'est seulement ainsi que nous rendrons sensible la nécessité d'une transformation socialiste, et que nous aiderons au ressemblement des forces suffisantes pour l'engager.

- Cette conception doit avoir des conséquences sur l'organisation du parti, j'imagine ?

- Nous défendons une orientation relativement nouvelle. Nous ne sommes pas sociaux-démocrates, car nous ne croyons pas que des victoires électorales soient suffisantes. Nous ne sommes pas communistes, car pour nous le caractère décentralisé et autogestionnaire de la société socialiste doit se préparer dès les luttes d'aujourd'hui. Nous essayons enfin de ne pas tomber dans les erreurs du mouvement révolutionnaire d'extrême-gauche, qui pendant quarante ans est resté très groupusculaire, très minoritaire, incapable, du fait de son sectarisme, de se faire comprendre de tout le monde.

Il nous faut réinventer, en même temps qu'une stratégie, une organisation du parti. C'est une tâche longue. Nous y travaillons. Nous essayons de trouver des moyens de choisir les candidats à la direction du parti, donnant une plus grande place aux camarades

qui mènent directement les luttes sociales, notamment sur les fronts ouvrier et paysan.

Le parti ne prétend pas mener toutes ces luttes lui-même, mais devenir un outil de réflexion collective pour les hommes et les femmes qui se battent, les luttes elles-mêmes étant conduites par des organisations de masse larges et qui se déterminent souverainement. Ils nous faut répéter une fois de plus que l'idée de courroie de transmission, de contrôle bureaucratique, est parfaitement contraire à notre projet.

- Il reste un domaine qui n'est qu'à peine évoqué dans les interviews : c'est l'action internationale du P.S.U...

- Notre lutte ne concerne pas que la France. Elle a une dimension internationale.

En Italie, en Allemagne, en Belgique, en Suède, en Grande-Bretagne, un certain nombre de forces et d'organisations sont nos correspondants actifs. Dans ces pays, tout un courant fait des analyses proches des nôtres, se bat dans les mêmes conditions et autour des mêmes orientations que nous, avec quelquefois une expérience de la lutte militante dans l'entreprise ou sur le cadre de vie qui va plus loin que la nôtre.

De puissants mouvements dans le sens du contrôle ouvrier se sont notamment développés en Italie et en Grande-Bretagne. Nombre de nos camarades du P.S.U. ont eu des rencontres avec des militants de ces pays. En Allemagne, une partie des jeunesses socialistes retrouve les mêmes positions que nous, et par ailleurs nous avons pu, en plusieurs occasions, organiser la convergence des luttes avec des travailleurs allemands. Nous apportons un appui permanent à des camarades et à des groupes espagnols, portugais, grecs.

Tout cela découle, non d'une solidarité seulement sentimentale, mais de la constatation que le capitalisme organise sa progression sur une base européenne et mondiale. De plus en plus souvent, les luttes dans les entreprises françaises ne pourront aboutir pleinement qu'avec l'appui de travailleurs d'autres pays, et réciproquement.

En Europe de l'Ouest, le P.S.U., si modeste qu'il soit, est tout de même la plus importante numériquement des organisations révolutionnaires. Il a donc une certaine responsabilité. A travers les rapports que nous entretenons avec les camarades dont j'ai parlé, nous sentons naître un courant politique capable d'une expression commune au plan international. Nous avons également des contacts au Canada.

Nous soutenons activement la lutte du peuple vietnamien contre l'impérialisme américain, et celle du peuple palestinien, qui défend son droit à se reconnaître dans une entité nationale et qui représente une force révolutionnaire importante au Moyen Orient.

Car le combat contre le capitalisme ne se mène pas seulement dans les pays à développement industriel important. Dans l'ensemble du tiers monde, les mouvements populaires d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie, qui se battent pour leur indépendance politique et économique, et aussi pour d'autres structures, cherchent avec angoisse un soutien actif dans les pays développés. Le P.S.U. est l'un de leurs correspondants. La masse de rapports que nous entretenons avec des organisations de ces régions du monde, nous confirme que nous sommes à la pointe d'un combat qui a une dimension mondiale, et qui pourra peut-être éviter la grande conflagration entre pays nantis et pays pauvres, qu'un capitalisme absurde est en train de nous préparer.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION par Michel Rocard 5

Bernard Ravenel, Un enseignant dans le P.S.U. 7

Alain Desjardins, Un militant syndicaliste 17

Thérèse Carrette, Les femmes et la politique .. 25

Michel Fontès, Des problèmes d'organisation 33

Pierre Régnier, Les groupes d'entreprise 39

François Borella, L'Université et le capitalisme 47

Marcel Grégoire, La question de l'union de la gauche 57

Baptiste Thierrée, Un clown et la culture 67

Henri Leclerc, Un avocat et la répression 75

Jacques Kergoat, L'action des usagers des transports 85

Philippe Simon, Les problèmes de Paris 93

Christian Leucate, Les formes du débat 99

Michel de la Fournière, Pour des actions de masse 105

Coll. MichelRocard.org

André Melliet, La politique dans le Sud-Ouest 113
Jean Verlhac, Le rôle d'une municipalité 123
Georges Boulloud, Action syndicale, action politique 131
Guy Praxelle, Pour le contrôle ouvrier 139
Jean-Pierre Chassine, L'échec de l'U.N.E.F. .. 149
Claude Colin, Le P.S.U. dans une grande entreprise 163
Vincent Picheral, La liaison ouvriers-paysans 173
Renée Causse, Une agricultrice 183
Lino Ottogali, Le désert dans les campagnes 190
Bernard Lambert, Les paysans contre le capitalisme 198
Michel Rocard, Le projet socialiste 211

Coll. MichelRocard.org

Imprimé en France

N° édit. 23 - Dépôt légal : 2e trim. 1971 - N° V-71-521

Coll. MichelRocard.org

« Carte blanche » : donner à un homme ou à une femme - investi de responsabilités - la liberté d'écrire ce qui lui tient à cœur. Aucune contrainte n'est imposée à l'auteur, qu'il soit chef de parti politique, leader syndicaliste, chercheur, industriel, magistrat...
Tel volume sera un exposé, tel autre un cri, tel autre encore un plaidoyer ou une méditation, ou une interview ou une protestation. L'essentiel est de donner la parole à des hommes qui le plus souvent agissent plus qu'ils ne parlent, et d'écouter leur voix.

carte blanche

Collection dirigée par André Rollin

Dans la même collection :
F.O. (Confédération Force ouvrière), par André Bergeron.
C.N.J.A. (Centre national des jeunes agriculteurs), par Louis Lauga.
A paraître :
Parti Radical, par Michel Soulié.

Coll. MichelRocard.org

maquette atelier Visconti - photo A.F.P